


TABLE DES MATIÈRES

Concordia: Grève	3
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Université Concordia : Les chargés de cours en grève - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 9 h 55.....	3
LE DEVOIR : En bref - Grève tournante à Concordia - Édition du vendredi 28 mars 2008	3
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Université Concordia : Grève des chargés de cours - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 12 h 28.....	3
LA PRESSE : Grève des professeurs à temps partiel à Concordia - Jeudi 27 mars 2008	3
JOURNAL DE MONTRÉAL : Concordia Lundi : Les profs en grève - Jeudi 27 mars 2008	4
THE GAZETTE : Classes as usual if teachers walk off, Concordia insists : Part-time staff to launch rotating strikes next week - Thursday, March 27, 2008 .	4
CYBERPRESSE : Grève rotative des professeurs à Concordia - Le jeudi 27 mars 2008	4
THE GAZETTE : Sprawling urban schools are under gun to turn out grads and keep pace with richer rivals - Wednesday, March 26, 2008	4
UQTR : Grève	5
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Pas d'issue en vue - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 11 h 33	5
LE NOUVELLISTE : Lettre : La direction de l'UQTR: une attitude irresponsable, par Yvan Lussier, Ph.D., professeur, Directeur des programmes de premier cycle en psychologie - Le lundi 31 mars 2008.....	5
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les négociations dans un cul-de-sac - Mise à jour le vendredi 28 mars 2008 à 18 h 45.....	5
L'HEBDO JOURNAL : La direction de l'Université dépose une offre globale et finale : Communiqué intégral en provenance du rectorat de l'UQTR - Article mis en ligne le 28 mars 2008 à 15:03	5
LA PRESSE : En bref : L'UQTR répond à ses profs - Vendredi 28 mars 2008	6
LE NOUVELLISTE : 1 ^{ère} page : Grève à l'UQTR : Des étudiants inquités - Vendredi 28 mars 2008.....	6
LE NOUVELLISTE : L'UQTR réagira aujourd'hui - Le vendredi 28 mars 2008	6
LE NOUVELLISTE : Les étudiants nagent en plein brouillard - Le vendredi 28 mars 2008.....	7
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Le syndicat dépose une contre-proposition - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 11 h 29.....	7
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : De mal en pis - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 8 h 35	8
LE DEVOIR : Grève générale des professeurs de l'UQTR - Édition du jeudi 27 mars 2008	8
LE NOUVELLISTE : UQTR: les profs en grève générale - Le jeudi 27 mars 2008	8
L'HEBDO JOURNAL : Grève générale à l'Université : Plus aucun cours des professeurs depuis jeudi matin - Article mis en ligne le 26 mars 2008 à 19:52	9
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les étudiants prennent d'assaut un pavillon - Mise à jour le mercredi 26 mars 2008 à 13 h 15	9
LE NOUVELLISTE : UQTR: appel au boycottage de divers services - Le mercredi 26 mars 2008.....	9
LE NOUVELLISTE : UQTR: occupation étudiante... jour et nuit - Le mercredi 26 mars 2008	10
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les étudiants prennent d'assaut un pavillon - Mise à jour le mardi 25 mars 2008 à 19 h 08.....	10
L'HEBDO JOURNAL : Les étudiants accentuent la pression : Occupation d'un pavillon, boycottage de services et demandes répétées d'explications au menu - Article mis en ligne le 25 mars 2008 à 15:55	10
LE NOUVELLISTE : L'AGÉ se résigne à livrer la lettre de l'UQTR aux professeurs - Le vendredi 21 mars 2008	11
LE NOUVELLISTE : Les profs présenteront une contre-offre mercredi prochain - Le vendredi 21 mars 2008	11
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : L'impasse perdure - Mise à jour le jeudi 20 mars 2008 à 11 h 13	12
LENOUVELLISTE : UQTR: la colère gronde chez les étudiants - Le mercredi 19 mars 2008	12
LE NOUVELLISTE : UQTR: une offre «fixe» à 19 M\$ - Le mercredi 19 mars 2008	12
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières : La pression monte - Mise à jour le mardi 18 mars 2008 à 18 h 54	13
LE NOUVELLISTE : Lock-out partiel à l'UQTR: «c'est du suicide universitaire» - Le mardi 18 mars 2008	13
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières : Une nouvelle offre patronale sur la table - Mise à jour le lundi 17 mars 2008 à 16 h 04	13
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les deux parties rencontrent les étudiants - Mise à jour le mercredi 12 mars 2008, 11 h 07	13
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs ne lâchent pas prise - Mise à jour le vendredi 7 mars 2008, 18 h 25	14
Manifestation COBP	14
LE DEVOIR : En photo: Du grabuge au centre-ville de Montréal - Édition du lundi 17 mars 2008.....	14
MÉTRO : Arrestations - Lundi 17 mars 2008.....	15
24 HEURES : 47 arrestations - Lundi 17 mars 2008.....	15
LA PRESSE : 1 ^{ère} page : Manif contre la brutalité policière: 47 personnes arrêtées - Le dimanche 16 mars 2008.....	15
JOURNAL DE MONTRÉAL : Des pacifistes plutôt turbulents : Manif violente, Mise à jour: Dimanche 16 mars 2008, à 09:52.....	16
THE GAZETTE : Clashes at anti-brutality demo - Annual march saw heavy-handedness from protesters and police - Sunday, March 16, 2008	17
CBC - MONTRÉAL : Police, protesters clash at Montreal anti-brutality march - Saturday, March 15, 2008, 9.33 pm.....	17
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Brutalité policière : Une quarantaine d'arrestations - Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 19 h 11	18
CYBERPRESSE : Manifestation contre la brutalité policière: 32 personnes arrêtées - Le samedi 15 mars 2008.....	18
LCN : Manifestation contre la brutalité policière : 32 personnes arrêtées à Montréal - Mise à jour : Samedi 15 mars 2008, à 17:34.....	18
Budget, politique provinciales	19
LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Pauline Marois a confirmé son emprise sur le PQ au conseil national - Édition du lundi 17 mars 2008	19
LA PRESSE : Marois prend le virage d'une «social-démocratie» moderne - Le lundi 17 mars 2008	19
LE SOLEIL : Congrès national du PQ : une social-démocratie assaisonnée à droite - Le lundi 17 mars 2008	19
MÉTRO : Droits de scolarité : Les promesses du PLQ plaisent à la FEUQ - Lundi 17 mars 2008	20
RADIO-CANADA / GATINEAU : Éducation : Un environnement plus stimulant- Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 10 h 30	20
LE DEVOIR : 250 millions de plus en faveur de l'éducation supérieure - Édition du vendredi 14 mars 2008	20
LE DEVOIR : L'aventure immobilière de l'UQAM coûtera 200 millions aux Québécois - Édition du vendredi 14 mars 2008	20
LA PRESSE : La belle part aux universités - Le vendredi 14 mars 2008	21
LA PRESSE : La FEUQ encouragée - Vendredi 14 mars 2008	21
JOURNAL DE MONTRÉAL : Enseignement secondaire : un coup de pouce pour les universités - Vendredi 14 mars 2008	22
CYBERPRESSE : L'aventure immobilière de l'UQAM coûtera 200 millions \$ aux Québécois - Le vendredi 14 mars 2008	22
THE GAZETTE : Ho-hum: Universities are underwhelmed Nice try, but no gold star - Friday, March 14, 2008.....	22
RADIO-CANADA : Budget Québec 2008-2009 : Les faits saillants : Éducation	22
Universités	22
Formation professionnelle et technique	22
Perfectionnement et accès à la formation.....	22
Canada, paradis fiscal pour les grandes entreprises ?	23
MÉTRO : Réactions - Jeudi 06 mars 2008	23
24 HEURES : Impôt - Jeudi 06 mars 2008	23
JOURNAL DE MONTRÉAL : Étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM : Gaz Métro réplique à Lauzon : la société a payé 23,4% d'impôt en 2005 - Mise à jour: Mercredi 05 mars 2008, à 17:23.....	23

LE DEVOIR : Près de la moitié des sociétés publiques paient moins de 20 % d'impôt - Édition du mercredi 05 mars 2008.....	23
CYBERPRESSE : Alcan paie-t-elle des impôts au Québec ? - Mardi 4 mars 2008 - 17h38	24
JOURNAL DE MONTRÉAL : Le Canada : un « paradis fiscal » pour les entreprises - Mercredi 05 mars 2008	25
MÉTRO : Les grandes entreprises ne paient pas assez d'impôt - Mercredi 05 mars 2008	26
CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC : IMPOSITION DES ENTREPRISES : LE CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC REJETTE LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE DU PROFESSEUR LAUZON - Lundi 04 mars 2008	26
Débat : le Québec au cégep	26
LE DEVOIR : Libre-Opinion: Repenser notre manière de transmettre le Québec ?, par Catherine Foisy, Professeure de science politique au collège international des Marcellines - Édition du vendredi 28 mars 2008	26
LE DEVOIR : Le Québec n'a plus la cote au cégep : Les cours sur le Québec seraient en voie d'extinction - Édition du mardi 11 mars 2008	27
Actualités	28
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Boycottage des publicités de l'armée - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 9 h 46	28
THE OTTAWA CITIZEN : Provincial judge refuses to pass students' suit Action against ancillary fees 'doomed' to fail - Saturday, March 29,2008	28
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais afférents : Pas de recours collectif contre les collèges - Mise à jour le vendredi 28 mars 2008 à 17 h 12	28
LA TRIBUNE : Distribution alimentaire: l'UdeS s'entend avec ses étudiants - Le jeudi 27 mars 2008	28
RADIO-CANADA / ESTRIE : Dîners communautaires à l'UdeS : Les étudiants obtiennent gain de cause - Mise à jour le mercredi 26 mars 2008 à 16 h 14	29
LE DEVOIR : Opinion : Trop élevés, les salaires des professeurs d'université?, par Louis Dumont, Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal et président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal - Édition du mardi 25 mars 2008	29
LE NOUVELLISTE : Tour du chapeau au Cégep de Trois-Rivières - Le samedi 22 mars 2008	30
LE DEVOIR : Universités: la masse salariale de la direction explose - Édition du jeudi 20 mars 2008	30
LA PRESSE : Le Pepsi coulera encore à l'UdeM - Le mercredi 19 mars 2008	31
LE DROIT : Le Campus d'Alfred fait office de précurseur - Le lundi 17 mars 2008	31
LA TRIBUNE : Cégep de Victo: demandes d'admission en hausse de 30 % - Le lundi 17 mars 2008.....	31
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Les étudiants persistent et signent - Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 10 h 04	32
24 HEURES : Favoriser la réussite au collégial - Vendredi 14 mars 2008.....	32
CONSEIL SUPRÉIEUR DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC : Au Collégial - l'engagement de l'étudiant dans son projet de formation: une responsabilité partagée avec les acteurs de son collège- Jeudi 13 mars 2008	32
THE GAZETTE : McGill's teaching assistants want respect, better wages : "They'll be picketing outside the Roddick Gates to plead for a better deal - Thursday, March 13, 2008	33
CYBERPRESSE : Des étudiants réclament un réinvestissement dans les études supérieures - Le mercredi 12 mars 2008	33
CNW : CFEN (FEUQ-FECQ-FCEE-Q-Indépendants) : Budget 2008 : Une action étudiante symbolique pour que l'éducation soit une vraie priorité - Mercredi 12 mars 2008, à 12h30	33
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Cégeps : Les étudiants boudent les cours d'histoire - Mercredi 12 mars 2008.....	34
LA TRIBUNE : Le compostage populaire au cégep de Victo - Le mardi 11 mars 2008	34
CYBERPRESSE : Les cours d'histoire du Québec boudés au cégep - Le mardi 11 mars 2008	34
LE DEVOIR : La présidente de la CREPUQ plaide pour des universités compétitives - Édition du mardi 11 mars 2008	34
THE GAZETTE : Hard-up UQAM is becoming the black sheep of the family, by PEGGY CURRAN - Tuesday, March 11, 2008.....	35
LE DEVOIR : Éducation - Les francophones nourrissent la croissance du réseau anglais : Le réseau français, lui, est frappé de plein fouet par la crise démographique - Édition du vendredi 07 mars 2008.....	35
LE DEVOIR : Opinion : Combien gagne un professeur d'université?, par Guy Laperrière, Professeur au département d'histoire de l'Université de Sherbrooke - Édition du vendredi 07 mars 2008	36
LE DROIT : QUÉBEC A LAISSÉ L'UQO SOUFFRIR DE «SOUS-DÉVELOPPEMENT CHRONIQUE» : La Ville attend une véritable université - Le jeudi 06 mars 2008	36
FECQ : La FECQ réclame la mise en chantier de l'éducation postsecondaire - Mercredi 05 mars 2008	36
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les étudiants veulent être plus nombreux au C.A. du Cégep : «Il y a un déséquilibre flagrant», dit l'un d'eux - Mercredi, le 5 mars 2008 à 7:38	37
LA TRIBUNE : Référendum du REMDUS: la Cour retarde le décompte - Le mardi 04 mars 2008	37
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Éducation : Concurrence universitaire - mise à jour le lundi 3 mars 2008 à 11 h 50.....	38
MÉTRO : Bourses du millénaire : Un programme sur ses derniers milles - Lundi 03 mars 2008.....	38
LA PRESSE : Nouveau cadre des frais afférents: l'UdeM réplique : « Loufoque et improvisé » - Le dimanche 02 mars 2008.....	38
Portrait de la scolarité au Canada	39
LE DEVOIR : Les Canadiens font de bons étudiants - Édition du mercredi 05 mars 2008	39
LA PRESSE : Le nombre de diplômés universitaires bondit de 24% - Le mercredi 05 mars 2008	39
JOURNAL DE MONTRÉAL : Premiers de classe - Mercredi 05 mars 2008	40
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Scolarité : profil de la population adulte âgée de 25 à 64 ans - Mardi 04 mars 2008	40
 LES TITRES	41
les titres du 31 mars 2008	41
les titres du 28 mars 2008.....	41
les titres du 27 mars 2008.....	42
les titres du 26 mars 2008.....	42
les titres du 25 mars 2008.....	43
les titres du 21 mars 2008.....	44
les titres du 20 mars 2008.....	44
les titres du 19 mars 2008.....	45
les titres du 18 mars 2008.....	45
les titres du 17 mars 2008.....	46
les titres du 14 mars 2008.....	46
les titres du 13 mars 2008.....	47
les titres du 12 mars 2008.....	48
les titres du 11 mars 2008.....	48
les titres du 10 mars 2008.....	49
les titres du 7 mars 2008.....	49
les titres du 6 mars 2008	50
les titres du 5 mars 2008	50
les titres du 4 mars 2008	51
les titres du 3 mars 2008	51

Concordia: Grève

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Université Concordia : Les chargés de cours en grève - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 9 h 55



Grève des chargés de cours de l'Université Concordia

Les 900 chargés de cours de l'Université Concordia entament une grève tournante qui se traduira par l'annulation de cours dans une douzaine des 44 départements.

Les chargés de cours veulent ainsi protester contre la lenteur des négociations dans le processus de renouvellement de leur convention collective. Sans contrat de travail depuis six ans, les chargés de cours réclament notamment des hausses de salaire. Salaires qui sont gelés depuis 2002 en raison de l'absence d'une nouvelle convention collective. « Nous avons été trop patients », soutient la présidente du syndicat des chargés de cours, Maria Peluso.

Les chargés de cours de l'Université Concordia gagnent 5500 \$ par cours par trimestre pendant que ceux de l'UQAM toucheront 8000 \$ à partir de janvier prochain.

Sans danger pour la session des étudiants

Les chargés de cours, qui souhaitent également une diminution du nombre d'élèves par classe, dispensent 40 % des cours à Concordia. La direction soutient que la grève n'affectera pas les examens de fin d'année. Elle demande à ses étudiants de se présenter en classe malgré les débrayages pour vérifier si les cours sont donnés puisque la grève est rotative.

Les chargés de cours de Concordia ont reçu l'appui de leurs collègues de l'UQAM et de l'Université de Montréal de même que de la Fédération nationale des enseignants de la CSN. « Depuis plus de 30 ans, nous travaillons à la reconnaissance des chargés de cours à l'université et, pour nous, il est inconcevable que vous gagniez 2000 \$ de moins que les autres chargés de cours de Montréal », a déclaré la présidente de la Fédération nationale des enseignants de la CSN, Marie Blais.

LE DEVOIR : En bref - Grève tournante à Concordia - Édition du vendredi 28 mars 2008

Devoir Le

Les quelque 900 chargés de cours de l'université Concordia amorceront lundi une grève tournante qui pourrait perturber la fin du semestre.

Les chargés de cours d'une douzaine de départements à la fois débraieront tour à tour pour une journée. L'impact sur le déroulement du semestre est cependant encore difficile à évaluer; tout

dépendra du nombre de cours dispensés par ces employés dans les différents départements. « On demande aux étudiants de se présenter à leurs cours, parce qu'on ne sait pas à l'avance lesquels seront annulés », explique la porte-parole de l'université, Christine Mota. Le moyen de pression ne semble cependant pas menacer la fin du semestre pour le moment. « Il reste encore deux

semaines avant la période d'évaluation. J'espère que cela n'ira pas aussi loin », ajoute Mme Mota. Les chargés de cours, qui dispensent environ 40 % des cours à Concordia, sont sans contrat de travail depuis maintenant six ans. Le conflit porte essentiellement sur les salaires.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Université Concordia : Grève des chargés de cours - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 12 h 28

Pendant que des étudiants perturbent les cours à l'UQAM, à l'Université Concordia ce sont les 900 chargés de cours qui menacent de perturber la fin de la session de leurs étudiants. Ils entameront des grèves tournantes, lundi, qui se traduiront par l'annulation de cours dans une douzaine des 44 départements.

Les chargés de cours veulent ainsi protester contre la lenteur des négociations en prévision du renouvellement de leur convention collective. Sans contrat de travail depuis six ans, les chargés de cours réclament notamment des hausses de salaire. Salaires qui sont gelés depuis 2002 en raison de l'absence d'une nouvelle convention collective. Nous avons été trop patients », soutient la présidente du syndicat des chargés de cours, Maria Peluso.

Les chargés de cours de l'Université Concordia gagnent 5500 \$ par cours par trimestre pendant que ceux de l'UQAM toucheront 8000 \$ à partir de janvier prochain.

Il y aura des départements qui seront en grève toute la semaine, d'autres seulement pour trois jours. Si ça ne marche pas après cette semaine, beaucoup plus de cours seront annulés la semaine suivante. — La présidente du syndicat des chargés de cours, Maria Peluso

Sans danger pour la session des étudiants

Les chargés de cours, qui souhaitent également une diminution du nombre d'élèves par classe, dispensent 40 % des cours à Concordia. La direction soutient que la grève n'affectera pas les

examens de fin d'année, mais elle se dit prête à faire face à cette éventualité.

Les chargés de cours de Concordia ont reçu l'appui de leurs collègues de l'UQAM et de l'Université de Montréal de même que de la Fédération nationale des enseignants de la CSN. « Depuis plus de 30 ans, nous travaillons à la reconnaissance des chargés de cours à l'université et, pour nous, il est inconcevable que vous gagniez 2000 \$ de moins que les autres chargés de cours de Montréal », a déclaré la présidente de la Fédération nationale des enseignants de la CSN, Marie Blais.

Les pourparlers entre la direction et les chargés de cours ne sont toutefois pas rompus et une rencontre est d'ailleurs prévue jeudi. L'Université demande à ses étudiants de se présenter en classe malgré les débrayages.

LA PRESSE : Grève des professeurs à temps partiel à Concordia – Jeudi 27 mars 2008

Grève des professeurs à temps partiel à Concordia

Sans contrat de travail depuis six ans, les quelque 900 professeurs à temps partiel de l'Université Concordia déclencheront lundi prochain une grève tournante dans une vingtaine de départements. Dans les premiers jours, seule une minorité d'étudiants devraient être affectés par le moyen de pression, déclenché à deux semaines à l'avance. Mais ils pourraient graduellement ce nombre. Nous avons été assez patients », a indiqué Maria E. Peluso, présidente du syndicat des professeurs à temps partiel, responsables de 40 % de tous les cours donnés dans cette université. Les étudiants devront se présenter à leurs cours et remettre leurs travaux tel que prévu. Des négociations auront lieu au cours des prochains jours et les professeurs réévalueront au fur et à mesure leurs actions. En octobre dernier, les syndicats ont adopté un mandat de grève illimité dans une proportion de 97 %.

Visualise Bellevue

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal
Les 900 professeurs à temps partiel de l'Université Concordia entameront une grève rotative lundi prochain, qui se traduira par l'annulation de cours dans une vingtaine de départements.
À quelques semaines de la fin de la session et des examens finaux, les enseignants à temps partiel, qui donnent environ 40 % des cours, haussent le ton.
Sans convention collective depuis six ans, ceux-ci délaisseront graduellement leurs salles de cours

dans une vingtaine de départements, dont histoire, science politique, littérature et cinéma.
«On va faire une grève rotative. On ne veut pas pénaliser les étudiants, mais on veut que Concordia se réveille», a indiqué Maria Peluso, présidente de l'Association des professeurs à temps partiel de l'Université Concordia.
Hausses salariales
Les 900 profs revendiquent notamment des hausses salariales, afin de rejoindre la moyenne de l'UQAM et de l'Université de Montréal.

Ils souhaitent aussi que le nombre d'élèves par classe soit revu à la baisse. «On a parfois des classes de 100 et même 200 étudiants. Des fois, j'ai l'impression que je donne un spectacle rock», déplore Mme Peluso, enseignante en science politique.
De son côté, l'Université Concordia a indiqué qu'elle est «préparée à faire face à ces moyens de pression». Les étudiants peuvent trouver des renseignements détaillés et des actualités sur la situation au www.concordia.ca.

THE GAZETTE : Classes as usual if teachers walk off, Concordia insists : Part-time staff to launch rotating strikes next week – Thursday, March 27, 2008

PEGGY CURRAN THE GAZETTE
Concordia University says it will be business mostly as usual and students, faculty and staff will be expected to show up when part-time teachers walk off the job next week.
In fact, the university says it expects students to show up and hand in their course work, even in those classes where their professor is away.
Starting Monday, the university's 900 part-time professors will launch rotating strikes to press their demands for a new contract. They have been without an agreement or a wage hike since 2002.
"We've been picking cotton in the fields for six years," said Maria Peluso, president of the Concordia University Part-time Faculty Association. It was "with the deepest regret," she said, that the union's bargaining team decided to carry

through on the strike vote members adopted by a resounding 97 per cent in October.
Flanked by student leaders from Concordia and union heads representing lecturers at Université de Montréal and Université du Québec à Montréal, Peluso said Concordia should be "on red alert."
"We have nothing to fear because we have nothing to lose."
Sporadic walkouts in several departments will escalate unless the university picks up the pace at the negotiating table, Peluso said. A bargaining session is scheduled to take place today.
Lecturers at Concordia earn \$5,400 to teach a three-credit, 13-week course. The union says that's \$1,054 less than their counterparts at Université de Montréal earn and \$2,000 less than the rate for part-time university faculty in Abitibi and Rimouski.

But Peluso said her members are also weary of being treated like second-class citizens, with large classes, paltry benefits and the uncertainty that awaits those hired to fill holes in the academic calendar. "I've been teaching 26 years and I'm still nothing but a TBA (to be announced)," she said.
Concordia said yesterday it expects the bulk of classes will not be disrupted, and part-time teachers are not likely to prevent other faculty from teaching.
"At present, these disruptions do not target the final exam period, although the university is prepared in the event that these actions continue," the university said in a statement. Students will be able to find out more at www.concordia.ca

CYBERPRESSE : Grève rotative des professeurs à Concordia - Le jeudi 27 mars 2008

La Presse Canadienne
Montréal
Les 900 professeurs à temps partiel de l'Université Concordia entameront une grève rotative lundi prochain qui se traduira par l'annulation de cours dans une vingtaine de départements.
Les enseignants à temps partiel, qui donnent environ 40 pour cent des cours, haussent le ton à

quelques semaines de la fin de la session et des examens finaux. Sans convention collective depuis six ans, ils délaisseront graduellement leurs salles de cours dans des départements dont ceux d'histoire, de science politique, de littérature et de cinéma.
Les 900 professeurs à temps partiel revendiquent notamment des hausses salariales, afin de rejoindre la moyenne de l'Université du Québec à Mon-

tréal (UQAM) et de l'Université de Montréal. Ils souhaitent aussi que le nombre d'élèves par classe soit revu à la baisse, se plaignant de parfois avoir des classes de 100 ou 200 étudiants.
De son côté, l'Université Concordia a indiqué qu'elle est préparée à faire face à ces moyens de pression.

THE GAZETTE : Sprawling urban schools are under gun to turn out grads and keep pace with richer rivals – Wednesday, March 26, 2008

PEGGY CURRAN
A renegade band of striking Université du Québec à Montréal students barricade themselves in the offices of Quebec's treasury board president to press for a bigger share of tax dollars for post-secondary education.
"The public finance crisis is a lie," their leader proclaims before police arrive to send the demonstrators back to their strike camp.
Claude Corbo, UQAM's beleaguered new rector – frustrated students have posted Facebook entries saying they'd rather have Albus Dumbledore, headmaster of Harry Potter's Hogwarts, at the helm – cautions striking students their semester is now on the line.
UQAM has extended the session by a week for the 14,000 students in three faculties who are technically on strike – only a fraction of whom actually voted for the walkout. But there are limits.
The emphasis is on pedagogy, but there's no ignoring that elephant. A university teetering on the brink of bankruptcy cannot afford to lose more credibility or keep the term going indefinitely.

Over at Concordia, part-time faculty members are also getting ready to pull the plug. After six years without a contract or salary hike, union president Maria Peluso says they've had it with being "nickel and dimed" while the university makes poor administrative decisions, then pays managers big money to disappear.
These events are unrelated. Different institutions, different problems. Yet they are symptoms of fundamental questions facing universities – especially sprawling, urban schools like UQAM and Concordia under the gun to churn out graduates while keeping pace with rivals with deeper pockets and better brand recognition.
The Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université, which speaks on behalf of 4,900 profs in 15 unions across the province, has spent the last two years trying to nail down the real costs of post-secondary education – where the money comes from, how it's spent and which institutions gets the biggest slices of pie.
Obviously, FQPPU comes at the problem from a particular vantage point. It is troubled by the "corporatization" of universities throughout the wealthy West, the focus on "money-makers" engineering, aeronautics, medicine. It questions

that lust to expand, which landed UQAM in its current budget mire, threatens to devour the Université de Montréal and gave birth to the Université de Sherbrooke à Longueuil.
But the numbers contained in its preliminary report spotlight the inequities UQAM was complaining about long before it found itself tottering at the precipice. The province's Byzantine funding formula awards extra points for prestigious (and expensive) professional programs like medicine and dentistry, which is a boon for McGill, U de M, Université Laval and Université de Sherbrooke. And it rewards schools in the regions, on the grounds it costs more to operate and attract students to the boonies than it does in the city.
What's the net result of this balancing act? The average class at UQAM and Concordia has roughly 27 students, six more than the provincial norm, nine more than the international standard. At UQAM, 59 per cent of classes are taught by part-time lecturers. Salaries for faculty are dropping, and not simply because baby boomers are retiring.
Long-time journalist David Waters, now a part-time faculty member at Concordia, can't help tracing the university's reliance on part-time



faculty, who are cheaper than tenured professors and come without the expensive strings of benefits, to the belittling days of the 1990s. Only now there's a new wrinkle.

"It was the kind of balance sheet solution that is now common in the business world," Waters wrote in an open letter published last month. "There are economic theorists who maintain that

private corporations should not be expected to function otherwise. ... But universities, even if private, have a social and ethical role to the community that is its shareholders."

UQTR : Grève

RADIO_CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Pas d'issue en vue - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 11 h 33

L'impasse persiste entre la direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et le syndicat de ses 341 professeurs, trois jours après le dépôt d'une offre qualifiée de finale par la direction et rejetée par le syndicat. L'augmentation du nombre de professeurs et les salaires sont toujours au cœur du litige.

Selon le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, les augmentations salariales proposées dans la dernière offre n'ont pas été chiffrées par la direction en raison des reculs faits par l'employeur. « Il leur reste comme choix d'en faire

une autre, même si celle-là est finale ou de nous forcer à demander le vote auprès des membres s'ils estiment que cette offre peut passer auprès des membres », ajoute-t-il.

M. Volle admet par ailleurs qu'il reste peu d'espoir de sauver l'actuelle session. « La session elle est de plus en plus compromise, nous aussi on le sait, mais en même temps, ça va dépendre de quand on va aboutir à un règlement [...] C'est encore faisable, mais là on est dans la limite cette semaine, il faudrait que ça se règle. »

Pour sa part, le vice-recteur aux ressources humaines à l'UQTR, François Héroux, indique que la direction de l'université a été surprise que le syndicat rejette son offre aussi rapidement. « Je vous dirais que l'on a été un peu surpris de la position du syndicat parce qu'il y avait un effort majeur qui avait été fait de la part de l'Université. On était un peu déçu de la rapidité avec laquelle ils ont rejeté l'offre. On s'attendait à ce qu'il prenne le temps de l'analyser plus en profondeur. »

LE NOUVELLISTE : Lettre : La direction de l'UQTR: une attitude irresponsable, par Yvan Lussier, Ph.D., professeur, Directeur des programmes de premier cycle en psychologie - Le lundi 31 mars 2008

Le Nouvelliste

Je suis professeur depuis 18 ans à l'UQTR. Je suis quelqu'un de modéré et, au départ, j'étais contre la grève des professeurs.

J'enseigne la psychologie et j'ai toujours cru et enseigné que seul le dialogue peut permettre la résolution des conflits.

De plus, entre universitaires, supposément instruits, je croyais que ce principe était connu et qu'il serait facile d'en arriver dès l'automne dernier à une entente avec l'université.

Je ne pouvais imaginer que des universitaires ne puissent mettre en application ce principe de dialogue.

Pour arriver à une entente, il faut que les deux parties soient de bonne foi, honnêtes et surtout prêtes à faire des compromis

Malheureusement, j'ai vu depuis l'automne une direction qui n'a jamais voulu entreprendre le dialogue.

Au début janvier, le syndicat avait mis en garde la direction de l'UQTR que si elle ne s'assoit pas pour négocier, il mettrait en application des moyens de pression pour l'accélérer. Aucune réponse sérieuse de l'administration.

Depuis le retour de la relâche à la mi-mars, en sachant bien que la session risquait d'être compromise pour les étudiants, elle a mis les professeurs en lockout partiel, déposé une offre globale

qui impose sa vision de l'avenir de l'université et commencé à faire une opération de charme auprès des étudiants, des autres employés de l'université et de la population.

La direction se paie des pages de publicité de plusieurs milliers de dollars pour subtilement mettre le blâme du conflit de travail sur le dos des professeurs, et ce, aux frais des contribuables.

Elle veut que ses professeurs paraissent mal aux yeux de la population. Ensuite, avec une telle stratégie, elle croit pouvoir leur imposer de signer n'importe quoi! Est-ce là une stratégie efficace de négociation?

Quel sera le climat de travail au retour du conflit? L'UQTR s'est beaucoup développée au cours des dernières années et les professeurs y ont mis toute leur énergie et leur savoir dans cet essor.

Les programmes d'enseignement sont de haute qualité. Plusieurs d'entre eux sont devenus des pôles d'attraction pour l'institution (par exemple, la chiropratique, la podiatrie, la pratique des sages femmes).

Des professeurs ont amené une expertise de pointe en recherche à l'UQTR en créant des centres, des laboratoires et des chaires de recherche reconnus sur le plan international. Nos chercheurs jouent un rôle majeur dans le développement du savoir.

Nous avons une belle et bonne université qui est un moteur important de l'économie régionale.

Ne laissons pas l'administration tout détruire et briser ce rythme d'expansion.

J'invite principalement les étudiants et leurs parents, ainsi que la population de la Mauricie à mettre de la pression sur l'administration de l'UQTR pour qu'elle s'assoit et négocie de façon honnête et pour que notre institution demeure compétitive en comparaison aux autres universités québécoises.

Plus le conflit perdurera, plus il y aura d'étudiants qui annuleront leur inscription pour la prochaine année universitaire.

L'image de l'UQTR en sortira ternie. L'administration doit comprendre qu'une institution d'enseignement est d'abord composée d'étudiants et de professeurs.

Pour attirer les étudiants, il est nécessaire d'avoir de bons programmes d'études et pour les enseigner, il est primordial d'avoir de bons professeurs. Pour que les professeurs demeurent à l'UQTR, il est indispensable de leur fournir des conditions de travail comparables aux autres professeurs d'université.

Si les administrateurs ne comprennent pas ce message, il faut leur demander de démissionner!

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les négociations dans un cul-de-sac - Mise à jour le vendredi 28 mars 2008 à 18 h 45

La situation ne s'améliore pas à l'Université du Québec à Trois-Rivières. La direction de l'établissement a présenté une offre finale et globale au syndicat de ses 341 professeurs, vendredi après-midi. Le syndicat songe toutefois à la rejeter.

La direction propose notamment de créer une quarantaine de nouveaux postes de professeurs sur quatre ans. Elle refuse toutefois de chiffrer cette nouvelle offre, puisqu'elle estime que les derniers jours ont donné lieu à une guerre de chiffres.

Selon le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, la direction ne peut pas offrir davantage. « Passé ça, on est plus capable de garantir l'équité à l'interne et de garantir l'équilibre budgétaire », dit-il.

De son côté, le syndicat affirme que la nouvelle proposition contient de nombreuses demandes qu'il juge inacceptables. « Plus le temps passe, plus la session est en péril, mais malheureusement, quoi faire? Je n'ai pas la solution miracle devant l'impasse où ils nous mettent avec une proposition finale. J'aurais préféré que ce soit une

vraie négociation, que l'on continue à se parler », déplore le président du syndicat, Michel Volle.

Le syndicat étudiera la proposition au cours de la fin de semaine.

Par ailleurs, l'association des étudiants de l'UQTR a eu un bref entretien avec la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Cette dernière a toutefois refusé de se prononcer sur le conflit qui perdure depuis plusieurs semaines.



Le recteur Ghislain Bourque
Photo : L'Hebdo Journal

La direction de l'Université dépose une offre globale et finale
Communiqué intégral en provenance du rectorat de l'UQTR

Pour donner suite à la dernière demande du Syndicat des professeurs et des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SPPUQTR), déposée le 26 mars dernier, la direction de l'Université s'est mise à l'œuvre dans le but d'analyser les demandes faites par le SPPUQTR et d'y répondre dans les plus courts délais possibles.

On sait que, depuis le tout début de la négociation, le Syndicat met l'accent sur une superposi-

tion de chiffres qui précipite les deux parties dans des subtilités comptables où, pour les uns, il est question de mesurer les revenus de l'institution au regard de leurs besoins, et où pour les autres, il s'agit d'estimer à la fois les revenus et les dépenses en fonction des besoins de l'ensemble de l'institution. Force est d'admettre que cette manière de faire a précipité tout le monde dans une guerre de chiffres complexe, et où chacun se donne raison, isolément supporté par son propre exercice comptable.

Il demeure, si l'on y regarde d'un peu près, qu'il subsiste un écart de 7 M \$ entre le dernier dépôt syndical (26 mars) et la dernière offre patronale (18 mars); ce, peu importe que soient pris en compte les chiffres mis de l'avant par le Syndicat ou ceux présentés par la partie administrative. Encore qu'il subsiste, en plus de cet écart, une demande chez le Syndicat à l'effet de rajouter à leurs demandes connues une portion du réinvestissement annoncé par le gouvernement lors de la présentation de son dernier budget.

Considérant que les échanges chiffrés virent à l'empêchement et que, dans la circonstance, ils nous écartent des fondements même de la présente négociation, la direction a donc préféré aborder les éléments qui lui semblent décisifs, de la manière qui permet de répondre aux besoins des professeurs et de l'institution tant pour les clauses monétaires que normatives.

À cet effet, il est utile de rappeler qu'à l'instar du dépôt du 18 mars dernier, cette nouvelle offre, qualifiée de finale, n'est possible qu'en tenant compte de l'hypothèse d'augmentation des revenus générés par l'annonce du refinancement des universités. Dès lors, en ce qui regarde les clauses monétaires, le dépôt final fait état des offres suivantes :

- augmentation de 11 % sur 5 ans au titre de l'offre salariale UQTR (à laquelle offre, il faut rajouter les 10 % du décret gouvernemental ainsi que l'avancement d'échelon annuel);
- ajout de 40 nouveaux postes de professeur avec établissement d'une « clause ascenseur » à compter de 2011;
- ajout de 125 nouveaux dégagements pour la recherche et garantie de dégagements supplémentaires pour le développement de nos pôles institutionnels de recherche;
- mise en place d'un budget de démarrage en recherche pour tout nouveau professeur possédant un diplôme de doctorat de 3e cycle (10 000 \$ par professeur).

La direction de l'Université est fermement convaincue que cette offre finale répond adéquatement aux besoins du corps professoral, ce, sans compromettre l'ensemble de ses responsabilités institutionnelles.»

Source: rectorat, UQTR

LA PRESSE : En bref : L'UQTR répond à ses profs – Vendredi 28 mars 2008

L'UQTR répond à ses profs

C'est aujourd'hui que l'UQTR réagira à la contre-offre du syndicat des professeurs déposée mercredi. Une rencontre en présence de la conciliatrice devrait avoir lieu cet après-midi entre les deux parties. L'UQTR, rappelons-le, avait déposé une offre globale, mais non finale, d'un peu plus de 19 millions de dollars, le 18 mars, tout en précisant qu'elle souhaitait à tout prix demeurer à l'intérieur de ce cadre pour négocier. – Le Nouvelliste

LE NOUVELLISTE : 1^{ère} page : Grève à l'UQTR : Des étudiants inquietes – Vendredi 28 mars 2008

LE NOUVELLISTE : L'UQTR réagira aujourd'hui - Le vendredi 28 mars 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois - Rivières

C'est aujourd'hui que l'UQTR réagira à la contre-offre du syndicat des professeur(e)s déposée mercredi soir. Une rencontre en présence de la conciliatrice devrait avoir lieu cet après-midi entre les deux parties.

L'UQTR, rappelons-le, avait déposé une offre globale, mais non finale, d'un peu plus de 19 millions \$, le 18 mars dernier, tout en précisant qu'elle souhaitait à tout prix demeurer à l'intérieur de ce cadre pour négocier.

Mercredi soir, le syndicat, qui est maintenant en grève générale, est revenu à la charge en évaluant les coûts de convention à 23,2 millions \$, ce qui réduit maintenant l'écart entre les parties de 4,1 millions \$ (il était de 11 millions \$ auparavant).

Le syndicat souhaite toutefois ajouter à cette somme 25 % de la part de l'UQTR qui proviendra du réinvestissement dans les universités.

On ne connaît pas encore la teneur de ce réinvestissement pour l'UQTR, mais selon les informations obtenues par le syndicat, il s'élèverait à 24 millions \$.

Entre-temps, l'Association générale des étudiants libérera ce matin le pavillon Pierre-Boucher, où sont concentrés les bureaux administratifs, qu'elle occupait depuis mardi soir pour protester contre la lenteur de la négociation.

Le président de l'AGÉ, Jonathan Fortier, ajoute que les étudiants n'en ont pas terminé avec leurs manifestations pour autant et entendent "frapper égal des deux côtés", ce qui laisse croire que le Syndicat des professeur(e)s sera sa prochaine cible.

L'AGÉ entend aussi "sortir des murs de l'UQTR" afin de sensibiliser le public à la situation.

Rencontre avec le député Hier, justement, l'AGÉ a rencontré le député de Trois-Rivières, Sébastien Proulx, afin de discuter avec lui du conflit qui perdure à l'université.

"J'ai tenté de leur obtenir une rencontre avec la ministre (Michelle Courchesne). Ça fait deux fois que mon conseiller politique ici parle avec celui de la ministre pour tenter d'obtenir une rencontre entre les étudiants et elle. Jusqu'à maintenant, je n'ai pas de nouvelles de ça", raconte M. Proulx.

Le Nouvelliste a lui aussi tenté de joindre la ministre Courchesne, hier, afin de la faire réagir à cette

situation préoccupante pour les étudiants, mais son cabinet n'a pas retourné notre appel.

"Il n'est pas dit qu'on ne reviendra pas la semaine prochaine si le conflit perdure parce que le compte à rebours est amorcé", explique Sébastien Proulx.

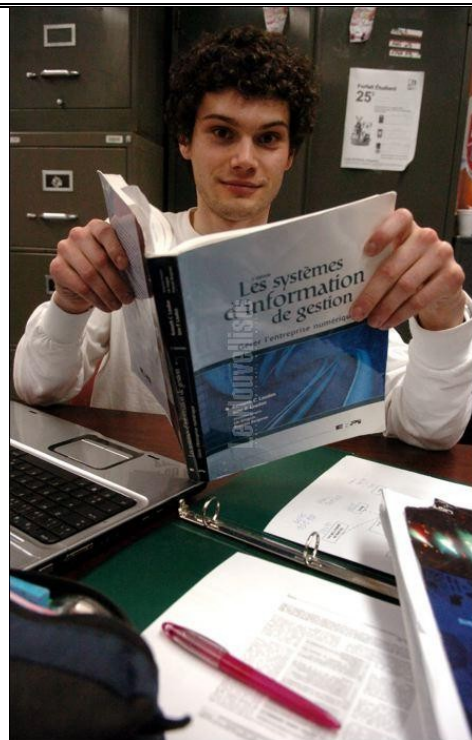
Le député est d'avis que ce dossier "doit demeurer un dossier de relations de travail." "Par contre, la ministre a le devoir de s'assurer qu'il n'y ait pas des gens qui paient le prix d'une négociation un peu plus ardue", ajoute le député en faisant allusion aux étudiants.

"Ma crainte, là-dedans, c'était de voir le modèle convention-collective-négociée-Trois-Rivières' s'exporter vers d'autres universités et qu'on utilise celui-ci pour faire des essais. Si on le fait sur le dos des étudiants, ça ne peut pas fonctionner", plaide-t-il.

D'autre part, le député Proulx rejoint le point de vue des étudiants selon lequel la situation actuelle à l'UQTR est une manifestation du sous-financement des universités.

"Ça, on le dit depuis le départ. C'est criant. Il reste de l'argent à aller chercher dans le déséquilibre fiscal. Il ne faut pas lâcher prise", plaide-t-il.

LE NOUVELLISTE : Les étudiants nagent en plein brouillard - Le vendredi 28 mars 2008



Frédéric Boutin doit commencer une maîtrise en valeurs mobilières à Sherbrooke en septembre. Pour le moment, il ne sait pas s'il aura tous les crédits reconnus pour terminer son baccalauréat en finances.

Photo: François Gervais

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Le déclenchement par les professeurs de l'UQTR d'une grève générale illimitée à moins de quatre semaines de la fin de la

session universitaire n'a rien pour rassurer les étudiants.

Il ne reste plus beaucoup de temps avant que l'on puisse considérer la session perdue, mais déjà les étudiants s'attendent à subir plusieurs conséquences négatives et ce, même si le conflit se règle rapidement.

À en croire les témoignages recueillis hier, les étudiants nagent un peu dans le brouillard en ce moment, alors que plusieurs ne savent même pas s'ils doivent se préparer à subir un examen final, à remettre leur travail de session, ou encore s'ils doivent se résigner à obtenir une mention "Succès" sans avoir vu la matière, souvent indispensable à la poursuite du programme.

"On n'a pas encore eu de nouveau plan de cours coulé dans le béton. Dans un des cours, on nous a proposé de passer un examen récapitulatif qui compterait pour 70 % de notre session. Certains sont d'accord, car ils disent que ça nous force à réviser et à étudier la matière, mais d'autres ont peur de se planter", lance Sophie L'Écuyer, étudiante en troisième année au doctorat en chiropratique.

Cette dernière a vu deux de ses cours importants être affectés par les moyens de pression, soit des cours en radiologie.

"Ce sont des cours très techniques. On nous dit qu'il y aura toujours moyen de se rattraper pendant les autres cours de radiologie l'an prochain, mais ça ne me rassure pas. J'ai l'intention de travailler ces deux cours durant l'été et d'apprendre la matière par moi-même", souligne-t-elle.

Pour les futurs ingénieurs et finissants des programmes de génie, c'est une toute autre paire de manches! Donald Legris, finissant en génie industriel, craint maintenant de perdre quatre mois de salaire à titre d'ingénieur, puisqu'il n'a aucune idée s'il pourra avoir son diplôme à la fin de la présente session.

"On a un projet de fin d'études de trois crédits à réaliser. On monte un projet dans une usine, et les professeurs nous évaluent à la fin. Avec la grève, va savoir si on va pouvoir être évalués",

évoque celui qui a vu trois de ses quatre cours être sérieusement affectés par la grève.

En ce moment même, plusieurs étudiants finissants des programmes de génie frappent aux portes des entreprises et passent des entrevues dans l'espoir d'être embauchés dès l'été.

Mais sans diplôme, ces finissants ne pourront pas encore être considérés comme ingénieurs, du moins pas avant que le conflit ne se règle et que les professeurs ne puissent évaluer le projet de fin d'études.

"Je fais quatre ans d'études universitaires, et le mieux que je pourrai faire en sortant d'ici cet été, c'est journalier dans une usine. C'est vraiment super", ironise le jeune homme.

Et le déménagement?

Il y a aussi les finissants qui sont attendus dans un autre programme en septembre prochain et qui, pour le moment, ne savent toujours pas s'ils auront accumulé tous les crédits nécessaires pour la réussite de leur baccalauréat.

Frédéric Boutin a déjà signé son bail à Sherbrooke, où il commencera une maîtrise en valeurs mobilières en septembre. Le jeune homme qui étudie en finances doit déménager sous peu.

"Mes cinq cours sont dispensés par des professeurs. Là-dessus, il y a deux cours où je n'ai eu aucune séance durant tout le mois de février. Maintenant, je n'ai plus de cours du tout. Je peux lire mes livres de références, mais je n'ai pas l'enseignement qui accompagne cette matière", souligne l'étudiant.

Frédéric s'applique à faire du rattrapage et se motive à suivre la matière du mieux qu'il peut avec les ouvrages suggérés au plan de cours, mais il s'attend bien à commencer sa maîtrise avec certains acquis en moins.

"En ce moment, je manque un cours intitulé Gestion de portefeuille, et c'est là-dessus que portera tout mon programme de maîtrise. C'est quand même important", mentionne-t-il.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Le syndicat dépose une contre-proposition - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 11 h 29



Le syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières a déposé une contre-proposition, mercredi soir, en réponse à l'offre qui a été présentée par la direction de l'établissement la semaine dernière. Les demandes des professeurs s'élèvent désormais à 23,2 millions de dollars, ce qui fait que l'écart avec la dernière offre patronale se chiffre à un peu plus de 4 millions de dollars.

La contre-proposition des professeurs suggère notamment de diminuer les hausses salariales, mais de d'augmenter le nombre de nouveaux postes d'enseignants.

Selon le président du syndicat des professeurs de l'UQTR, Michel Volle, cette offre démontre que ses membres ont à coeur le développement de l'université. « Ils veulent des postes de professeurs, c'est ça que l'on réclame. Ce n'est pas juste des augmentations de salaire. Au niveau de la recherche, c'est très important pour nous parce que l'on va créer de nouveaux centres de recherche sur le campus, mais si on veut les créer, il faut que ces chercheurs aient des dégagements pour faire la recherche », soutient-il.

La direction de l'UQTR est réunie, jeudi, pour étudier la nouvelle proposition du syndicat.

Grève générale illimitée

Par ailleurs, les professeurs se sont prononcés pour le déclenchement d'une grève générale illimitée, mercredi, lors d'une assemblée générale. Tous les cours donnés par des professeurs sont donc annulés, jusqu'à ce que le conflit soit réglé.

L'association des étudiants de l'UQTR, qui poursuit l'occupation du pavillon Pierre-Boucher jusqu'à vendredi, s'est pour sa part dite très déçue par la décision des professeurs de déclencher une grève générale illimitée.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : De mal en pis - Mise à jour le jeudi 27 mars 2008 à 8 h 35

Le conflit qui oppose le syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières et la direction de l'établissement s'enlise. Réunis en assemblée générale, les professeurs se sont prononcés pour le déclenchement d'une grève générale illimitée, mercredi.

Les cours qui devaient être donnés jeudi sont donc annulés. Il en sera ainsi pour tous les cours donnés par des professeurs, jusqu'à ce que le conflit soit réglé.

Malgré tout, le syndicat devait déposer une contre-proposition, mercredi soir, en réponse à

l'offre bonifiée qui a été présentée la semaine dernière par la direction de l'UQTR.

De l'avis des deux parties, un rapprochement rapide est toujours possible.

Pour le vice-recteur aux ressources humaines de l'UQTR, François Héroux, le syndicat des professeurs doit cependant respecter le cadre financier de l'université qui est de 19 millions de dollars. « Si le syndicat dépose ce soir [mercredi] quelque chose d'intéressant, effectivement, je pense que l'on peut faire du chemin rapidement les deux

côtés, notamment au cours de la fin de semaine, pour essayer de débloquer ça. »

L'association des étudiants de l'UQTR, qui poursuit l'occupation du pavillon Pierre-Boucher jusqu'à vendredi, s'est pour sa part dite très déçue par la décision des professeurs de déclencher une grève générale illimitée.

Rappelons que les salaires et l'augmentation du nombre de professeurs sont notamment au coeur du litige.

LE DEVOIR : Grève générale des professeurs de l'UQTR - Édition du jeudi 27 mars 2008

Clairandrée Cauchy

Le conflit de travail s'envenime à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Les professeurs ont décidé hier de déclencher aujourd'hui une grève générale jusqu'à la conclusion d'une entente de principe. Épuisés par le conflit qui met leur semestre en péril, les étudiants ont quant à eux décidé d'entreprendre leurs propres moyens de pression dans l'espoir que les parties parviennent rapidement à un règlement.

Réuni en assemblée générale, le syndicat des professeurs a décidé de jouer son va-tout hier en votant pour une grève générale illimitée. Les membres ont aussi étudié une contre-proposition qui devait être présentée à l'administration de l'université en soirée.

Les nouvelles demandes syndicales représentent des sommes additionnelles de l'ordre de 23 millions de dollars en cinq ans, comparativement à 26 millions auparavant. La dernière proposition patronale se chiffrait à 19 millions. «C'est le cadre

financier autour duquel il faudrait que le règlement ait lieu», a fait valoir le vice-recteur aux ressources humaines, François Héroux.

Avec sa proposition d'hier soir, le syndicat renonce à son objectif initial de rattrapage salarial complet avec les professeurs de l'Université de Sherbrooke. Le nombre d'embauches de nouveaux professeurs revendiqué passe par ailleurs de 100 à 55. Le syndicat réclame cependant que le quart des nouveaux fonds récoltés par l'UQTR à la suite du dernier budget soit consacré à la masse salariale des professeurs.

L'administration se dit prête à entrer dans un nouveau blitz de négociations si la contre-offre s'avère «réaliste». Le temps presse cependant puisque la validation des cours «commence à être problématique».

Les étudiants s'en mêlent

Las d'être privés de cours en raison du conflit qui s'éternise, les étudiants ont quant à eux entrepris leurs propres moyens de pression pour forcer le

jeu de la négociation. Une soixantaine d'étudiants de l'Association générale des étudiants de l'UQTR occupent depuis mardi les locaux administratifs de l'université, paralysant les services de l'administration. En parallèle, l'association étudiante a lancé hier une campagne de boycottage des services autofinancés, par exemple la cafétéria et les photocopieurs, afin de réduire les entrées de fonds dans les coffres de l'université. On invite également les étudiants à ne pas acquitter leurs droits de scolarité.

«On en a ras le bol, on est tannés de la situation, de ce conflit d'orgueil. On en appelle à la maturité des parties. C'est aberrant que des doctorants n'aient pas la maturité nécessaire pour négocier convenablement», déplore l'attaché politique de l'AGEUQTR, François Landry.

M. Landry a précisé que l'association étudiante ne se range dans aucun camp, bien qu'elle appuie la revendication du syndicat d'accroître le nombre de professeurs.

LE NOUVELLISTE : UQTR: les profs en grève générale - Le jeudi 27 mars 2008



Photo: Stéphane Lessard

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Les 341 professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières sont en grève générale, et le resteront tant qu'une entente de princi-

pe entre la direction et le syndicat n'aura pas été signée.

C'est du moins ce qui a été annoncé lors de l'assemblée générale des professeurs, qui se tenait hier après-midi à l'Hôtel du Roy, et à laquelle 250 professeurs ont assisté.

Ce nouveau développement dans ce conflit de travail est survenu quelques minutes avant que le syndicat ne dépose une contre-offre à la proposition faite par la direction le 18 mars dernier.

Ainsi, les cours dispensés par les professeurs réguliers qui devaient reprendre ce matin n'auront pas lieu, pas plus que tous les autres cours donnés par les professeurs et ce, tant qu'une entente de principe ne surviendra pas entre les deux parties.

Les membres du syndicat avaient donné un mandat de grève générale illimitée à déclencher au moment jugé opportun à leur exécutif syndical lors d'une assemblée générale qui s'était tenue le 31 janvier dernier.

À ce moment, 88,8 % des professeurs présents à l'assemblée avaient voté en faveur de ce mandat de grève. Hier, l'exécutif a informé ses membres qu'elle utiliserait désormais ce moyen de pression, ce qui, selon nos informations, a reçu un appui de taille de la part de l'assemblée.

Contre-offre

La direction de l'UQTR a pris connaissance de la contre-proposition du syndicat aux offres déposées le 18 mars dernier.

Sans se prononcer sur le contenu de l'offre, le vice-recteur aux ressources Humaines François Héroux a indiqué au Nouvelliste que l'offre serait étudiée aujourd'hui. "C'est une offre relativement complexe qu'il faudra prendre le temps de regarder", a-t-il ajouté.

La contre-offre déposée hier soir par le syndicat à la direction réduit l'écart entre les deux parties, mais représente encore une différence de 4,1M\$ entre les offres patronales et les demandes syndicales.

En fait, la valeur de la contre-proposition s'élève à 23,2M\$, alors que les précédentes demandes étaient chiffrées à environ 26M\$. L'offre de la direction, déposée le 18 mars dernier, se chiffrait à un peu plus de 19M\$.

Cependant, à l'intérieur de ces demandes, le syndicat tient compte pour la première fois d'un montant issu du réinvestissement dans les universités qui a été annoncé dans le dernier budget provincial. Jusqu'à ce jour, aucune offre, ni de la direction, ni du syndicat, n'en tenait compte.

La part de l'UQTR dans ce réinvestissement étant encore inconnue du syndicat, ce dernier l'a estimé à environ 24M\$, soit 6M\$ par année pendant 4 ans. Un montant qui devra s'ajouter à la présente proposition et qui pourra être investi soit dans les

augmentations salariales, soit dans l'ouverture de postes de professeurs, etc.

Par ailleurs, le syndicat dit avoir repéré certains mauvais calculs dans les offres patronales, notamment au niveau du salaire proposé aux professeurs-cliniciens.

Ces professeurs, qui seront embauchés en vertu de cette nouvelle convention collective, ne sont pas détenteurs de Ph.D. et n'auront pas d'obligation de recherche, ce qui représentera pour eux une charge de six cours.

La direction estimerait le salaire moyen de ces professeurs-cliniciens à 90 000 \$, soit le même salaire qu'un professeur régulier, alors que le syndicat estime qu'il s'agit plutôt d'un salaire annuel de 75 000 \$.

Par ailleurs, dans son offre, la direction a calculé le retrait de trois cours d'un chargé de cours, au lieu de six cours, pour chaque professeur-clinicien.

Ainsi, le syndicat demande à atteindre un plancher d'emploi respectant le ratio de 19,7 étudiants par professeur.

Sachant que le nombre d'étudiants est fixé à 7800, le syndicat espère en arriver à un plancher d'emploi de 396 professeurs en 2011-2012.

Le nombre de professeurs augmenterait donc progressivement de 55 professeurs d'ici quatre ans.

La direction offrait, le 18 mars dernier, 25 professeurs d'ici deux ans, avec par la suite une augmentation de postes relative à l'augmentation de la clientèle étudiante.

L'HEBDO JOURNAL : Grève générale à l'Université : Plus aucun cours des professeurs depuis jeudi matin - Article mis en ligne le 26 mars 2008 à 19:52



Photo, L'Hebdo Journal

Réunis en assemblée générale mercredi, les membres du syndicat des professeurs et des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont décidé de déclencher la grève générale à compter de jeudi matin.

Quelque 250 professeurs ont participé à l'assemblée qui s'est terminée à 17h mercredi et au cours de laquelle il a été convenu de déclencher la grève générale.

«Il n'y a donc plus de cours dispensés par les professeurs de l'UQTR jusqu'à la signature d'une entente de principe. Les professeurs ont aussi pris connaissance de la nouvelle proposition syndicale qui a été déposée à la table de négociation mer-

credi soir à la partie patronale en présence de la conciliatrice. présence de la conciliatrice. Le Syndicat a joint à un communiqué envoyé aux médias, la nouvelle proposition syndicale. Sans entrer dans des détails techniques disons qu'elle se chiffre comme suit:

9 824 337 \$, pour les postes de professeurs
 9 837 375 \$, pour la majoration du cours en appoint
 120 000 \$, pour la direction de travaux de recherche
 220 000 \$, pour le fonds démarrage
 1 040 000 \$, pour le deuxième dégageement de recherche
 936 000 \$, pour les dégageements pour la supervision des stages
 180 000 \$, pour les dégageements supplémentaires pour la recherche
 900 000 \$, pour le perfectionnement ad hoc
 60 000 \$, pour les frais sabbatiques et perfectionnement
 50 000 \$
 Total
 23 167 712 \$

C'est donc 4 millions\$ de plus que la dernière proposition déposée par l'UQTR.

Réactions

Nous avons tenté de joindre le vice-recteur aux ressources humaines François Héroux mais il n'était pas disponible. Il faut comprendre que la direction de l'UQTR a demandé à prendre le temps d'analyser la proposition syndicale. Une réponse pourrait être formulée d'ici la fin de la soirée jeudi ou encore au cours de la journée de vendredi.

Le président du Syndicat, Michel Volle est conscient que le déclenchement d'une grève générale constitue un moyen ultime. "Je pense que nous pourrions en arriver à une solution au cours des prochains jours. Les étudiants trouvent désolant que nous en arrivions là mais eux aussi souhaitent un règlement."

Justement, du côté de l'AGEUQTR, on attend de connaître la position de l'université. Des étudiants occupent le pavillon Pierre Boucher jusqu'à vendredi matin. L'exécutif de l'Association étudiante va se réunir en fin de semaine si aucun règlement ne survient. Il fera connaître sa nouvelle stratégie lundi. En attendant, l'UQTR n'a fait part d'aucune décision en regard de la validité de la session.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les étudiants prennent d'assaut un pavillon - Mise à jour le mercredi 26 mars 2008 à 13 h 15



Plus d'info
 Nouvelles
[L'impasse perdue](#)

Nouvelle du 20 mars 2008

La situation se corse à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), où un conflit oppose la direction de l'établissement au syndicat des professeurs depuis plusieurs mois. Les étudiants ont entrepris d'occuper le pavillon Pierre-Boucher en fin d'après-midi, mardi, pour exercer de la pression sur les deux parties.

Les étudiants bloquent l'accès au personnel et au recteur de l'Université, Ghislain Bourque. L'association générale des étudiants de l'UQTR indique que l'occupation se poursuivra 24 heures par jour jusqu'à vendredi.

La situation force la direction à fermer temporairement ses bureaux administratifs, qui se trouvent dans le pavillon Pierre-Boucher. Une soixantaine d'employés sont ainsi en congé forcé jusqu'à jeudi après-midi.

Selon le président de l'association des étudiants, Jonathan Fortier, ce moyen de pression, qui avait porté ses fruits en 2000 lors de la grève des chargés de cours, devrait permettre de faire progresser les négociations.

Le syndicat des professeurs doit présenter une contre-offre à la direction de l'UQTR, mercredi soir.

De l'avis du vice-recteur aux ressources humaines, François Héroux, le conflit pourrait se régler d'ici la semaine prochaine. « Si le syndicat nous donne un signe positif, je pense que l'on pourrait, avec l'aide de la conciliatrice, [...] régler assez rapidement. »

Par ailleurs, les étudiants de l'UQTR n'écartent pas la possibilité de déposer un recours collectif contre l'Université pour demander un remboursement des frais d'administration pour les services non rendus.

LE NOUVELLISTE : UQTR: appel au boycottage de divers services - Le mercredi 26 mars 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
 Trois-Rivières

En plus de l'occupation du pavillon Pierre-Boucher à laquelle tous les étudiants de l'UQTR sont invités à participer, cette semaine, pour demander le règlement de la grève dans les plus brefs délais, l'AGÉ invite aussi les étudiants à boycotter divers services de



L'UQTR, comme celui des photocopies et de la cafétéria, qui est dirigée par l'entreprise Sodexo, de même que les machines distributrices afin d'empêcher l'UQTR d'atteindre son volume fixé avec Coke.

L'AGÉ demande aux étudiants de prendre plutôt leurs aliments et leurs boissons à la Chasse-Galerie et à utiliser les services de photocopie dans les locaux de l'AGÉ.

Elle demande de plus aux étudiants de ne plus payer leurs frais de scolarité jusqu'à la fin du conflit.

«On invite aussi les étudiants à poser des questions à leurs professeurs sur la grève» ajoute M. Fortier, soit en téléphonant, soit en envoyant des messages électroniques, voire même directement en salle de cours.

Jeudi midi, l'AGÉ rencontrera le député Sébastien Proulx.

«M. Proulx avait déjà fait une sortie publique à l'Assemblée nationale sur le dossier de la grève des professeurs. Nous allons l'interpeller pour qu'il continue de mettre de la pression au gouvernement pour régler le dossier. On sait très bien que

la grève des professeurs est un symptôme du sous-financement étatique des universités», explique Jonathan Fortier.

En grève aujourd'hui

Les professeur(e)s sont encore en grève aujourd'hui de 8h30 à 22h15. Ce sera leur assemblée générale cet après-midi et il y aura élections.

On ne saura qu'en fin de journée, aujourd'hui, si les professeurs tiendront d'autres journées de grève cette semaine et si l'UQTR décrètera d'autres journées de lock-out partiel. •

LE NOUVELLISTE : UQTR: occupation étudiante... jour et nuit - Le mercredi 26 mars 2008



Le personnel administratif du pavillon Pierre-Boucher doit rester à la maison et attendre les directives de retour au travail lorsque les étudiants libéreront l'édifice. Auparavant, ils ont rendu visite aux instances du Syndicat des professeur(e)s de l'UQTR. On les voit en discussion avec Alain Gamelin.

Photo: François Gervais

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Devant la lenteur des négociations entre la haute direction de l'UQTR et le Syndicat des professeur(e)s, les étudiants ont décidé d'occuper le pavillon Pierre-Boucher jour et nuit d'ici vendredi matin.

De plus, «l'accès au pavillon sera interdit à toute personne qui ne sera pas un étudiant», a annoncé

hier le président de l'Association générale des étudiants, Jonathan Fortier.

Le pavillon Pierre-Boucher contient la plupart des bureaux administratifs de l'UQTR ainsi qu'une importante section scientifique où se trouvent de nombreux laboratoires.

«Le pavillon va être bloqué à toute l'administration», dit-il.

«On s'attaque à un symbole de l'université. En 2000, quand il y avait eu la grève des chargés de cours, c'est le pavillon Pierre-Boucher qui avait été pris d'assaut par les étudiants», rappelle-t-il.

Il y aura malgré tout quelques rares exceptions. «Si un étudiant ou un professeur doit aller faire une manipulation extrêmement importante pour sa recherche, il va falloir la faire et quitter après pour ne pas être là toute la journée ou toute la veille», dit-il.

Le recteur, Ghislain Bourque, n'aura pas accès non plus à ses locaux, précise le président de l'AGÉ.

«Le seul accès permis aux gens de l'administration sera jeudi matin, après le dépôt de l'offre du syndicat (mercredi). L'administration nous a demandé si elle pouvait avoir accès pour produire sa contre-offre», explique-t-il.

Les membres de l'administration «vont pouvoir aller chercher la documentation dont ils ont besoin», dit-il.

Entre-temps, le personnel du Pierre-Boucher devra demeurer chez lui jusqu'à une directive de retour au travail.

Environ une centaine d'employés seront touchés par cette manifestation, soit trop de personnes pour qu'on puisse se permettre de toutes les relocaliser, explique Claude Arbour, responsable du service des communications.

Le Conseil des loisirs scientifiques pourra malgré tout tenir son camp de jour pour les enfants, prévu cette semaine, malgré cette situation.

La direction de l'UQTR a été mise au courant de cette offensive étudiante par l'AGÉ, car c'était la manière, explique le président, de pouvoir occuper les locaux sans susciter l'intervention des services de sécurité.

«On ne veut pas faire ce qui s'est fait à l'UQAM», explique Jonathan Fortier. «On a pris entente avec la sécurité de l'université et avec la direction pour occuper le pavillon Pierre-Boucher», précise-t-il.

À 14 h, hier, un groupe d'étudiants a donc manifesté en déambulant un peu partout dans le campus pour terminer sa marche ensuite au pavillon Pierre-Boucher.

Un souper aux hot-dogs a aussi été prévu pour les manifestants. Des activités seront au programme tous les soirs de l'occupation. •

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les étudiants prennent d'assaut un pavillon - Mise à jour le mardi 25 mars 2008 à 19 h 08

La situation se corse à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), où un conflit oppose la direction de l'établissement au syndicat des professeurs depuis plusieurs mois. Les étudiants ont entrepris d'occuper le pavillon Pierre-Boucher en fin d'après-midi, mardi, pour exercer de la pression sur les deux parties.

Près d'une cinquantaine d'étudiants comptent occuper l'endroit jusqu'à jeudi.

La situation force la direction à fermer temporairement ses bureaux administratifs, qui se trou-

vent dans le pavillon Pierre-Boucher. Une soixantaine d'employés sont ainsi en congé forcé jusqu'à jeudi après-midi.

Selon le président de l'association des étudiants de l'UQTR, Jonathan Fortier, ce moyen de pression, qui avait aussi été utilisé en 2000 lors de la grève des chargés de cours, devrait permettre de faire progresser les négociations.

Le syndicat des professeurs doit présenter une contre-offre à la direction de l'UQTR, mercredi soir.

De l'avis du vice-recteur aux ressources humaines, François Héroux, le conflit pourrait se régler d'ici la semaine prochaine. « Si le syndicat nous donne un signe positif, je pense que l'on pourrait, avec l'aide de la conciliatrice, [...] régler assez rapidement. »

Par ailleurs, les étudiants de l'UQTR n'écartent pas la possibilité de déposer un recours collectif pour demander un remboursement des frais d'administration pour les services non rendus.

L'HEDBO JOURNAL : Les étudiants accentuent la pression : Occupation d'un pavillon, boycottage de services et demandes répétées d'explications au menu - Article mis en ligne le 25 mars 2008 à 15:55



Jonathan Fortier, président de l'AGE UQTR.
Photo, L'HEBDO JOURNAL
par Martin Sylvestre

Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) en ont plus qu'assez de la grève des professeurs qui perdure depuis le 16 janvier dernier. Afin de mettre de la pression pour faire avancer les négociations entre les parties patronale et syndicale, les étudiants tiendront tout au cours de la semaine diverses campagnes d'actions.

Une de ces campagnes est de boycotter les différents services payants de l'institution. «Nous disons aux étudiants de ne pas utiliser les services de l'UQTR tels la cafétéria ou les différents lieux d'impression de documents. L'Université prend de l'argent dans nos poches depuis janvier et nous n'avons rien en retour. C'est le temps de leur rendre la pareille», raconte Jonathan Fortier, président de l'Association générale des étudiants (AGE) UQTR.

D'un autre côté, l'AGE UQTR incite, par le biais de la campagne «Pose la question à ton prof», les étudiants à poser une multitude de questions à leurs professeurs afin de savoir et comprendre les

raisons qui les poussent à faire la grève et prendre les étudiants en otages.

Occupation du pavillon Pierre-Boucher

En guise de protestation devant la lenteur des négociations, les étudiants ont décidé d'occuper à partir de mardi soir, et ce, 24 heures sur 24, jusqu'à vendredi matin, le pavillon Pierre-Boucher, endroit où sont situés les bureaux du recteur et des vice-recteurs. «Pendant l'occupation, des agents de sécurité de l'université seront présents dans le pavillon et des étudiants responsables veilleront à ce qu'il n'y ait pas de grabuge», précise Jonathan Fortier.

Autres moyens

Les professeurs se réunissent demain, mercredi, dans le cadre d'une assemblée générale du syndicat à l'Hôtel du Roy. À cette occasion, les étudiants iront attendre les participants afin de faire valoir leur point de vue. De plus, l'AGE UQTR rencontrera le député Sébastien Proulx jeudi.

LE NOUVELLISTE : L'AGÉ se résigne à livrer la lettre de l'UQTR aux professeurs - Le vendredi 21 mars 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

L'AGÉ déposera finalement au Syndicat des professeur(e)s le document que lui a confié la direction de l'UQTR, mercredi soir, après que les étudiants aient sollicité une rencontre avec le recteur.

Ce document, rappelons-le, propose aux professeurs une nouvelle trêve, soit exactement ce que proposait le syndicat mardi soir à la table des négociations et qu'avait refusé d'accorder la direction.

À froid, les étudiants avaient refusé de signer une telle entente pour éviter de prendre parti, ce qu'ils refusent toujours. Ils avaient de plus refusé de servir de courrier.

Sur ce point, les étudiants se sont ravisés, hier, et la donneront au syndicat. "C'est juste très formel pour dire qu'on leur soumet l'offre. Ça finit là. On ne va pas les pousser pour qu'ils la signent", a nuancé hier le président de l'AGÉ, Jonathan Fortier.

Si la direction a demandé aux étudiants de servir de messagers, analyse-t-il, "c'est que les étudiants avaient beaucoup confronté le recteur hier après-midi (mercredi) sur le fait qu'il n'avait pas levé le lock-out et qu'on était encore en grève. Le recteur avait dit: Je vous reviens d'ici 5 h avec quelque chose. Puis ils sont arrivés avec cette idée-là finalement. On s'est ramassé avec ça", raconte le président de l'AGÉ.

"Ils ont dû penser que vu que c'est les étudiants qui ont demandé une levée du lock-out et de la grève, c'est aux étudiants de s'arranger avec ça", poursuit-il. "C'est sûr que ce n'est pas à nous autres de venir jouer là-dedans, ça c'est certain", estime-t-il.

Jonathan Fortier analyse cette valse de demandes de lever des moyens de pression comme étant une volonté de sauver le trimestre, "mais il n'y a personne qui sait comment le faire. Il n'y a personne qui veut plier le premier."

En apprenant que les professeurs allaient profiter de leur week-end pour se reposer plutôt que de

continuer à travailler pour tenter de régler le conflit, Jonathan Fortier a laissé savoir qu'il trouvait ça "décevant".

"Les professeurs nous disent plusieurs fois par semaine qu'ils veulent que le conflit se règle et quand ils ont l'occasion de le faire, ils prennent des vacances", dit-il, "surtout quand ils disaient qu'ils étaient capables de monter une offre pour aujourd'hui (jeudi) - ce qui veut dire en dedans de deux jours - là, ça a l'air que ça prendrait presque une semaine monter une offre. À un moment donné, il faut que les bottines suivent les babines. Si tu es capable de le faire, pourquoi le lendemain tu n'es plus capable?" se questionne le président de l'AGÉ.

Aujourd'hui, les étudiants vont travailler à la préparation des actions qu'ils vont entreprendre la semaine prochaine dans le but de faire avancer les négociations.

LE NOUVELLISTE : Les profs présenteront une contre-offre mercredi prochain - Le vendredi 21 mars 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Le Syndicat des professeur(e)s de l'UQTR profitera du long congé pascal pour chiffrer la dernière offre globale de 19 millions \$ de la direction et reprendre un peu son souffle.

Jeudi après-midi, vers 15 h, le syndicat n'avait toujours pas reçu la fameuse lettre de la direction demandant la tenue d'une trêve des moyens de pression jusqu'au 15 mai.

Lettre ou pas, il n'est pas question de se plier à cette demande, a expliqué hier le président, Michel Volle, puisqu'à cette date, la session sera déjà terminée et les professeurs n'auront plus aucune force de négociation, explique-t-il.

Dès la semaine prochaine, donc, les professeur(e)s entendent durcir leurs moyens de pression. Ils seront en grève mardi et vont présenter une contre-offre dès mercredi puis laisseront la chance à la partie patronale de l'analyser.

"On va les laisser réagir comme on a toujours fait", sinon, dit-il, des moyens de pression plus intenses seront mis en branle.

Dans la proposition de trêve que faisait le syndicat, mardi soir, "on suspendait immédiatement tout moyen de pression. On leur faisait une contre-offre aujourd'hui (jeudi). On leur laissait le temps de réagir à cette contre-offre. On pouvait se réunir demain (vendredi) ou après-demain (samedi) s'ils avaient encore des modifications à faire et puis c'était fini", explique M. Volle. Ça aurait été, dit-il, une négociation très rapide.

Dans la proposition de trêve de l'UQTR, dit-il, on parlerait plutôt de cesser les moyens de pression jusqu'au 15 mai.

"Non seulement il n'y aurait plus de moyens de pression, mais plus de négociation. Le 15 mai, c'est après la fin de la session", plaide Michel Volle. "Après cette date, le syndicat n'aurait plus aucune force et ils peuvent mettre un lock-out jusqu'au mois d'août", explique-t-il.

Des services essentiels?

La direction de l'UQTR s'appelle à interpeler le syndicat afin de prendre des ententes particulières au sujet des stages pour assurer ce qu'elle qualifie de services essentiels, notamment la supervision des stages en Sciences infirmières.

Actuellement, chaque étudiant est jumelé avec un préceptrice (i.e. une infirmière qui travaille déjà sur les lieux du stage).

"On a des contrats avec les centres hospitaliers pour ce travail-là", explique le vice-recteur André Paradis.

"Au-dessus de tout ça, il y a des professeurs", dit-il. S'il arrive un événement et que la préceptrice évalue qu'un étudiant devrait arrêter sa prestation de stage parce qu'il a commis un erreur, l'étudiant est avisé par la préceptrice de ne plus continuer son stage et le professeur sera ensuite avisé et fera une évaluation académique de l'étudiant, explique M. Paradis. Toutefois, en temps de grève et de lock-out, ces professeurs ne peuvent assumer cette responsabilité. C'est pourquoi il y aura demande d'entente.

DANS LES PROCHAINES JOURS...

Vendredi saint: lock-out

Samedi saint: lock-out

Pâques: lock-out

Lundi de Pâques: lock-out

Mardi, 25 mars: grève

Mercredi 26 mars: élections. Pas de cours



RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : L'im-passe perdue - Mise à jour le jeudi 20 mars 2008 à 11 h 13

Plus d'info
Nouvelles

[Les deux parties rencontrent les étudiants](#)

Nouvelle du 12 mars 2008

[Les professeurs ne lâchent pas prise](#)

Nouvelle du 7 mars 2008

Rien ne va plus entre la direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et le syndicat de ses 341 professeurs. La séance de médiation qui a eu lieu mardi soir n'a pas permis de rapprocher les deux parties, qui sont en conflit depuis septembre dernier.

La direction a déposé une offre évaluée à 19 millions de dollars, incluant l'embauche de 25 nouveaux professeurs et des augmentations salariales de 2 % par année pour les 5 prochaines années. Cette offre est bonifiée d'un peu plus de 4 millions de dollars par rapport à celle qui a été présentée en janvier.

En guise de réponse, le syndicat a demandé à la direction de suspendre le lock-out partiel qui a été décrété la fin de semaine prochaine. En échange, le syndicat a offert de suspendre sa grève et de présenter une contre-proposition jeudi. Les représentants de l'UQTR ont refusé la proposition.

Le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, indique que les cours ont lieu mercredi et que l'offre soumise par la direction de l'UQTR sera présentée aux professeurs, jeudi. M. Volle ajoute toutefois que la rencontre tenue mardi soir n'a pas vraiment fait bouger les choses.

Le porte-parole de l'association étudiante de l'UQTR, Jonathan Fortier, estime pour sa part que c'est aux enseignants à faire le premier pas. Il indique par ailleurs que les étudiants vont continuer de faire pression sur les deux parties.

LENOUVELLISTE : UQTR: la colère gronde chez les étudiants - Le mercredi 19 mars 2008



Les étudiants ont manifesté devant les bureaux du recteur. On aperçoit ici le président de l'AGÉ, Jonathan Fortier (à gauche) juste avant de prendre la parole devant les manifestants.

Photo: Sylvain Mayer

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Les étudiants avaient donné jusqu'au 18 mars à la direction de l'UQTR et au Syndicat des professeur(e)s pour s'entendre à défaut de quoi, ils prendraient action.

Hier midi, au cours d'une assemblée générale à huis clos, les étudiants ont décidé qu'ils en avaient assez de la grève.

Ils ont donc décidé de prendre d'assaut le pavillon Pierre-Boucher où se trouvent les bureaux administratifs de l'université, dont ceux du recteur. Les autres avaient des cours.

Les étudiants se sont d'abord heurtés à des portes barrées et gardées par des agents de sécurité. Ils ont passé plusieurs minutes devant l'entrée principale à scander divers slogans demandant à la direction de négocier et de les laisser étudier en

paix. «La grève finit à soir!» ont-ils crié en chœur en frappant des mains.

Les étudiants ont toutefois rapidement compris qu'ils pourraient s'infiltrer dans l'édifice par les bureaux des associations étudiantes, au sous-sol. Pendant ce temps, le président de l'Association générale des étudiants, Jonathan Fortier, a été admis dans l'édifice et accueilli par le recteur. Jonathan Fortier en a profité pour expliquer la position des étudiants et avertir le recteur que ces derniers entendaient occuper le périmètre des bureaux administratifs une bonne partie de la soirée pour inciter les deux parties à négocier puis déménager leur manifestation à l'Hôtel Delta où devait se tenir la ronde de négociation hier soir.

Civisme
Malgré leur colère, les étudiants ont fait preuve de civisme et ont accepté de suivre les directives de leur président dès leur arrivée devant le bureau du recteur.

«Aucun grabuge ne sera toléré. Très important. On a eu la participation de la sécurité de l'université pour ça. S'il arrive quoi que ce soit, ce serait dommage que les étudiants se fassent exclure du pavillon», a d'abord signifié Jonathan Fortier à ses troupes.

Quand ce dernier a annoncé que le recteur allait leur parler dans l'instant suivant, une manifestante a crié: «Qu'il aille parler aux profs au lieu de nous autres!» ce qui a suscité l'approbation bruyante de tous les manifestants.

«C'est un conflit entre deux parties qui ne se parlent pas vraiment ces temps-ci et qui ne bougent pas. Les étudiants veulent que le conflit se règle rapidement, ils l'ont dit très clairement aujourd'hui», a pour sa part déclaré Jonathan Fortier à ses troupes.

De bourreau à otage

Le recteur Bourque est alors sorti de son bureau pour rencontrer les étudiants qui se sont mis à scander: «On veut étudier! On veut étudier!»

«J'ai l'air de passer de bourreau à otage puisque nous sommes un peu assiégés aujourd'hui», a-t-il d'abord dit aux manifestants.

«Vous savez comment on se sent maintenant», a lancé une manifestante sous les applaudissements nourris des autres étudiants. «Ça fait un mois et demi qu'on est des otages», a-t-elle ajouté.

«Nous sommes, je l'espère, dans le dernier droit», a dit le recteur. M. Bourque a alors qualifié la proposition qu'il allait faire le soir même au syndicat (hier soir) de «juste, équitable et de bonne foi.»

Répondant à la question d'un autre manifestant, le recteur a signalé que «depuis 2000, nous avons embauché plus de 150 nouveaux professeurs.»

«C'est faux, ce sont des changements de postes et renouvellements. Ce ne sont pas des créations de postes de professeurs», a interrompu brusquement un autre manifestant.

«Bien sûr. Ce n'est pas ça que je disais non plus», a répondu le recteur. Ce dernier a tenté d'expliquer les subtilités du dossier à la foule, mais il a été interrompu par des slogans.

Parmi les autres moyens de pression choisis par les étudiants, il y aura des appels téléphoniques dans les bureaux de professeurs et de l'administration pour les pousser à signer une convention.

Il pourrait aussi y avoir des manifestations en même temps que les journées de grève des professeurs. •

LE NOUVELLISTE : UQTR: une offre «fixe» à 19 M\$ - Le mercredi 19 mars 2008

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Dix-neuf millions de dollars! Voilà le montant global de la troisième offre faite hier soir par la direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières au Syndicat des professeur(e)s de l'UQTR. Une offre qualifiée de «fixe» puisque, pour la direction, elle représente sa capacité financière maximale.

Réunis en séance de négociation à l'hôtel Delta, hier soir, la direction a présenté ces nouvelles offres au syndicat en présence de la conciliatrice au dossier.

Devant ces offres, le syndicat a proposé à la direction de lever immédiatement tous les moyens de pression, tant la grève que le lock-out partiel,

et d'accepter que le syndicat dépose une contre-offre durant la journée de jeudi.

Le syndicat a aussi demandé que la conciliatrice fasse quelques vérifications, notamment au niveau du nouveau financement disponible compris dans le dernier budget provincial et dont les chiffres sont toujours inconnus du syndicat.

La direction a refusé cette proposition des professeurs peu avant minuit hier soir. La grève et le lock-out partiel se poursuivent donc.

Cette dernière offre constitue une bonification globale de 3,1 M\$ par rapport à la dernière offre déposée le 28 janvier dernier. À ce moment, le montant global des offres patronales était chiffré à 15,9 M\$, contre des demandes syndicales qui ont été chiffrées par la direction à près de 26 M\$.

Bien que l'écart entre les demandes des deux parties soit réduit, il existe encore une différence de 7 M\$ entre les deux visions.

La nouvelle offre déposée sur la table comprend notamment des hausses salariales de 2 % par année sur cinq ans. La précédente proposait 1 % la première année, 2,5 % la deuxième année et 2 % les années suivantes.

Concernant l'ajout de postes de professeurs, la direction propose l'ajout de 25 nouveaux postes en 2008 et 2009.

À compter de 2010, l'ajustement du nombre de postes se fera selon la clientèle étudiante, à savoir qu'un nouveau poste sera ajouté pour chaque tranche d'étudiants supplémentaires le justifiant.

L'offre du 28 janvier comprenait l'ajout de 15 postes en 2008 et, par la suite et jusqu'en 2011, l'ajout de 5 professeurs par année selon une «clause ascenseur», ce qui veut dire que dans le cas où l'augmentation de la clientèle universitaire ne justifierait pas l'ajout de professeurs, ces postes ne seraient pas créés.

Des discussions tardives

La direction devait présenter ces offres au syndicat à 18h30 hier soir, lors d'une réunion de négociation convoquée à l'Hôtel Delta de Trois-Rivières. Mais les discussions n'ont commencé que

peu après 20h30, la direction ayant repoussé son heure d'arrivée à la rencontre.

Une cinquantaine d'étudiants de l'UQTR s'étaient également déplacés afin de se faire entendre. Ces derniers, qui ont occupé une partie de la journée le pavillon Pierre-Boucher, ont voulu aller se faire entendre des membres de l'exécutif syndical, qui attendaient le début de la rencontre à l'Hôtel Delta.

Cependant, la direction du Delta avait posté trois employés à la porte principale et barré les autres accès pour empêcher les manifestants d'entrer à l'intérieur.

De la fenêtre du restaurant de l'hôtel, le président du syndicat Michel Volle a vu arriver les manifestants bruyants, qui se sont adressés à lui à l'aide d'un porte-voix. Michel Volle a finalement accepté de sortir de l'hôtel et de venir s'adresser aux étudiants, qui exigent que les deux parties en arrivent rapidement à une entente.

«Négociez!» criaient les étudiants. Ce à quoi Michel Volle a répondu que c'est ce qu'il souhaitait lui aussi et qu'il en tenait aussi à la direction d'accepter de négocier. •

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières : La pression monte - Mise à jour le mardi 18 mars 2008 à 18 h 54



Des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont pris les grands moyens, mardi, pour se faire entendre dans le conflit qui oppose la direction de l'UQTR au syndicat des professeurs.

Les étudiants ont notamment occupé le pavillon Pierre-Boucher, où sont situés les bureaux de la direction. Ils ont également tenté de prendre symboliquement en otage le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, pour exprimer le fait qu'ils se sentent eux-mêmes pris en otage dans le conflit.

En assemblée générale, les étudiants ont décidé de ne pas prendre position pour l'une ou l'autre des deux parties.

Le syndicat des professeurs n'a pas voulu réagir au geste des étudiants.

De son côté, le recteur Ghislain Bourque a rappelé qu'il allait déposer une nouvelle offre au syndicat des professeurs, mardi soir. La rencontre de conciliation est prévue à l'Hôtel Delta de Trois-Rivières.

LE NOUVELLISTE : Lock-out partiel à l'UQTR: «c'est du suicide universitaire» - Le mardi 18 mars 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Ce sont des professeurs frustrés et en colère qui ont manifesté, hier, non seulement pour faire valoir leurs revendications, mais aussi pour protester contre le lock-out partiel qui les a touchés en fin de semaine et qui les touchera aussi du 21 au 24 mars.

«Ça va être de grosses coupes de salaire pour les professeurs. Sur deux semaines, on va être payé un jour et demi», explique Michel Volle, le président du syndicat.

Ces importantes coupes de salaire font craindre chez certains l'arrivée d'une division au sein des troupes, certains professeurs ayant les reins moins solides que d'autres pour encaisser les pertes financières.

C'est pourquoi le syndicat s'affaire à trouver de l'argent pour augmenter son fonds de grève, explique M. Volle.

À voir le déroulement du conflit, certains professeurs confessent qu'ils se sentent comme des ennemis, plutôt que comme des collègues de la direction de l'université.

Hier, un mémo a été envoyé au syndicat pour interdire les syndiqués dans les édifices de l'UQTR durant les journées de grève.

Trois voitures de police ainsi que de nombreux agents de sécurité ont été dépêchés sur les lieux

de la manifestation, bruyante mais pacifique, devant l'entrée du pavillon Pierre-Boucher et les syndiqués ont été filmés.

«Or, nous sommes les gens avec qui il faut qu'ils travaillent. Diviser pour régner, on applique ça à nos ennemis», plaidait hier Louis Marchildon, professeur au département de Physique.

Pour une, la directrice du département de Chimie-Biologie, Hélène-Marie Thérien, a l'impression que la direction s'adonne à du «suicide universitaire».

C'est que le dialogue qui ne s'amorce pas entre les deux parties fait perdurer la grève, ce qui est en train d'avoir des conséquences graves qui pourraient nuire à l'UQTR, estiment les professeurs.

Pour un Richard Wilson, directeur du département des sciences comptables craint la catastrophe.

«Ça fait trois ans qu'on est en train d'investir dans un nouveau programme DEC-BAC en collaboration avec le Collège Édouard-Montpetit. On a un succès fou et s'il n'y a pas de cours cet été, ce programme-là est en jeu. C'est notre première cohorte...», raconte-t-il.

«Deuxième enjeu, on a des étudiants qui s'en vont à l'examen de l'ordre professionnel en septembre 2008. Ces étudiants-là reviennent en mai. C'est 95 % des cours qui sont donnés par des profs», ajoute-t-il. «On est en train de se tirer dans le pied partout.»

«Il y a aussi les étudiants de chiro qui ont l'examen de l'ordre qui n'a lieu qu'une seule fois par année», renchérit Louis Marchildon.

«Ils viennent de tirer sur le recrutement qu'on a fait», résume Esther Lévesque, professeure au département de Chimie-Biologie.

«J'écoutais récemment un reportage sur Albert Tessier. Il disait que pour communiquer et faire de l'éducation, ça prend de l'amour», ajoute Esther Lévesque.

«C'est la passion qu'on passe. Eh bien, c'est ça qu'on passe et ils sont en train de nous tuer ça. L'attitude qu'il y a là, c'est très, très démotivant», déplore-t-elle.

«On nous dit qu'on n'est pas assez bon, pas assez performant. Je trouve ça insultant de la part d'une institution de savoir.»

«Le recteur rencontre les étudiants et leur donne plus d'information qu'à la table de négociation», dénonce de son côté Pierre Tancrede, professeur au département de Chimie-Biologie.

«On veut négocier, on veut discuter du devenir de cette université et ça passe nécessairement par un accroissement du nombre de profs et une amélioration des conditions de recherche», plaide-t-il. •

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières : Une nouvelle offre patronale sur la table - Mise à jour le lundi 17 mars 2008 à 16 h 04

La direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) présentera une nouvelle offre globale à ses professeurs, mardi. Elle espère ainsi régler le litige qui l'oppose à ses 341 professeurs depuis la fin du mois de septembre et sauver le trimestre des étudiants.

Selon le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, la direction de l'UQTR pourrait proposer l'embauche de 25 nouveaux professeurs,

comme elle l'a affirmé devant les étudiants la semaine dernière.

M. Volle ajoute toutefois que ce nombre est insuffisant. Le syndicat des professeurs réclamait l'embauche de 100 nouveaux professeurs. Il consent maintenant à 60.

La direction de l'Université soutient qu'il existe un écart de 11 millions de dollars entre les demandes syndicales et la dernière offre patronale.

Selon le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, bien que l'offre qui sera présentée mardi est globale, elle ne sera pas finale.

Par ailleurs, la direction de l'UQTR a décrété un lock-out partiel la fin de semaine dernière et durant la fin de semaine de Pâques. C'est la première fois qu'une telle mesure est appliquée à l'UQTR.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les deux parties rencontrent les étudiants - Mise à jour le mercredi 12 mars 2008, 11 h 07 .

Une rencontre à huis clos, convoquée par les étudiants, a eu lieu, mardi, entre le recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et le syndicat des professeurs. Pendant plus d'une heure, les deux parties ont fait le point sur la grève des professeurs et ont exposé leurs positions aux étudiants.

À compter de cette semaine, les professeurs sont en grève les mardis et mercredis, durant toute la journée, ainsi que le jeudi, du milieu de la journée jusqu'en fin de soirée. Les salaires et l'augmentation du nombre de professeurs sont notamment au coeur du litige qui oppose les professeurs à la direction de l'UQTR depuis six semaines.

Selon le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, le recteur de l'UQTR a fait preuve d'une certaine ouverture. « Il nous a dit que les salaires, [...] il serait prêt à rejoindre Sherbrooke, ce que l'on demande depuis le début. » Malgré tout, les salles de cours risquent d'être toujours vides le 18 mars, qui correspond à la date butoir de l'ultimatum lancé par les étudiants. Le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, explique que les demandes des professeurs sont toujours plus élevées que ce que permet le cadre financier de l'Université. Si l'ultimatum n'est pas respecté, les étudiants ont l'intention d'exercer, à leur tour, certains moyens de pression pour sauver leur session. « Je

trouve ça dommage que les partis attendent que les étudiants s'en mêlent pour que les négociations avancent », déplore le président de l'Association des étudiants de l'UQTR, Jonathan Fortier. La direction propose de mettre fin aux piquets de grève pour reprendre les négociations.

Le syndicat n'a toutefois pas l'intention de cesser de se faire entendre. « Pour le moment, tant qu'ils restent à 15 postes de professeurs, alors que l'on en demande 60, on est loin de ça », affirme M. Volle.

Pour le moment, aucune autre rencontre de négociation n'est prévue entre le syndicat des professeurs et la direction de l'Université.

[Le reportage de Carolyne Brochu](#)

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs ne lâchent pas prise - Mise à jour le vendredi 7 mars 2008, 18 h 25 .

La situation ne s'améliore pas entre la direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et le syndicat de ses professeurs. Dès la semaine prochaine, les enseignants ajouteront une journée et demie de grève, les mardis et jeudis, à celle qui est déjà prévue le mercredi.

Après six jours et demi de grève et plusieurs rencontres en présence de la conciliatrice, les négociations sont au beau fixe.

Selon le vice-recteur aux ressources humaines de l'UQTR, François Héroux, les demandes des professeurs demeurent trop élevées. « Ce que l'on a demandé au syndicat, [...] c'est de diminuer quelque peu pour faciliter la négociation. Pour nous, 26 millions, c'est toujours irréaliste et utopique. »

Le président du syndicat des professeurs de l'UQTR, Michel Volle, estime que ses membres ne

demandent que l'équité. « On veut seulement qu'à Trois-Rivières, on soit traité comme ailleurs, c'est important. »

Les étudiants songent à manifester leur mécontentement par rapport à la situation.

Le conseil d'administration de l'Université se penchera prochainement sur les scénarios possibles dans l'éventualité où la grève se prolongerait.

Manifestation COBP

LE DEVOIR : En photo: Du grabuge au centre-ville de Montréal - Édition du lundi 17 mars 2008



Photo: Pedro Ruiz

Devoir Le

Ce sont finalement 47 personnes qui ont été arrêtées samedi, au centre-ville de Montréal, lors d'une manifestation qui a mal tourné et qui avait pour but de protester contre la brutalité policière.

Parmi celles-ci, la moitié sont des femmes, et plusieurs personnes appréhendées sont mineures. Elles seront accusées de plusieurs infractions, notamment de méfait public, de vandalisme et de voies de fait sur des agents de la paix. Des dommages ont été causés à deux stations de métro.

Des vitrines de commerces ont été fracassées. Des automobiles ont aussi été incendiées. Près d'un millier de personnes, en très vaste majorité pacifiques, ont pris part à cette manifestation annuelle qui se tient simultanément dans plusieurs villes du monde.

MÉTRO : Arrestations – Lundi 17 mars 2008

ARRESTATIONS. Quarante-sept personnes ont été arrêtées samedi, au centre-ville, lors d'une manifestation qui a mal tourné et avait pour but de protester contre la brutalité policière. Elles seront accusées notamment de méfait public, de vandalisme et de voies de fait sur des agents de la paix.

24 HEURES : 47 arrestations – Lundi 17 mars 2008



47 ARRESTATIONS

Le bilan émis hier par le Service de police de la Ville de Montréal rapporte que 47 personnes ont été arrêtées samedi par les policiers lors d'une manifestation qui avait pour but de protester contre la brutalité policière. Quelques centaines de personnes s'étaient rassemblées tout près de la station de métro Berri-UQAM à l'invitation du Collectif opposé à la brutalité policière. Les manifestants arrêtés seront accusés de méfaits, de voies de fait contre un agent de la paix, de vol et autres infractions à des règlements municipaux. (JCG)

LA PRESSE : 1^{ère} page : Manif contre la brutalité policière: 47 personnes arrêtées - Le dimanche 16 mars 2008

32 arrestations et beaucoup de fenêtres cassées



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Moins de 10 minutes après le départ de la 12^e manifestation annuelle contre la brutalité policière, hier après-midi, la cohésion entre ses quelque 1000 participants était déjà vacillante. Les manifestants, dont 32 ont fini dans un fourgon cellulaire, ne semblaient pas tous s'entendre sur les cibles prioritaires de leur démarche. Un cocktail Molotov a partiellement incendié un véhicule, et les fenêtres de restaurants ont été brisées.

Nos informations en page A10

Tristan Péloquin, La Presse

«On est là pour se battre contre la police, pas pour se battre nous autres!» Moins de 10 minutes après le départ de la 12e manifestation annuelle contre la brutalité policière, hier après-midi, la cohésion entre ses quelque 1000 participants était déjà vacillante.

Les manifestants, dont 47 ont fini dans un fourgon cellulaire, ne semblaient pas tous s'entendre sur les cibles prioritaires de leur démarche. Un cocktail Molotov a partiellement incendié un véhicule, et les fenêtres de restaurants McDonald's, Subway, Quiznos et d'abribus ont volé en éclats

sans faire trop de vagues dans la foule. Mais lorsqu'un manifestant s'est attaqué sans raison apparente à une fenêtre du bâtiment en construction de l'îlot Voyageur, une bataille a failli éclater. La foule a aussi sévèrement rabroué deux contestataires qui ont fracassé à coups de poubelle les fenêtres d'un pavillon de l'UQAM, rue Sainte-Catherine

Les manifestants arrêtés seront notamment accusés de méfaits, de voies de fait contre un agent de la paix, de vol et de différentes infractions à des règlements municipaux.

Dès le départ, des manifestants qui se cachaient le visage sous des cagoules ont cherché à provo-

quer les policiers en les abreuvant généreusement d'insultes. Une première charge policière a failli être déclenchée avant même que le convoi ne se mette en branle, quand un jeune homme muni d'un bâton a arraché une caméra vidéo des mains d'une policière et l'a fracassée sur le sol.

Officiellement, la marche organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière avait pour but de dénoncer «les bavures et la discrimination commises impunément par les policiers». «Depuis 21 ans, les policiers du SPVM ont tué 42 personnes, en ouvrant le feu contre elles ou en les battant de leurs mains nues. Pourtant, il n'y a jamais eu d'accusations contre aucun d'entre eux», a dé-

noncé la porte-parole du collectif, Sophie Sénécal. La coalition voulait aussi dénoncer l'utilisation de plus en plus répandue du pistolet à décharge électrique, communément appelé Taser, impliqué dans plusieurs cas de décès lors d'interventions policières.

Aucun mot d'ordre n'a été donné aux marcheurs par les organisateurs. L'itinéraire était totalement improvisé. «Nous organisons une manifestation, pas une émeute», a assuré Mme Sénécal. Quelques minutes plus tard, cette dernière se trouvait

aux côtés de manifestants masqués qui se sont emparés d'un gros conteneur à déchets sur roulettes, scandant «fuck the police». Le conteneur a été projeté contre une voiture de police, causant des dommages mineurs.

La situation a bien failli tourner au vinaigre lorsqu'une vingtaine d'individus masqués se sont subitement engouffrés dans un dépanneur de la rue Sherbrooke. La dame derrière le comptoir, visiblement affolée mais suffisamment alerte pour prendre quelques photos des manifestants, les a

vite expulsés. Certains sont sortis avec des boisons gazeuses volées.

Sans cesse divisée par des escadrons de policiers casqués et équipés de matraques et de boucliers, la foule a fini par se disperser après environ deux heures. Aucune canette de gaz lacrymogène n'a été utilisée. Les policiers affirment qu'on ne leur a rapporté aucune blessure sérieuse parmi la foule et parmi les forces de l'ordre.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Des pacifistes plutôt turbulents : Manif violente, Mise à jour: Dimanche 16 mars 2008, à 09:52



PHOTOS HUGO-SÉBASTIEN AUBERT
1 Certains manifestants ont lancé des projectiles sur des commerces, des voitures et des pavillons de l'UQAM.
2 Dans la photo du bas, des policiers se font lancer une bouteille pendant qu'ils maîtrisent un manifestant.

CHARLES POULIN

Comme c'est devenu une habitude, la manifestation contre la brutalité policière s'est encore soldée, hier, par une série d'arrestations, de méfaits publics, de vitrines fracassées et par une voiture incendiée au cocktail Molotov.

La manifestation, organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière, a réuni environ 1000

personnes à la place Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal.

[GALERIE D'IMAGES](#)

Les manifestants et les policiers du SPVM ont joué au chat et à la souris pendant plus de trois heures dans le quadrilatère des rues Sainte-Catherine, Saint-Hubert, Sherbrooke et Jeanne-Mance.

Ça n'aura pris qu'une demi-heure après le début de la marche avant que certains manifestants

décident de lancer poubelles, morceaux de bois, briques et autres projectiles, fracassant au passage les vitrines des pavillons J.-A. de Sève de l'UQAM et du magasin Omer DeSerres.

Arrestations

Des voitures ont également été vandalisées, dont une a brûlé à cause d'un cocktail Molotov sur la rue Boisbriand.

Chaque fois que les policiers casqués ont décidé de charger, bon nombre de manifestants se sont dirigés vers le métro.

Il ne restait plus qu'un noyau d'une cinquantaine d'irréductibles, vers 18 h, lorsque la majorité des 32 arrestations est survenue.

Heureusement, le SPVM ne faisait état d'aucun blessé.

THE GAZETTE : Clashes at anti-brutality demo - Annual march saw heavy-handedness from protesters and police - Sunday, March 16, 2008



Demonstrators smashed in the windows of a police van during a demonstration staged by the Collective Opposed to Police Brutality, marking the 12th annual International Day Against Police Brutality.

MAX HARROLD THE GAZETTE

In a cat-and-mouse game that snarled traffic and frayed nerves downtown, about 300 protesters confronted Montreal police yesterday during the 12th annual march against police brutality.

Thirty-two people were arrested as about 10 fast food restaurant windows were broken and one car was firebombed by people in the throng, which gathered about 3:30 p.m. outside the Berri-UQAM métro station.

Marchers held signs fashioned like tombstones, inscribed with the names of 42 people they said have been killed by local police in the past 21 years.

The three-hour march also included people opposed to racial profiling by police, members of student groups, union sympathizers, sex-trade workers, Communists and self-styled anarchists.

"I'm doing this because the way police treat people is unfair," said a 19-year-old man who gave his name as Backox.

Wearing a scarf over his mouth and nose to hide his face, he said he had been roughed up about a year ago by police who found him playing music and begging in Viger Square.

"They used their police batons on me," he said. "I got two broken ribs and I still have trouble breathing sometimes."

About 90 minutes later, his face was pressed to the slushy pavement on Ste. Catherine St. as three officers held him down after he had charged at the riot squad with a wooden stick.

His face was bleeding as he was led away in handcuffs.

"They're so rough," a woman at St. Urbain St. and Sherbrooke St. said of police as one of them yelled at a man in a wheelchair: "Get out of the way, you're making trouble."

Marchers threw snowballs, beer bottles and a few roses at the police as they clashed in front of a supermarket nearby.

At one point, an elderly woman emerged with her groceries to a wall of riot police.

"What is this?" she said nervously as police escorted her across the street.

About 20 protesters were booed by their compatriots when they emerged with stolen fistfuls of bags of chips and other items from a dépanneur on Sherbrooke St. near Coloniale Ave.

Police officers, fronted by their shields, charged up streets to corral the protesters and separate them into smaller groups.

A Sûreté du Québec helicopter buzzed overhead, but an SQ spokesperson could not say whether it was to help Montreal police.

Stefan Christoff, a member of the Collective Opposed to Police Brutality, the group that organized the march, said the provocation of police by marchers should be put in context.

"Many of these people have been victims of police violence," Christoff said.

"They face it all the time, the rest of the year. (Some) are poor students and homeless people. They're unarmed, but look at the police," he said. It is they "who are armed and dangerous."

Christoff pointed to the case of Mohamed Anas Bennis, shot to death by Montreal police in December 2005, as proof that police have something to hide.

Police have said Bennis, 25, was shot after he attacked an officer with a knife, slashing him in the neck and the leg in Côte des Neiges during a police operation.

Officials have refused to show the Bennis family copies of the police and coroner's reports. Bennis's father said last week he suspects his son died because he was bearded, a devout Muslim and was mistaken for a terrorist.

And police regularly harass people for previous crimes, protester Émilie Laliberté-Danel said during the march.

"If a woman is arrested for solicitation, she is told she cannot stay in the same neighbourhood," explained Laliberté-Danel, a member of Stella, an advocacy group for prostitutes.

"So if they see her in the daytime just going to the store, they stop her and she is then thrown in jail. When she moves to another area it starts all over again."

The march is held every year to mark the fatal beatings of an 11-year-old and a 12-year-old in Switzerland on March 15, 1996.

The charges against yesterday's protesters included mischief, assaulting a police officer and theft - because marchers broke a window of a police car and took an equipment bag out.

CBC - MONTREAL : Police, protesters clash at Montreal anti-brutality march - Saturday, March 15, 2008, 9.33 pm



A demonstrator tries to avoid riot police in Montreal during a protest Saturday against police brutality. No one was injured, but 20 people were arrested. (Graham Hughes/Canadian Press)
 A Montreal protest condemning police brutality turned violent on Saturday, with police arresting about 20 people. Officers in full riot gear clashed with the group of 200 protesters. Several marchers launched beer bottles, snowballs and chunks of ice at police, passersby and members of the media. Montreal police Const. Lynne Labelle said a Molotov cocktail was thrown into a car, but no one was injured in the clashes.

In one melee, demonstrators smashed the windows of a police van with wooden sticks and tried to snatch equipment. They also damaged cars and broke several storefront windows as they snaked their way through Montreal's core. Dozens of officers and police cruisers swarmed the streets while a helicopter circled overhead. A number of marchers carried signs bearing the name of Michel Berniquez, who died in hospital in 2003 shortly after police arrested him. A coroner's report said Berniquez, 45, died of heart failure, probably brought on in part by cocaine use.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Brutalité policière : Une quarantaine d'arrestations - Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 19 h 11



Des policiers tentent de maîtriser un manifestant.

Environ 47 personnes ont été arrêtées samedi par les policiers lors d'une manifestation qui avait pour but de protester contre la brutalité policière. Quelques centaines de personnes se sont rassemblées près du métro Berri-UQAM à l'occasion de cet événement annuel, organisé par le Collectif opposé à la brutalité policière. La manifestation avait pour but de dénoncer, entre autres, le profilage ethnique, les altercations survenues l'an dernier entre les policiers et les étudiants en grève. Il s'agissait aussi d'exiger la fin de l'utilisation des pistolets à décharge électrique. Les participants provenaient de différents groupes, comme des organismes communautaires et

étudiants ainsi que des membres de l'association STELLA, qui représente les travailleuses du sexe. **Dégâts**
 Comme chaque année, la manifestation, qui a débuté dans le calme, s'est terminée par des affrontements entre un groupe de manifestants et les policiers. De nombreux dommages ont été causés, notamment aux stations de métro Place des Arts et Saint-Laurent. Selon la porte-parole du SPVM, Lynne Labelle, des vitrines d'établissements commerciaux et des vitres de véhicules ont été fracassées. Des voitures ont aussi été incendiées. Des manifestants, dont la plupart étaient masqués, ont lancé des bouteilles de bière et des boules de neige aux policiers.

CYBEPRESSE : Manifestation contre la brutalité policière: 32 personnes arrêtées - Le samedi 15 mars 2008

Presse Canadienne, Montréal
Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a confirmé, samedi, que 32 personnes ont été arrêtées lors d'une manifestation qui avait pour but de protester contre la brutalité policière.

Quelques centaines de personnes ont participé au rassemblement samedi après-midi, au centre-ville de Montréal. De nombreux dommages ont été causés, notamment aux stations de métro Place des Arts et Saint-Laurent. La porte-parole du SPVM, Lynne Labelle, précise que des vitrines d'établissements commerciaux et

des vitres de véhicules ont été fracassées. Des automobiles ont aussi été incendiées. Des manifestants, dont la plupart étaient masqués, ont lancé des bouteilles de bière et des boules de neige aux policiers. Selon Mme Labelle, les escouades spécialisées ont laissé les gens manifester et ne sont intervenues que lorsque le tout a dégénéré.

LCN : Manifestation contre la brutalité policière : 32 personnes arrêtées à Montréal - Mise à jour : Samedi 15 mars 2008, à 17:34



Photo PC

Une manifestation contre la brutalité policière a dégénéré au centre-ville de Montréal, samedi après-midi. La police a dû disperser les quelques centaines de manifestants à la suite de grabuge. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a confirmé, samedi, que 32 personnes ont été arrêtées lors de cette manifestation. De nombreux dommages ont été causés, notamment aux stations de métro Place des Arts et Saint-Laurent. La porte-parole du SPVM, Lynne

Labelle, précise que des vitrines d'établissements commerciaux et des vitres de véhicules ont été fracassées. Des automobiles ont aussi été incendiées. Les protestataires ont également mis le feu à deux voitures et lancé un cocktail molotov sur une autopatrouille. Un policier en civil aurait aussi été légèrement blessé. Des manifestants, dont la plupart étaient masqués, ont lancé des bouteilles de bière et des boules de neige aux policiers. Selon Mme Labelle,

les escouades spécialisées ont laissé les gens manifester et ne sont intervenues que lorsque le tout a dégénéré. Cette journée a été décrétée par le Collectif opposé à la brutalité policière après que deux jeunes eurent été tabassés en mars 1996, en Suisse. Des manifestations de ce genre se tiennent un peu partout à travers le monde à pareille date.

Budget, politique provinciales

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Pauline Marois a confirmé son emprise sur le PQ au conseil national - Édition du lundi 17 mars 2008

Robert Dutrisac
Saint-Hyacinthe -- Pauline Marois a triomphé au terme de son premier conseil national à titre de chef du Parti québécois. Les militants péquistes ont adopté de façon presque unanime ses grandes orientations: social-démocratie rénovée, axée sur la création de la richesse, et abandon de l'obligation de tenir un référendum.
(...)
Plusieurs éléments des 242 propositions présentées au départ au Conseil national allaient à l'encontre des positions de la chef. C'est le cas de certaines propositions discutées dans l'atelier sur l'éducation que les membres du Comité national des jeunes (CNJ) avaient investi. On réclamait la pleine gratuité de l'enseignement universitaire et le gel des droits de scolarité. La porte-parole pour

l'éducation, Marie Malavoy, et le whip Stéphane Bédard, ont veillé au grain. La notion de gratuité a été évacuée. Le gel des droits est inscrit dans la proposition adoptée, hier, mais, il est temporaire. Rapidement après une victoire du PQ, la tenue d'un Sommet sur l'éducation y mettra fin, et le gouvernement tranchera par la suite.
La proposition principale sur l'éducation comprend également la possibilité pour un étudiant de reporter jusqu'à la toute fin de ses études le paiement des droits de scolarité lorsque son revenu sera suffisant. On veut aussi supprimer le principe de la contribution parentale de l'aide financière aux études. Mais ces mesures, qui sont onéreuses, ne seront arrêtées qu'à la suite du Sommet, a indiqué hier Mme Marois.
(...)

Le porte-parole pour la langue et la culture, Pierre Curzi, est intervenu samedi pour s'opposer au projet d'enseigner à l'école la «langue standard québécoise», un abâtardissement de la langue française dénoncé par nombre de linguistes. On se contentera de «renforcer résolument l'enseignement du français». Point à la ligne.
(...)
Enfin, la volonté de Mme Marois d'instaurer des cours intensifs d'anglais à la fin du primaire ou au début du secondaire figure dans cette résolution. Mais comme un militant vigilant l'a fait observer samedi, les cours d'anglais n'ont rien à voir avec l'identité québécoise, du moins au PQ. La proposition a été votée telle quelle hier, mais on a promis que cet encouragement au bilinguisme se retrouverait dans la section sur l'éducation.

LA PRESSE : Marois prend le virage d'une «social-démocratie» moderne - Le lundi 17 mars 2008

Tommy Chouinard, La Presse
Saint-Hyacinthe
«Le Parti québécois a pris le virage de la social-démocratie moderne», a lancé Pauline Marois, hier, au terme d'un conseil national serin où les militants ont accepté presque intégralement les propositions qu'elle avait mises sur la table.
(...)
En éducation, sous la pression de l'aile jeunesse maintenant dirigée par Isabelle Fontaine, les militants ont approuvé l'idée de geler les droits de

scolarité jusqu'à la tenue d'un sommet sur le financement de l'éducation postsecondaire. Or, Pauline Marois s'était déjà prononcée en faveur du dégel. La proposition adoptée hier, «ce n'est pas l'idée de geler éternellement les frais», a-t-elle insisté. Selon elle, un gouvernement péquiste tiendrait «rapidement» le sommet afin de déterminer quelle serait «la progression des frais de scolarité».
Les militants ont également voté en faveur d'éliminer la contribution parentale dans le calcul des prêts et bourses. Une telle mesure pourrait repré-

senter «beaucoup d'argent» pour l'État, a reconnu Mme Marois, qui souhaite que cette question fasse partie des discussions d'un éventuel sommet. Selon une autre proposition adoptée hier, le PQ veut donner la possibilité à un étudiant de reporter le paiement de ses droits de scolarité à la fin de ses études, «lorsque son revenu sera suffisant».
(...)

LE SOLEIL : Congrès national du PQ : une social-démocratie assaisonnée à droite - Le lundi 17 mars 2008

Martin Pelchat, Le Soleil
Saint-Hyacinthe
Baisses d'impôt pour les entreprises, abolition de la taxe sur le capital, évaluation de la performance des écoles et des hôpitaux : le PQ a assaisonné en fin de semaine sa social-démocratie de politiques de droite, même si Pauline Marois a dû mettre un bémol sur son appui au dégel des frais de scolarité.
(...)
Vous quittez la gauche? lui a-t-on demandé en point de presse. «On s'assure que nos politiques

de gauche puissent être réalisées et mises en œuvre, a-t-elle répondu. Si nous voulons maintenir la qualité de nos services publics, il faut avoir les moyens de le faire.»
Un bémol toutefois dans ce virage : même si Pauline Marois prône le dégel des droits de scolarité universitaire, le Comité national des jeunes a facilement réussi à faire avaliser un engagement à les geler jusqu'à la tenue d'un sommet. La proposition, vite applaudie par la Fédération étudiante universitaire, élimine de plus la contribution parentale du calcul des prêts et bourses et offre la

gratuité aux diplômés qui vont travailler dans une région-ressource. «Non au dégel de Jean Charrest», a claironné le leader sortant de l'aile jeunesse.
«Ce n'est pas l'idée de geler éternellement les frais», a insisté Mme Marois devant la presse en soulignant que le gel ne durerait que jusqu'à la tenue d'un sommet, où un «contrat social» sera conclu avec les étudiants. «Je présenterai là ce que j'imagine comme progression des frais de scolarité.»
(...)





Droits de scolarité

Jean-Patrick Brady

Les promesses du PQ plaisent à la FEUQ

ÉDUCATION. Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'est réjoui hier des engagements en matière d'enseignement postsecondaire pris par le Parti québécois (PQ) lors de son conseil national. Jean-Patrick Brady s'est dit heureux de constater qu'un éventuel gouvernement péquiste s'engagerait à mettre fin au dégel des droits de scolarité et à tenir un sommet sur le financement des études postsecondaires.

Le PQ s'est aussi engagé à réinvestir massivement dans les établissements d'enseignement postsecondaire, à encadrer les frais afférents et à bonifier et reformer les programmes d'aide financière aux études.

« Nous resterons vigilants d'ici les prochaines élections », a déclaré Jean-Patrick Brady. Mais disons que le PQ a démontré une volonté politique qui fait toujours défaut aux deux autres partis représentés à l'Assemblée nationale. »

MÉTRO

« Nous resterons vigilants d'ici les prochaines élections. »

Jean-Patrick Brady

RADIO-CANADA / GATINEAU : Éducation : Un environnement plus stimulant- Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 10 h 30

Plus d'info
Audio et Vidéo

[Le reportage de René Hardy](#)

La direction du Cégep de l'Outaouais se réjouit du fait que le gouvernement québécois a respecté ses engagements sur le financement postsecondaire dans son budget présenté jeudi. L'institution recevra quelque 1,5 million de dollars de plus par année.

La directrice générale du Cégep, Marielle Poirier, affirme que ces ressources supplémentaires serviront principalement à bonifier les services aux étudiants. « Notre grande priorité est beaucoup autour du soutien de la vie étudiante », explique-t-elle. « On n'a pas toujours les services professionnels d'accompagnement et donc ça, ajoute Mme Poirier, ça va nous permettre de répondre à ces besoins-là. »

Le financement supplémentaire servira aussi à favoriser l'intégration de nouveaux enseignants. Au cours des cinq prochaines années, la moitié des enseignants du collège prendront leur retraite. Le Cégep de l'Outaouais compte 4200 étudiants. Le budget annuel de l'institution s'élève à 42 millions de dollars.

LE DEVOIR : 250 millions de plus en faveur de l'éducation supérieure - Édition du vendredi 14 mars 2008

Antoine Robitaille

Québec -- Le gouvernement Charest consacra 250 millions de plus en cinq ans à l'enseignement supérieur, a annoncé hier la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget. « Notre marge de manoeuvre est limitée et nous devons faire des choix. Nous faisons le choix de l'éducation », a-t-elle déclaré dans son discours. « L'engagement, c'était 200 millions sur cinq ans, mais le chiffre est de 250 millions. Il y a quand même une bonification », a souligné la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, hier.

En tout, Québec investira dans l'enseignement supérieur 40 millions de dollars de plus en 2008-09 et 53 millions de plus par année à compter de 2009-10. Au cours de l'année financière qui vient, le budget total des cégeps et des universités dépassera de 453 millions de dollars celui de 2006-07.

La ministre Courchesne a rappelé que le gouvernement s'était engagé à investir, d'ici 2012, « un milliard de dollars de plus que l'enveloppe de dépenses consentie à l'enseignement supérieur en 2006-07 ». Avec les sommes annoncées dans le budget 2008-09, « près de la moitié de l'objectif sera atteint », a-t-elle dit.

Selon les deux ministres, ces montants permettront aux établissements d'enseignement supé-

rieur d'accroître leur « capacité d'enseignement » et de recherche afin de « mieux se positionner sur la scène internationale ». L'augmentation des budgets a aussi pour but, ont-elles expliqué, de « renouveler plus facilement le corps professoral et d'attribuer des bourses en enseignement dans les disciplines importantes pour le développement du Québec que sont par exemple le génie et l'administration ». D'autres objectifs sont visés, par exemple « accroître la visibilité et la mobilité internationale [des] étudiants » et « aider au paiement des coûts indirects générés par leurs activités de recherche ».

Mme Courchesne a rappelé à ceux qui disent qu'il n'y a pas beaucoup d'argent celui qui couvrira les « coûts de système », c'est-à-dire l'augmentation normale des coûts (inflation et augmentations de salaire). « Arrêtons de penser que des coûts de système, ce n'est pas de l'argent, [que ce n'est] pas de l'investissement. Parce que si on ne donnait pas les coûts de système, comme le gouvernement précédent [péquiste] l'a fait pendant des années, c'est ça qui a creusé le fossé », a-t-elle déclaré.

« Les annonces faites aujourd'hui sont fort bien reçues par les universités québécoises et constituent un pas important dans la bonne direction concernant le sous-financement chronique des

universités », a réagi Heather Munroe-Blum, présidente de la CREPUQ, principale et vice-chancelière de l'université McGill.

La Fédération des cégeps a aussi applaudi à la nouvelle, surtout qu'elle recevra une part de 40 % du montant supplémentaire, soit 75 millions de dollars, ce qui « reflète fidèlement la proportion du réseau collégial dans le budget du Québec consacré à l'enseignement postsecondaire », a déclaré Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Les associations partagées

Les sentiments des associations étudiantes universitaires et collégiales étaient partagés hier. Ainsi, elles se sont dites « encouragées » de voir près de 227 millions « d'argent neuf » consacrés dès cette année au réseau postsecondaire. « C'est quand même une bonne chose de voir qu'il y a 152 millions d'argent neuf dès l'année prochaine. Mais là-dedans, il y en a 112 qui viennent du gouvernement fédéral. Va falloir qu'il y en ait plus prochainement de la part du gouvernement provincial, mais c'est quand même un pas dans la bonne direction », a déclaré Jean Patrick Brady, de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

LE DEVOIR : L'aventure immobilière de l'UQAM coûtera 200 millions aux Québécois - Édition du vendredi 14 mars 2008

Kathleen Lévesque

Le dérapage financier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans le projet de l'îlot Voyageur coûtera quelque 200 millions de dollars à l'ensemble des contribuables québécois, prévoit le gouvernement.

Dans les prévisions budgétaires déposées hier, Québec a créé une réserve de 200 millions afin d'éponger une partie de la dette liée à l'aventure immobilière de l'UQAM. Jusqu'à maintenant, 269 millions ont été dépensés dans ce projet par l'émission d'obligations par l'UQAM. Selon des hypothèses conservatrices, la valeur de l'îlot

Voyageur laissé en plan ne serait donc plus que de 69 millions sur le marché immobilier.

La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, estime qu'il ne faut pas s'en étonner. « De toute façon, pour l'instant, ça ne vaut plus rien puisque le projet est arrêté. Mais c'est un site formidable pour un développement », a dit au Devoir la ministre.

La provision de 200 millions est un ordre de grandeur puisque le dossier est loin d'être réglé. L'UQAM et le promoteur Busac, propriétaire des terrains de l'îlot Voyageur, sont toujours en négociations afin de revoir les termes du contrat les liant. Toutefois, la Société immobilière Trans-

Québec (SITQ), une filiale de la Caisse de dépôt et placement, analyse depuis quelques mois la possibilité de mettre la main sur l'îlot Voyageur, comme le révélait hier Le Devoir.

« Henri-Paul Rousseau [le p.-d.g. de la Caisse] savait qu'on était mal pris et la Caisse est la mieux placée pour s'intéresser à ce dossier », a ajouté Monique Jérôme-Forget.

Selon les informations recueillies par Le Devoir, les travaux de la SITQ sont très avancés. La société étudie sur une base d'affaires le dossier en collaboration avec des partenaires privés pour redévelopper l'îlot Voyageur. Des discussions sont également en cours avec de « gros locataires ». De

source sûre, on indique que, si le montage financier du projet de l'UQAM a été mal ficelé, cela n'enlève rien au potentiel réel du site. Les avantages y sont nombreux, souligne-t-on: centre-ville, accès au réseau souterrain de métro et situé en face de la Grande Bibliothèque. D'ailleurs, entre les mains de la SITQ et de ses partenaires, il ne restera plus rien du projet initial de l'UQAM. Le projet qui est en discussion considère la construction complétée de la gare d'autobus et des stationnements souterrains mais exclut l'idée d'ériger un pavillon universitaire, une tour à bureaux et des résidences étudiantes. Dans ce dernier cas, la structure est déjà en place. Elle pourrait toutefois être transformée et avoir une

nouvelle vocation. Chose certaine, l'îlot Voyageur tel qu'envisagé afin de répondre au déficit d'espace de l'UQAM est mort, assure-t-on. À l'origine, l'îlot Voyageur devait s'autofinancer grâce notamment aux stationnements et aux espaces de bureaux. Or il y a eu surévaluation des revenus et sous-évaluation des investissements. S'est ajouté à cette situation un problème de gouvernance puisque la haute direction de l'université tenait une double comptabilité du projet: les membres du conseil d'administration n'avaient pas accès aux informations qui auraient dû sonner l'alerte. L'îlot Voyageur ainsi que le Complexe des sciences ont à eux deux creusé un trou gigantesque dans

les finances de l'UQAM. Le problème pourrait atteindre le demi-milliard de dollars d'ici 2012 si rien n'est fait. En septembre dernier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a toutefois annoncé l'intention du gouvernement de récupérer l'îlot Voyageur et ses répercussions financières. L'UQAM réclame toutefois que le gouvernement prenne également sous son aile le Complexe des sciences, ce que refuse catégoriquement Québec jusqu'à maintenant. Pour le gouvernement, l'îlot Voyageur apparaît comme le véritable noeud du problème. L'intérêt de la Caisse de dépôt et placement pour le dossier s'inscrit dans cette perspective.

LA PRESSE : La belle part aux universités - Le vendredi 14 mars 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Le budget alloué à l'Éducation connaîtra en 2008-2009 une hausse de 4,6%, légèrement supérieure à la moyenne des années passées. Les universités, qui crient famine depuis une décennie, rafleront la part la plus importante du gâteau. Mais les cégeps, les écoles primaires et secondaires ne resteront pas sur leur faim.

Après la santé, l'éducation demeurera l'an prochain le poste de dépenses le plus important, accaparant à lui seul 26,5% du budget de la province. Le gouvernement y investira 612 millions de plus que l'année précédente, une somme impressionnante, dont plus du tiers servira à éponger l'augmentation normale des coûts de système (268 millions).

En matière d'argent frais, les universités récolteront la plus grosse mise, grâce à cette enveloppe-surprise de 40 millions dévoilée hier, assortie d'une promesse de réinvestissement additionnel de 250 millions sur cinq ans. Cette somme devra servir à améliorer leur positionnement sur la scène internationale, à faciliter le renouvellement du corps professoral et à attribuer des bourses en enseignement dans «les disciplines importantes pour le développement du Québec comme le génie et l'administration», a dit Monique Jérôme-Forget. Les universités profiteront aussi de 112 des 187 millions des transferts fédéraux annoncés dans le budget fédéral de l'an dernier.

Au total, le portefeuille des universités fait ainsi un bond de 8%, soit le double de la croissance des dépenses liées à l'éducation en moyenne depuis 2002-2003. Québec prend même un peu d'avance sur son objectif de réinvestir graduellement un milliard de plus en éducation post-secondaire en 2012 qu'en 2007: la hausse planifiée de 400 millions pour l'an prochain atteindra plutôt 453 millions.

Les cégeps

Les nouvelles sont bonnes aussi pour les cégeps, qui obtiennent 40% des 187 millions des transferts fédéraux, alors que des rumeurs laissaient craindre au réseau un pourcentage nettement inférieur. «C'est la meilleure nouvelle que nous ayons depuis 2000. Elle met fin à une longue disette», a commenté hier Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps. Les établissements de petite taille situés hors des grands centres, et fortement touchés par la baisse de la natalité, seront privilégiés. «On reconnaît enfin notre importance dans le développement des régions», a noté M. Boucher.

Ce réinvestissement est toutefois loin de régler la question du sous-financement du réseau post-secondaire, chiffré à 705 millions par année par les cégeps et les universités. «Comme on ne s'attend pas à de nouveaux transferts fédéraux, le Québec devra trouver des marges de manoeuvre pour faire sa part d'ici les prochaines années», a mis

en garde Guy-Aume Descôteaux, vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Au primaire et au secondaire

Dans l'ensemble, peu de changements seront initiés au primaire et au secondaire l'an prochain. Côté nouveautés, Québec investira 11,9 millions pour implanter son plan d'action pour l'amélioration du français, dévoilé à la mi-janvier, et 34 millions pour soutenir l'implantation de la réforme de l'éducation en quatrième secondaire et dans la formation professionnelle. Le plan d'action sur la lecture à l'école sera renouvelé pour une période de trois ans. Quelque 800 000\$ serviront à l'embauche de bibliothécaires, qui font défaut dans les écoles du Québec.

«En assumant l'augmentation des coûts de système et en confirmant la poursuite de certains programmes, on peut non seulement maintenir, mais améliorer les services offerts aux élèves, a signalé hier André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires. Bien sûr qu'on aurait aimé avoir davantage, mais dans le contexte budgétaire difficile, on ne peut pas être déçus.» Le Parti québécois a toutefois dénoncé la faiblesse des nouveaux investissements. «La hausse du budget pour les enfants en grande difficulté n'est que de 5 millions, alors que les besoins sont immenses, a dit François Legault. Cinq millions, c'est à peine une heure de services par école par semaine.»

LA PRESSE : La FEUQ encouragée - Vendredi 14 mars 2008

LA FEUQ ENCOURAGÉE

La FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec sont encouragées par les 227 millions supplémentaires investis dans le réseau postsecondaire. «C'est une nouvelle qu'on attendait depuis longtemps», a souligné le président de la FEUQ, Jean-Patrick Boudy. Reste que les deux fédérations s'inquiètent de voir que sur les 227 millions promis, seulement 40 millions proviennent véritablement du gouvernement provincial.

FCSQ

La Fédération des commissions scolaires du Québec se réjouit des 300 millions additionnels qui lui sont accordés. Elle se dit toutefois surprise que les sommes consacrées à la francisation des immigrants soient centralisées au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Elle déplore aussi l'absence d'un plan concernant l'école publique et les commissions scolaires.

— Hugo Fontaine

ENSEIGNEMENT
 POSTSECONDAIRE

Un coup de pouce pour les universités

QUÉBEC | Après des années à engranger des déficits, les établissements d'enseignement postsecondaire vont finalement pouvoir sortir un peu la tête de l'eau.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT
 Le Journal de Montréal

Une enveloppe de 40 millions de dollars supplémentaires sera octroyée cette année aux universités, ce qui devrait leur permettre de ne plus être dans le rouge.

Un départ

«Ca donne un bon coup de main, mais c'est évident qu'il va falloir continuer de faire des efforts», a indiqué le ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

Généralement très prompts à manifester leur insatisfaction, les fédérations étudiantes se sont réjouies des nouvelles sommes investies.

«C'est un bon départ, un pas dans la bonne direction», a dit Jean-Patrick Braddy, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

«Avec cet argent, les universités devraient être capables de ne plus faire de déficits, si elles ont une bonne gestion», a-t-il laissé tomber.

Besoins colossaux

Manque de profs, bibliothèques délabrées, immeubles parfois délabrés : les besoins des universités et cégeps demeurent malgré tout colossaux. Il faut tout d'abord remarquer Guillaume Descôteaux, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Pour rejoindre la moyenne canadienne, les établissements universitaires québécois auraient besoin de 400 M\$, tandis que le manque au collégial se chiffre à 300 M\$.

François Legault, critique en matière de finances pour le Parti québécois, a pour sa part ridiculisé les sommes investies.

«On est très loin du compte. Le gouffre est encore important», a-t-il dit.

jpineault@journalmtr.com

CYBERPRESSE : L'aventure immobilière de l'UQAM coûtera 200 millions \$ aux Québécois - Le
vendredi 14 mars 2008

La Presse Canadienne, Montréal

Le dérapage financier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans le projet de l'îlot Voyageur coûtera quelque 200 millions \$ à l'ensemble des contribuables québécois, prévoit le gouvernement du Québec.

Les prévisions budgétaires affichent en effet une réserve de 200 millions \$ afin d'éponger une partie de la dette liée à l'aventure immobilière de l'UQAM. Jusqu'à maintenant, 269 millions \$ ont été dépensés dans ce projet par l'émission d'obligations par l'UQAM.

Selon des hypothèses conservatrices, la valeur de l'îlot Voyageur laissé en plan ne serait donc plus que de 69 millions \$ sur le marché immobilier.

La provision de 200 millions \$ n'est qu'un ordre de grandeur puisque le dossier est loin d'être réglé. L'UQAM et le promoteur Busac, propriétaire des terrains de l'îlot Voyageur, sont toujours en négociations afin de revoir les termes du contrat les liant.

Toutefois, la Société immobilière Trans-Québec (SITQ), une filiale de la Caisse de dépôt et placement, analyse depuis quelques mois la possibilité de mettre la main sur l'îlot Voyageur, comme l'écrit *Le Devoir*. Les travaux de la SITQ seraient très avancés.

L'îlot Voyageur ainsi que le Complexe des sciences ont à eux deux creusé un trou gigantesque dans les finances de l'UQAM. Le problème pourrait

atteindre le demi-milliard \$ d'ici 2012 si rien n'est fait.

En septembre dernier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a toutefois annoncé l'intention du gouvernement de récupérer l'îlot Voyageur et ses répercussions financières. L'UQAM réclame toutefois que le gouvernement prenne également sous son aile le Complexe des sciences, ce que refuse catégoriquement Québec jusqu'à maintenant.

THE GAZETTE : Ho-hum: Universities are underwhelmed Nice try, but no gold star - Friday, March 14, 2008

JOHN KENNEY THE GAZETTE



Perhaps in reference to UQAM rector Claude Corbo (the French for "crow" is "corbeau"), students in crow outfits take part in a demonstration down-

town yesterday against cost-cutting measures brought on by the university's staggering debt.

PEGGY CURRAN

The Liberal government's promise to inject an extra \$250 million into Quebec universities over the next five years received fair to ho-hum grades from administrators, professors and student groups.

Speaking as president of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, McGill University principal Heather Munroe-Blum hailed the investment of \$50 million on top of the amount allotted in federal transfer payments for postsecondary education last fall as "a step in the right direction."

CRÉPUQ was also relieved to see Quebec will continue to give universities the full amount new students pay should enrolment increase, as there had been speculation the province might decide to withhold a portion of tuition fees.

"No slippage, but no spectacular advances," said the Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'universités, which noted the largest chunk of new money was confirmation of federal transfer payments.

Yesterday, students at Université du Québec à Montréal once again took to the streets to protest against cost-cutting measures brought on by the university's staggering debtload, which they blame on chronic underfunding of higher education.

RADIO-CANADA : Budget Québec 2008-2009 : Les faits saillants : Éducation

Universités
 Québec investira **250 millions** de dollars dans les universités québécoises au cours des **cinq prochaines années**. Ces 250 millions de dollars s'inscrivent dans le cadre de l'engagement du gouvernement du Québec d'investir 1 milliard de dollars dans l'enseignement supérieur d'ici 2012. Avec ce nouvel investissement, les universités et cégeps québécois recevront en 2008-2009 453 millions de dollars de plus que l'an dernier, compte tenu des mesures antérieures.

Cette somme comprend aussi la récente hausse annuelle de 187 millions de dollars des transferts fédéraux en matière d'éducation.

Formation professionnelle et technique

Pour faire face à la pénurie importante de main-d'œuvre qui se dessine dans les années à venir au Québec, la ministre des Finances investit dès cette année **150 millions** de dollars pour renforcer le développement de la formation de la **main-d'œuvre**. Principalement dans la formation professionnelle et technique.

Perfectionnement et accès à la formation

Monique Jérôme-Forget annonce également des mesures dans le domaine de l'emploi destinées aux travailleurs qui retournent à l'école ou qui désirent parfaire leurs compétences. ([détails](#))
« D'ici 2011, le Québec devra combler 700 000 emplois. Dans toutes les régions, on voit des affiches sur lesquelles on lit : "Nous embauchons". Nous manquons d'ingénieurs, d'infirmières et aussi de soudeurs, d'électriciens et de techniciens »
 - Monique Jérôme-Forget, ministre des Finances du Québec



Canada, paradis fiscal pour les grandes entreprises ?

MÉTRO : Réactions – Jeudi 06 mars 2008

RÉACTIONS. Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a rejeté les propos de l'étude du professeur Léo-Paul Lauzon sur les grandes entreprises canadiennes et les Impôts, présentée mardi. Il a en particulier nié le fait que les entreprises pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle. De son côté, Gaz Métro affirme avoir payé 23,4 % d'impôt sur ses profits, et non 0,9 % comme le mentionne l'étude.

MÉTRO/LA PRESSE CANADIENNE

24 HEURES : Impôt – Jeudi 06 mars 2008

Impôt

Gaz Métro n'a pas payé 0,9 % d'impôt en 2005, mais bien 23,4 %, a précisé mercredi la société, en accusant le professeur de comptabilité Léo-Paul Lauzon d'avoir commis une « grossière » erreur dans sa plus récente étude. (Presse canadienne)

JOURNAL DE MONTRÉAL : Étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM : Gaz Métro réplique à Lauzon : la société a payé 23,4% d'impôt en 2005 - Mise à jour: Mercredi 05 mars 2008, à 17:23

La Presse Canadienne

Gaz Métro a accusé mercredi le professeur Léo-Paul Lauzon, de l'UQAM, d'avoir commis une « grossière erreur » en soutenant que la société n'avait payé que 0,9% d'impôt sur ses profits, en 2005.

L'étude de la Chaire d'études socio-économiques, publiée mardi, se penchait notamment sur la Société en commandite Gaz Métro. Or cette dernière, qui s'apparente à une fiducie de revenu, n'est pas imposable en vertu des règles fiscales actuelles.

Par contre, Gaz Métro inc., qui détient 71% des parts de la Société en commandite, est assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

Ainsi, en 2005, Gaz Métro inc. a payé 10,9 millions \$ d'impôt sur les 46,7 millions \$ de profits nets de la Société en commandite lui étant attribués. A cela s'est ajouté un montant de 10,1 millions \$ au titre de la taxe sur le capital.

Au cours d'un entretien téléphonique, un porte-parole de Gaz Métro, Frédéric Krikorian, a estimé que M. Lauzon avait commis « une erreur grossière et troublante », d'autant plus que le professeur est comptable de profession.

Il faut préciser que contrairement aux rapports annuels de la Société en commandite, les rapports financiers consolidés de Gaz Métro inc. ne sont pas affichés sur le site web de l'entreprise. Ils sont toutefois accessibles sur le site www.sedar.com, maintenu par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Il a été impossible de joindre le professeur Lauzon, mercredi.

Le titre de Gaz Métro a clôturé mercredi à 16,03 \$, en hausse de 1,4%, à la Bourse de Toronto.

LE DEVOIR : Près de la moitié des sociétés publiques paient moins de 20 % d'impôt - Édition du mercredi 05 mars 2008

La Presse canadienne

Quelque 45 % des 200 plus grandes sociétés publiques canadiennes rentables ont payé moins de 20 % d'impôt sur leurs profits en 2005, révèle [une étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM](#) dévoilée hier.

Non seulement le taux d'impôt officiel combiné des sociétés est-il passé de 47 % en 1999 à 32 % en 2005, mais la plupart des entreprises paient beaucoup moins que cela, en réalité, sur leurs bénéfices annuels, a dénoncé le titulaire de la chaire, Léo-Paul Lauzon, lors d'une conférence de presse.

Pour y parvenir, les entreprises profitent d'innombrables abris fiscaux qui ont pour effet de diminuer leurs bénéfices nets et, du coup, leurs charges d'impôt réelles (amortissement accéléré de l'équipement, déduction des frais de recherche et développement, entre autres). Pour M. Lauzon, tout cela n'est que « maquillage comptable » et « générosité excessive des gouvernements ».

« Ici, c'est rendu un paradis fiscal », a-t-il déclaré, en rappelant que le taux d'imposition des sociétés était plus faible au Canada qu'aux États-Unis.

« Nos gouvernements se privent volontairement de recettes fiscales, a déploré le coloré professeur. Ça n'a aucun maudit bon sens qu'en pleine période d'opulence économique et de profits records d'entreprises, tous nos services publics crient autant famine. »

Une fois de plus, le professeur s'en est pris à Alcan, qui n'a pas payé d'impôt sur ses bénéfices au Canada depuis 2001, alors que pendant la même période, l'entreprise a versé 1,5 milliard de dollars aux fiscs de la France, des États-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Australie. En fait, depuis 2001, Alcan a eu droit à un remboursement d'impôts de 106 millions au Canada.

L'étude, à laquelle ont contribué les chercheurs Marc Hasbani et Martine Lauzon, souligne en outre qu'en 2005, Gaz Métro, le Canadien Pacifique, Gildan, Suncor Energy et ACE Aviation (la société mère d'Air Canada) ont payé moins de 5 % d'impôt sur leurs bénéfices, qui totalisaient 3,6 milliards, alors que Cogeco, la Financière Manuvie, Shaw Communications, Epcor Utilities et le Canadien National ont payé moins de 10 % d'impôt sur leurs profits collectifs de 7,3 milliards.

Critiques

Pour remédier en partie au problème, Léo-Paul Lauzon remet de l'avant l'idée d'un impôt minimum des sociétés, comme il en existe un en Ontario et dans d'autres pays industrialisés. Selon lui, un impôt minimum de 5 % sur les profits des grandes entreprises rapporterait chaque année un milliard à Québec et deux milliards à Ottawa, et cela « sans mettre en péril » la compétitivité fiscale du pays.

Luc Godbout, professeur de fiscalité à l'Université de Sherbrooke, conteste ces projections. Dans une étude parue en 2006, le fiscaliste et deux de ses collègues évaluaient à 75 millions le montant que tirerait Québec d'un impôt minimum sur les bénéfices, en se fondant sur l'expérience ontarienne, où une telle mesure existe depuis 1994.

La même étude soutenait qu'en dépit de la baisse des taux d'imposition des entreprises, au cours des dernières années, les montants que les gouvernements perçoivent auprès de ces dernières ont crû plus rapidement que le produit intérieur brut (PIB).

Aux yeux de M. Godbout les aides fiscales accordées aux entreprises constituent des moyens

efficaces de favoriser le développement économique.

Ces arguments ne trouvent évidemment aucun écho chez Léo-Paul Lauzon, qui cite un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) selon lequel la contribution des entreprises aux recettes fiscales du Canada est passée de 14,9 % en 1965 à 10,5 % en 2005. De plus, entre 1995 et 2004, les subventions aux entreprises ont bondi de 90 % pour atteindre 19 milliards, d'après l'Institut Fraser.

Le prof Lauzon ne manque pas de rappeler, non plus, que Statistique Canada a estimé à 88 milliards les actifs détenus en 2003 dans des paradis fiscaux.

«C'est d'une violence inouïe, a-t-il lâché. Il y a de la mortalité qui se cache derrière ça. [...] Vous le voyez, le sous-financement des services publics, il y a des gens qui meurent dans les hôpitaux à cause de ça.»

De son côté, le président du Conseil du patronat du Québec, Michel Kelly-Gagnon, a affirmé dans un communiqué que «les études du professeur

Lauzon sont surtout motivées par un acharnement idéologique contre la libre entreprise et s'inspirent d'une vision marxiste qui a été un échec total partout où elle a été appliquée».

Selon M. Kelly-Gagnon, la méthodologie de l'étude est «spécieuse». «Prétendre comme le fait M. Lauzon que les entreprises pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle est non seulement absurde mais équivaut à diffamer des milliers de gestionnaires et de comptables qui y travaillent», a-t-il ajouté.

CYBERPRESSE : Alcan paie-t-elle des impôts au Québec ? – Mardi 4 mars 2008 - 17h38

Olivier Bourque

Alcan, maintenant fusionnée avec l'australienne Rio Tinto, n'aurait pas payé d'impôts au Québec et au Canada entre 2001 et 2006 et aurait plutôt reçu un remboursement provenant des gouvernements.

C'est ce qu'indique [une étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'Université du Québec à Montréal \(UQAM\)](#).

Encore pis, selon les données recueillies provenant du rapport annuel de l'entreprise, le géant de l'aluminium aurait payé 1,5 G\$ d'impôts à l'étranger notamment en France, aux États-Unis, en Allemagne au Royaume-Uni et en Australie.

Durant cette période, Alcan a plutôt obtenu un remboursement de 106 M\$ des gouvernements canadien et québécois alors que l'entreprise a rapporté des profits de 4,3 G\$.

En outre, Alcan serait choyée par les gouvernements et par «leur générosité excessive par rapport aux autres pays occidentaux, qui inondent cette compagnie d'abris fiscaux et de déductions fiscales de toutes sortes».

Confirmation du côté d'Alcan: l'entreprise «a profité de certains avantages comme bon citoyen corporatif» entre 2001 et 2006, souligne Stefano Bertolli, porte-parole de Rio Tinto Alcan.

L'entreprise a notamment investi dans la recherche scientifique et dans la machinerie, ce qui a permis à Alcan de profiter d'avantages fiscaux.

Toutefois, souligne M. Bertolli, Alcan a versé 25 M\$ en taxe sur le capital et 225 M\$ d'impôts au Canada en 2007.

L'exemple d'Alcan en est un parmi d'autres, souligne la Chaire, qui a dévoilé les résultats d'une étude portant sur les 450 plus grandes firmes canadiennes en 2005.

Autres conclusions

Selon les auteurs de l'étude - Marc Hasbani, Martine Lauzon et Léo-Paul Lauzon -, le taux d'imposition statuaire des sociétés (provincial-fédéral) était de 47% en 1999 alors qu'il a descendu à 32% en 2005.

«Pendant ce temps, les entreprises canadiennes ont réalisé des profits records dont une augmentation de 20% en 2007», souligne Léo-Paul Lauzon qui s'étonne que cette «bonne nouvelle» n'ait pas été couverte par les médias.

Les observations de l'étude démontrent que 40% des compagnies canadiennes rentables ont payé moins de 20% en impôts fédéral, provincial et à l'étranger sur leurs profits.

Toujours selon l'étude, 20% de grandes compagnies rentables ont payé moins de 5% d'impôts sur le revenu en 2005.

D'autres comme Gaz Métro, Canadien Pacifique, Gildan, Suncor Energy et Gestion ACE Aviation auraient payé moins de 5% d'impôts sur leurs profits pour l'année 2005, constate la Chaire.

En outre, l'étude met également en lumière une autre réalité: l'évasion fiscale augmente au Canada. Selon des données de Statistique Canada, 11 G\$ étaient versés dans des paradis fiscaux en 1990 alors que ce chiffre atteignait 88 G\$ en 2003.

Les subventions aux entreprises ont également été en hausse. Selon la Fraser Institute, 19 G\$

ont été octroyés aux compagnies canadiennes en 2004. Neuf ans auparavant, les subventions étaient de 10 G\$.

Un impôt minimum

Les chercheurs recommandent différentes mesures dont celle de taxer équitablement tous les revenus de «ces agents économiques», comme l'avait suggéré le Fonds monétaire international (FMI) en 1995.

Un impôt minimum devrait également être instauré à chaque année pour les entreprises comme cela se fait en Ontario ou aux États-Unis, souligne Léo-Paul Lauzon.

«On ne veut pas surtaxer qui que ce soit, mais nous voulons des mesures fiscales équitables», souligne le chercheur Lauzon qui souligne que les gouvernements «taxent bien souvent le monde ordinaire».

Avec ces mesures, la Chaire croit que les gouvernements pourraient aller chercher environ 30 G\$ annuellement.

Conseil du patronat réagit

Le Conseil du patronat a réagi à l'étude indiquant que la méthodologie de cette étude est «spécieuse». Le CPQ souligne également que l'évasion fiscale n'est pas courante au Canada.

«Prétendre comme le fait M. Lauzon que les entreprises pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle est non seulement absurde mais équivaut à diffamer des milliers de gestionnaires et de comptables qui y travaillent», a indiqué le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon.

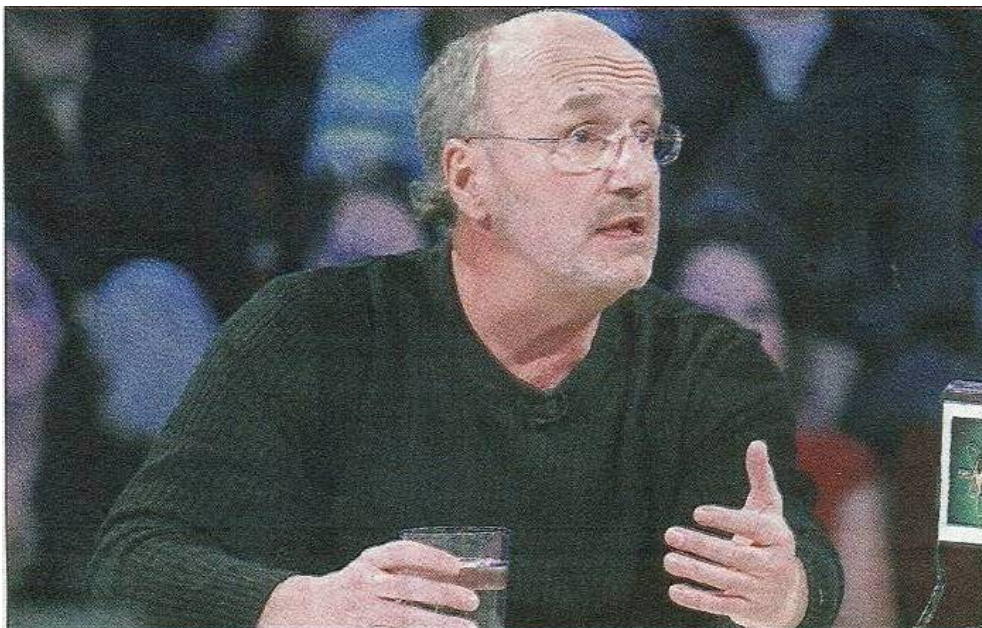


PHOTO D'ARCHIVES

■ Une étude réalisée par le professeur Léo-Paul Lauzon de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM soutient que les entreprises canadiennes ne paient pas leur juste part d'impôt sur le revenu.

Le Canada : un « paradis fiscal » pour les entreprises...

Quelque 45 % des 200 plus grandes sociétés publiques canadiennes rentables ont payé moins de 20 % d'impôt sur leurs profits en 2005, révèle une étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM dévoilée hier.

SYLVAIN LAROCQUE
La Presse Canadienne

Non seulement le taux d'impôt officiel combiné des sociétés est passé de 47 % en 1999 à 32 % en 2005, mais la plupart des entreprises paient beaucoup moins que cela, en réalité, sur leurs bénéfices annuels, a dénoncé le titulaire de la Chaire, Léo-Paul Lauzon, lors d'une conférence de presse.

Pour y parvenir, les entreprises profitent d'innombrables abris fiscaux qui ont pour effet de diminuer leurs bénéfices nets et, du coup, leurs charges d'impôt réelles (amortissement accéléré de l'équipement, déduction des frais de recherche et développement, entre autres). Pour M. Lauzon, tout cela n'est que «maquillage comptable» et «générosité excessive des gouvernements».

« Ici, c'est rendu un paradis fiscal », a-t-il déclaré, en rappelant

que le taux d'imposition des sociétés était plus faible au Canada qu'aux États-Unis.

« Nos gouvernements se privent volontairement de recettes fiscales, a déploré le coloré professeur. Ça n'a aucun maudit bon sens qu'en pleine période d'opulence économique et de profits records d'entreprises, tous nos services publics crient autant famine. »

Alcan : zéro impôt

Une fois de plus, le professeur s'en est pris à Alcan, qui n'a pas payé d'impôt sur ses bénéfices au Canada depuis 2001, alors que pendant la même période, l'entreprise a versé 1,5 G\$ aux fiscaux de la France, des États-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Australie. En fait, depuis 2001, Alcan a eu droit à un remboursement d'impôts de 106 M\$ au Canada.

L'étude, à laquelle ont contribué les chercheurs Marc Hasbani et Martine Lauzon, souligne en outre qu'en 2005, Gaz Métro, le Canadien Pacifique, Gildan, Suncor Energy et ACE Aviation (la société mère d'Air Canada) ont payé moins de 5 % d'impôt sur leurs bénéfices, qui totalisaient 3,6 G\$, alors que Cogeco, la Financière Manuvie, Shaw Communications, Epcor Utilities et

le Canadien National ont payé moins de 10 % d'impôt sur leurs profits collectifs de 7,3 G\$.

Critiques

Pour remédier en partie au problème, Léo-Paul Lauzon remet en avant l'idée d'un impôt minimum des sociétés, comme il en existe un en Ontario et dans d'autres pays industrialisés. Selon lui, un impôt minimum de 5 % sur les profits des grandes entreprises rapporterait chaque année 1 G\$ à Québec et 2 G\$ à Ottawa, et cela « sans mettre en péril » la compétitivité fiscale du pays.

Luc Godbout, professeur de fiscalité à l'Université de Sherbrooke, conteste ces projections. Dans une étude parue en 2006, le fiscaliste et deux de ses collègues évaluaient à 75 M\$ le montant que tirerait Québec d'un impôt minimum sur les bénéfices, en se fondant sur l'expérience ontarienne, où une telle mesure existe depuis 1994.

La même étude soutenait qu'en dépit de la baisse des taux d'imposition des entreprises, au cours des dernières années, les sommes que les gouvernements perçoivent auprès de ces dernières ont crû plus rapidement que le produit intérieur brut.

Les grandes entreprises ne paient pas assez d'impôt

MARIA PLADYS
pladys@metronouvellet.com

FISCALITÉ. Quarante-cinq pour cent des entreprises canadiennes rentables ont payé moins de 20 % d'impôt fédéral, provincial et étranger sur leurs profits en 2005, selon une nouvelle étude de chercheurs de l'UQAM.

D'après Léo-Paul Lauzon, titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, l'État inonde d'abris fiscaux les grandes entreprises qui ne contribuent pas aux recettes fiscales du pays.

«Les sociétés font des profits records chaque année et pourtant à l'heure actuelle, un particulier paie un taux d'impôt plus élevé que les grandes entreprises et leurs patrons», a-t-il affirmé hier.

Les solutions
Selon lui, ne des solutions doit être la taxation équitable de tous. Il préconise également l'instauration d'un impôt minimum de 5 %, comme en Ontario et aux États-Unis. «Cela permettrait une rentrée fiscale d'environ 1,4 G\$ par année pour le Québec», a indiqué M. Lauzon. Il a dénoncé les subventions



«Il existe un monde de différence entre le taux d'imposition légal et le taux payé réellement par les grandes entreprises», a affirmé Léo-Paul Lauzon hier.

importantes que les gouvernements provincial et fédéral accordent à ces entreprises, ainsi que l'évasion fiscale qui représente une perte pour le Canada de plus de 85 G\$ par an.

Le cas Alcan

Selon l'étude, Alcan est une entreprise qui ne paie jamais d'impôt sur le revenu au Québec et au Canada, alors qu'elle en paie dans les autres pays où elle est établie. Les chercheurs ont démontré qu'en 2004 et 2005 Alcan a payé 484 M\$ à l'étranger, alors qu'au Canada, elle a reçu un remboursement d'impôt de 20 M\$.

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC : IMPOSITION DES ENTREPRISES : LE CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC REJETTE LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE DU PROFESSEUR LAUZON – Lundi 04 mars 2008

Montréal, le mardi 4 mars 2008 - Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) rejette les allégations contenues dans l'étude publiée aujourd'hui par le professeur Léo-Paul Lauzon, qui compare les taux statutaires avec les impôts réellement payés, et selon lesquelles les entreprises canadiennes utilisent des moyens frauduleux pour payer moins d'impôt.

« La méthodologie employée par cette étude est spé cieuse. Pour toutes sortes de raisons, que les contribuables qui remplissent eux-mêmes leur déclaration de revenus comprendront facilement, le calcul n'est pas aussi simple et est influencé par de multiples considérations. Prétendre, comme le fait M. Lauzon, que les entreprises pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle est non seulement absurde, mais équivalait à diffamer des milliers de gestionnaires et de comptables qui y

travaillent », a réagi le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon.

Par ailleurs, l'étude soutient qu'il n'y a pas lieu de croire que des baisses d'impôts sur les revenus des entreprises permettent d'accroître leur compétitivité face à leurs concurrents étrangers et de stimuler l'emploi, l'investissement et la croissance. Cette affirmation contredit pourtant le simple gros bon sens économique. Les impôts sont un coût à supporter et, plus ils sont élevés, moins un investissement est rentable.

M. Kelly-Gagnon note qu'il existe des preuves irréfutables de l'attraction des économies qui ont choisi d'alléger cet obstacle à la création de richesse. C'est le cas de l'Irlande, qui est passé de l'un des pays les plus pauvres d'Europe à l'un des plus riches en l'espace de deux décennies, no-

tamment grâce à son impôt raisonnable de 12,5 % sur les revenus des corporations.

Selon M. Kelly-Gagnon, les études du professeur Lauzon sont motivées surtout par un acharnement idéologique contre la libre entreprise et s'inspirent d'une vision marxiste qui a été un échec total partout où elle a été appliquée.

* * *

Regroupant plusieurs des plus grandes entreprises du Québec ainsi que la vaste majorité des associations patronales sectorielles, le Conseil du patronat du Québec est la principale confédération patronale au Québec.

-30-

Renseignements :

Patrick Leblanc, Directeur des communications
Téléphone : 514-288-5161, poste 226 = Cellulaire : 514-571-6400

Débat : le Québec au cégep

LE DEVOIR : Libre-Opinion: Repenser notre manière de transmettre le Québec ?, par Catherine Foisy, Professeure de science politique au collège international des Marcellines - Édition du vendredi 28 mars 2008

C'est avec grand intérêt que j'ai parcouru, il y a un peu plus d'une semaine, l'article d'Antoine Robitaille intitulé «Le Québec n'a plus la cote au cégep». [À partir d'une étude effectuée par un professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal, Gilles Laporte, on y évoquait le fait que le nombre de cours d'histoire du Québec et de cours sur le Québec est en chute libre dans les cégeps, notamment parce que les élèves sont «moins intéressés» par ces cours.]

Immédiatement, l'idée de faire lire ce texte à mes étudiants de collège a fait son chemin dans mon esprit. Nous en avons discuté, à la suite de quoi j'ai pensé non seulement coucher nos réflexions sur papier mais aussi partager les pistes d'enseignement qui ont émergé et qui, je le crois, sont

porteuses d'une façon de faire qui pourrait raviver les cours à contenu proprement québécois.

Je donne un cours intitulé «Citoyenneté et mondialisation», où l'objectif consiste à étudier certaines manifestations de la mondialisation selon une approche multidisciplinaire et également d'établir des liens avec certains aspects de l'histoire récente ou plus ancienne du Québec. Par exemple, lorsque nous avons abordé la notion de néolibéralisme comme doctrine économique et comme idéologie politique, nous avons étudié les deux sommets socioéconomiques de 1996 et l'objectif du déficit zéro comme étant des manifestations locales de l'idéologie néolibérale. Prochainement, il sera question des enjeux géopolitiques de

l'énergie. Ce sujet nous permettra de revenir sur la nationalisation de l'hydroélectricité au Québec. Contrairement à tout ce à quoi je m'attendais (peut-être de façon naïve?), alors que j'enseigne dans un collège où un accent particulier est mis sur l'acquisition d'une solide culture générale fondée sur l'histoire, les littératures francophone, anglo-saxonne et hispano-américaine, les étudiants ont donné raison au constat de désintérêt établi par l'étude de Gilles Laporte. Deux arguments particuliers m'ont menée à réévaluer, sous un autre angle, les enjeux que soulève cette étude.

D'une part, deux étudiantes ont souligné la tendance au repli sur soi de la société québécoise tout en reconnaissant qu'elle est marquée, de par

son histoire et sa position géographique, au fer rouge de la précarité démo-linguistique. D'autre part, une étudiante d'origine chinoise a porté à notre attention le fait que l'histoire du Québec est la plupart du temps enseignée de façon nationaliste et que cela n'a que peu de sens aux yeux de la plupart des immigrants qui, eux, vivent le choc du déracinement.

C'est la rencontre de ces deux éléments qui m'a amenée à remettre en question la manière dont nous présentons le Québec, sa société et son histoire, et ce, à tous les niveaux d'enseignement, du secondaire à l'université.

Il me semble que dans un contexte où l'immigration est appelée à croître et où l'enjeu de l'intégration des personnes d'horizons socioculturels divers en appelle à notre capacité à transmettre nos valeurs et notre culture, l'expérience éducative que peuvent faire de jeunes étudiants québécois d'origine étrangère ou non dans le cadre de cours portant sur le Québec doit s'inscrire dans l'ouverture à ce que ces jeunes sont et à ce qu'ils

portent en eux comme références socio-historiques.

Autrement dit, il est nécessaire de les questionner sur les liens qu'ils font entre les connaissances historiques, sociologiques et politiques acquises dans leur pays d'origine et ce qu'ils apprennent sur la société d'ici. Sinon, comment peuvent-ils atterrir et participer au plein développement de la société québécoise?

Je me suis longtemps interrogée sur la façon dont le pilier de la politique québécoise d'interculturalisme, intitulé «Partage d'une histoire publique commune», pouvait avoir de la résonance chez une personne qui arrive directement du Bangladesh, de la République du Congo ou du Brésil. Cela fut au cœur de ma réflexion lors de la rédaction de mon mémoire de maîtrise. Mettre en valeur les grandes expériences fondatrices de la collectivité québécoise demeure crucial, mais n'est-il pas temps de repenser nos façons de transmettre cette histoire, cette culture et ces références en les rendant accessibles, par la voie de ce qui est universel en elles, aux personnes qui

sont venues trouver en cette terre de Québec un lieu où s'épanouir?

Bien que consciente -- et en accord avec elles -- des raisons invoquées dans cet article, notamment l'engouement, tant des jeunes que des institutions elles-mêmes, pour de la formation postsecondaire axée sur l'actualité et les questions internationales, je demeure convaincue qu'une autre raison non négligeable de cette désaffection est l'intérêt que nous n'avons pas su susciter dès le secondaire, en notre qualité de société d'accueil, chez ces jeunes Québécois d'origine étrangère.

Pourrions-nous concevoir les cours d'histoire, de sociologie et de politique québécoises comme des espaces où oser un vrai dialogue interculturel, où favoriser la rencontre des identités et des repères, reconnaissant à la fois les similitudes et les différences dans nos expériences respectives, construisant et choisissant de renoncer à ce qui nous éloignerait de l'élaboration de ce que Fernand Dumont nommait nos raisons communes?

LE DEVOIR : Le Québec n'a plus la cote au cégep : Les cours sur le Québec seraient en voie d'extinction - Édition du mardi 11 mars 2008

Antoine Robitaille

Québec -- Le nombre de cours d'histoire du Québec et de cours sur le Québec est en chute libre dans les cégeps du Québec, entre autres raisons parce que les élèves sont «moins intéressés» par ces cours. C'est ce que montre une étude d'un professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal, Gilles Laporte. Selon lui, le cours Histoire du Québec, qui représentait 25,4 % des cours d'histoire offerts au cégep en 1990, n'en représentait plus que 13,3 % en 2006 et «n'est plus offert que dans une dizaine d'établissements». Pour arriver à cette conclusion, M. Laporte a comparé les données du Rapport final de la coordination provinciale pour la discipline histoire de 1991 et, pour 2006, les chiffres très précis d'une étude de marché de la maison d'édition Chenelière éducation.

M. Laporte a aussi évalué à seulement 2424 (soit moins de 5 % des élèves inscrits au collégial) les cégépiens qui ont suivi un cours d'histoire du Québec l'an dernier (1146 à la session d'automne et 1278 à celle de l'hiver). Un sondage mené cet automne auprès d'une trentaine de professeurs d'histoire du collégial a aussi révélé que les trois quarts d'entre eux «sont d'avis que ce cours devrait poursuivre sa régression».

Toujours selon M. Laporte, les cours portant spécifiquement sur le Québec -- tels Fondements historiques du Québec, Sociologie du Québec, Politique Québec-Canada, Économie Québec et ses régions, histoire régionale --, «autrefois des cours importants» dans les programmes de sciences humaines, «sont menacés d'extinction».

Le professeur, qui publiera le mois prochain un éditorial sur la question dans le Bulletin d'histoire politique, croit que les raisons de ce déclin sont multiples. Il souligne en particulier l'absence d'une «compétence» claire prescrivant la connaissance de la société québécoise en sciences humaines au cégep. Dans les programmes de sciences humaines, soutient-il, «nulle part le professeur n'est invité à aborder le thème du Québec». Et dans ces programmes, aucun cours de l'histoire du Québec n'est obligatoire.

Discipline secondaire

Au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), on confirme ce fait. Le seul cours d'histoire obligatoire du programme de sciences humaines est celui intitulé Histoire de la civilisation occidentale. «Toutefois, en fonction du profil qu'il

choisit, l'étudiant peut être amené à suivre d'autres cours d'histoire, dont celui portant sur l'histoire du Québec», nuance la relationniste du MELS Stéphanie Tremblay. Il en va de même dans les programmes autres que les sciences humaines, où «les étudiants peuvent cependant choisir des cours d'histoire, à titre de cours complémentaires ou optionnels, s'ils le désirent». On souligne que «l'histoire, dont celle du Québec», est une matière obligatoire dans le parcours de l'élève au secondaire.

Mais cela ne justifie pas, estime M. Laporte, que les étudiants de sciences humaines au cégep «soient exemptés de cours d'histoire de l'endroit où ils vivent». Sans compter qu'au cégep, actuellement, les programmes enrichis se multiplient, comme le bac international, le programme «Histoire et civilisation» et le DEC universel, «offrant tous de l'histoire mais fort peu d'histoire du Québec», note M. Laporte.

Lui-même enseigne à des étudiants dans certains de ces programmes qui, écrit-il, sont souvent axés sur «des contenus exotiques, dans la mouvance altermondialiste et coïncidant mieux avec un stage touristique-historique à l'étranger». Le voyage de fin d'études -- au Guatemala, au Costa Rica, etc. -- détermine souvent le contenu des cours enseignés, fait-il remarquer.

La formation des nouveaux professeurs contribue aussi à la «disparition rapide» du thème du Québec dans l'enseignement collégial. Ceux-ci «n'éprouvent plus autant d'intérêt à parler du Québec dans leurs cours», soutient M. Laporte, puisqu'ils ont été formés dans des départements universitaires d'histoire ou de sciences sociales où la question québécoise, là aussi, occupe une place beaucoup moins importante qu'avant. «Les mémoires et les thèses portent de plus en plus sur des thèmes étrangers, voire non occidentaux, et de moins en moins sur des aspects ayant trait au Québec.»

M. Laporte fait remarquer que plusieurs jeunes enseignants, embauchés depuis 2000, n'ont acquis «qu'un modeste bagage scolaire sur le Québec», et qui remonte paradoxalement... au cégep.

Inquiétude partagée

L'inquiétude de M. Laporte est partagée par plusieurs. (Il a d'ailleurs présenté ses données lors de quelques conférences.) À l'Université du Qué-

bec à Montréal, Marc Chevrier, professeur de science politique, abonde dans le sens de M. Laporte. Bien sûr, le Québec demeure étudié par les universitaires, comme «sujet central» ou à «l'intérieur des disciplines» (littérature, sociologie, études urbaines, etc.). Et ces experts ont mis sur pied un réseau international, concède-t-il. «Cependant, quand on observe l'enseignement et ce qui attire les étudiants, force est de constater, du moins en science politique, que les étudiants sont relativement peu attirés par les études québécoises ou canadiennes.» Le volume des mémoires et des thèses qui traitent du Québec «n'est pas impressionnant», note-t-il. Ce sont les relations internationales qui ont la cote.

Normal puisque, depuis quelques décennies, le terme «international» a graduellement pris la place qu'occupait jadis celui de «classique» pour désigner l'excellence, le «nec plus ultra» en éducation. «L'ouverture sur le monde» est devenue une valeur cardinale du système scolaire. Une «attraction immodérée de l'extérieur», juge Marc Chevrier, qui débouche sur un «oubli de soi», une envie de «sortir à tout prix de soi... c'est l'altérité dévoreuse de soi», résume-t-il.

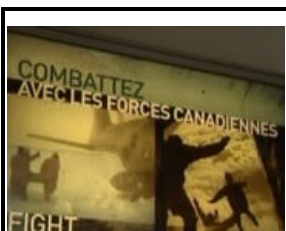
La conséquence de ce mouvement, croit M. Chevrier, c'est par exemple que beaucoup de futurs diplômés deviendront des «spécialistes d'une région du monde ou de questions internationales -- ce qui en soi est très bien --, mais connaîtront plutôt mal encore la société qui les a formés, sans pouvoir faire de comparaison approfondie entre celle-là et leur monde étranger». Or, note Réjean Pelletier, politologue de l'Université Laval, «on aborde peu la situation québécoise en elle-même et pour elle-même. On le fait beaucoup plus dans une perspective comparative».

Gilles Laporte raconte que, récemment, des cégépiens montréalais en stage au Guatemala ont été pris de court lorsque leurs hôtes leur ont demandé de leur parler de la nourriture et des danses traditionnelles du Québec. «La responsable du stage était bouleversée et m'a dit: "Il faudrait bien qu'on trouve quelque chose à dire sur nous".»

La place du Québec dans les cours de sciences humaines fera l'objet d'une table ronde au prochain congrès de l'Association des professeurs d'histoire des collèges du Québec, à Québec en mai prochain.

Actualités

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Boycottage des publicités de l'armée - Mise à jour le lundi 31 mars 2008 à 9 h 46



Un panneau publicitaire des Forces canadiennes sur le campus

Plus d'info
Audio et Vidéo
[Le reportage de Martin Gauthier](#)

Les deux journaux étudiants de l'Université d'Ottawa ont décidé de boycotter les publicités de recrutement de l'armée canadienne. Ils ont pris cette décision à la suite de nom-

breux commentaires des lecteurs, même si cela se traduit par une importante perte en revenus publicitaires.

Ainsi, l'hebdomadaire anglophone *The Fulcrum* et le journal francophone *La Rotonde* ont refusé le lucratif contrat des Forces canadiennes. « C'est notre journal, on devrait pouvoir choisir si on veut participer à ça. Surtout dans le contexte où les étudiants sont une population qui est ciblée », soutient François Picard, membre de la Coalition étudiante contre la guerre.

Avec le prolongement de la mission en Afghanistan jusqu'en 2011, l'armée a besoin de renforts. Les réservistes n'ont jamais été aussi sollicités et les Forces canadiennes ont de plus en plus de difficulté à retenir leurs soldats réguliers, selon une enquête du réseau anglais de Radio-Canada. Le recrutement est donc particulièrement important.

L'armée n'est pas la bonne cible, selon le lieutenant-colonel à la retraite Rémi Landry, membre du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) à l'Université de Montréal. « Je ne crois pas que ce soit la bonne chose de viser à ralentir le recrutement en croyant que ça va éventuellement peser sur le gouvernement pour que le gouvernement révisé sa position face au renouvellement de la mission en Afghanistan », soutient Rémi Landry.

Malgré le boycottage des journaux, des publicités de l'armée sont toujours présentes sur le campus sur de grands panneaux situés dans les corridors, un contrat accordé par la direction de l'Université.

THE OTTAWA CITIZEN : Provincial judge refuses to pass students' suit Action against ancillary fees 'doomed' to fail - Saturday, March 29, 2008

BY JORDANA HUBER

An Ontario judge disTORONTO • missed a lawsuit yesterday brought by two students against the province's community colleges over ancillary fees, concluding the case was "doomed to failure."

Students Dan Roffey and Amanda Hassum launched the suit on behalf of all college students, seeking \$200 million in ancillary fees that were paid to Ontario's 24 community colleges.

The pair argued the fees should be refunded because they contravened a provincial government policy directive prohibiting colleges from levying fees for costs that should be covered by tuition.

But in issuing her judgment, Ontario Superior Court Justice Joan Lax ruled the case had "no chance of success" because a policy directive is an administrative issue between colleges and the government that "does not have force of the law." A lawyer representing the colleges said they were "very pleased" with the ruling because it sends a "strong" message the case had no legal basis.

Freya Kristjanson said ancillary fees are an "important policy element" and were based on

consultation with the government, the boards of each community college and with student governments.

"The colleges had the right to set the fees as they had done," Ms. Kristjanson said, following the decision. "Ancillary fees have existed for decades and are used to fund important services for students and defray certain costs of materials."

Ms. Hassum, who graduated from an advertising program, said she was disappointed with the ruling, but will continue to lobby the provincial government to enforce a 2004 policy directive prohibiting colleges from charging fees for lab materials, libraries or the use of technology on campus.

"This isn't something that is going to go away," Ms. Hassum said. "Maybe we can't refund all the students in the past, but maybe future students won't have to pay such high fees."

The Canadian Federation of Students (CFS) said it would continue to drive the issue as a "political matter."

"We've always known that the McGuinty government had the ability to stop prohibited ancillary

fees, but this ruling makes it clear that it is solely their responsibility," said CFS chairperson Jen Hassum, who is Ms. Hassum's sister.

A spokesman for the Ministry of Colleges, Training and Universities said the government had not read the ruling and could not comment on the issue of ancillary fees during the appeal period of the case.

Ms. Hassum and Mr. Roffey said they have not decided whether to appeal the ruling, but representatives of the CFS are slated to meet next week with John Milloy, the minister responsible, to discuss the fees.

In 1993, as an opposition MPP, Dalton McGuinty accused the government of "turning a blind eye to universities raising tuition fees through the back door." Yesterday, NDP Education critic Rosario Marchese accused Mr. McGuinty of "holding the back door wide open," arguing that the province has the power to withhold funding if colleges don't comply with the directive.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais afférents : Pas de recours collectif contre les collèges - Mise à jour le vendredi 28 mars 2008 à 17 h 12



Jen Hassum, présidente ontarienne de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes

Plus d'info
Nouvelles
[Des collèges désobéissants](#)

Nouvelle du 4 septembre 2007

[Recours collectif des étudiants](#)

Nouvelle du 6 juin 2007
La Cour supérieure de l'Ontario rejette la demande de recours collectif de deux étudiants du collégial qui se plaignent

d'avoir à payer plusieurs centaines de dollars en frais afférents, notamment pour l'utilisation d'équipement informatique.

Amanda Hassum et Daniel Roffey tentaient d'initier l'action en justice contre les 24 collèges de la province, car ils estimaient que les frais imposés par les établissements pour utiliser des bibliothèques ou des ordinateurs étaient illégaux.

Le porte-parole néo-démocrate en matière d'éducation, Rosario Marchese, appelle le gouvernement provincial à intervenir, à la suite du jugement. Il affirme que la province a le pouvoir de suspendre le financement des collèges qui imposent de tels frais illégaux.

La présidente ontarienne de la Fédération canadienne des étudiants, Jen Hassum, partage ce point de vue: « Le juge a dit que c'est clair et net que le ministre peut régler le problème des frais afférents imposés aux étudiants. »

Elle promet de multiplier les pétitions et des interventions publiques pour que la pression demeure sur les acteurs politiques.

LA TRIBUNE : Distribution alimentaire: l'UdeS s'entend avec ses étudiants - Le jeudi 27 mars 2008

Isabelle Pion, La Tribune

SHERBROOKE

L'Université de Sherbrooke s'est entendue avec ses étudiants concernant leurs initiatives de distribution alimentaire sur le campus. Ceux-ci pourront continuer leurs dîners collectifs dans un cadre bien défini, et l'UdeS, de son côté, a laissé tomber les plaintes portées contre certains étudiants impliqués dans ces activités.

Rappels qu'à plusieurs reprises, des étudiants ont organisé des distributions de nourriture sur le campus. Ils contestaient notamment le monopole de l'entreprise Chartwells et réclamaient la possibilité d'ouvrir un café coopératif étudiant. Des étudiants avaient d'ailleurs été convoqués devant un comité de discipline. Porte-parole du Collectif

pour une université libre (CUL), Carlos Guerriero rappelle que les activités de "bouffe solidaire" avaient été lancées au moment de la grève des étudiants en 2005.

L'entente prévoit la création d'un comité paritaire composé d'étudiants et de membres du personnel de l'UdeS afin d'encadrer les activités de distribution à la faculté des lettres et sciences humaines (FLSH). Selon le directeur du service des communications de l'UdeS, Serge Cabana, ce comité veillera notamment au respect de la sécurité alimentaire et de la contribution volontaire (il ne s'agit pas d'activités à but lucratif et au respect des engagements contractuels de l'UdeS envers son concessionnaire. Dans le cadre de l'entente,

les aliments devront être préparés de "manière artisanale avec de l'équipement domestique", par exemple.

Le contrat avec Chartwells prend fin en août 2009.

De plus, les étudiants participeront à un groupe de travail qui proposera à l'université le type d'organisation des services alimentaires à privilégier lors du prochain appel d'offres. Kristalna Vincent, représentante de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH), souligne que l'AGEFLESH travaille à un projet de coopérative de café étudiant.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Dîners communautaires à l'UdeS : Les étudiants obtiennent gain de cause - Mise à jour le mercredi 26 mars 2008 à 16 h 14

Les étudiants de l'Université de Sherbrooke en sont venus à une entente avec la direction de l'établissement et le concessionnaire du service alimentaire, Chartwells, au sujet des dîners communautaires. Les étudiants des différentes facultés pourront tenir ce type de repas, à condition que la contribution des participants soit volontaire.

En janvier dernier, des étudiants avaient manifesté leur appui à trois de leurs collègues qui avaient été traduits devant le comité de discipline pour avoir distribué de la nourriture.

À l'Université de Sherbrooke, seul le concessionnaire Chartwells a le droit de vendre des aliments sur le campus.

En plus de retirer les plaintes contre les trois étudiants, l'Université accepte maintenant que des dîners communautaires soient offerts. « Avant, ça contrevenait aux ententes avec le concessionnaire. Ce n'était pas juste une perte de clientèle, ça perturbait le service. Ça ne se faisait pas toujours dans un climat serein. Chartwells a trouvé son intérêt [...] à ce que ça se déroule de façon balisée », explique le directeur des communications de l'Université de Sherbrooke, Serge Cabana.

Les étudiants de lettres et sciences humaines tiennent des repas communautaires chaque mercredi pour protester contre le monopole de Chartwells. Selon le porte-parole du collectif pour une université libre, Carlos Guerriero, l'initiative connaît un bon succès. « On en fait pour 65 personnes et des fois, on en manque », dit-il.

Ultimement, les étudiants aimeraient bien pouvoir gérer leur propre café coopératif. Ils devront toutefois attendre que le contrat entre l'Université et Chartwells arrive à terme, en août 2009.

Les étudiants pourront soumettre leur projet lors des appels d'offres qui commenceront l'hiver prochain.

LE DEVOIR : Opinion : Trop élevés, les salaires des professeurs d'université?, par Louis Dumont, Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal et président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal - Édition du mardi 25 mars 2008

Le Devoir publiait récemment un texte d'opinion d'un professeur de l'Université de Sherbrooke dont le propos risque d'entretenir une image déformée de la carrière professorale dans les universités québécoises. Nous croyons pertinent d'y apporter des correctifs et des mises en perspective.

Carrière tardive

Au moment d'établir des comparaisons salariales avec d'autres secteurs, ce collègue de Sherbrooke, tout comme bien des gens, oublie de tenir compte de la longue période de vaches maigres qu'il faut traverser pour pouvoir gagner sa vie comme professeur d'université. En effet, avant de postuler à un poste au rang d'adjoint, un aspirant professeur doit non seulement avoir terminé le minimum de huit années d'études universitaires menant à l'obtention d'un doctorat (quand on a les moyens de s'y consacrer à temps plein), mais aussi avoir persévéré dans la formation postdoctorale de 2 ou 3 années supplémentaires qui est aujourd'hui de rigueur.

Les professeurs d'université commencent rarement leur carrière avant l'âge de 34 ans, alors que dans l'ensemble de la population canadienne la moitié des ménages ont déjà, à 30 ans, des revenus assez stables et importants pour acheter une première maison. Les aspirants à la carrière professorale qui réussissent à traverser ce «purgatoire», du moins une grande partie d'entre eux, arrivent à cette étape de leur vie avec un lourd endettement. Ce n'est pas sans raison que plusieurs auront jusque-là remis à plus tard le projet de fonder une famille. Bien des gens n'ont pas cette patience et choisiront d'autres métiers ou professions.

Retraite

Le début nécessairement tardif dans une carrière qui exige des qualifications élevées a des répercussions à l'autre extrémité du cycle de la vie

active. Les revenus cumulatifs subissent l'effet de ce délai, et les années de contribution au régime de retraite sont repoussées vers un âge plus avancé: les professeurs d'université ne prendront leur retraite, en moyenne, que vers 63 ans. Mentionnons que, au Québec, pour l'ensemble de la population active, l'âge moyen de la prise de retraite est de 59 ans. Comment peut-on alors soutenir que des professeurs d'université qui parviennent au dernier palier à 55 ans ont atteint «assez rapidement» le sommet de l'échelle salariale?

La permanence n'est d'ailleurs accordée aux professeurs d'université qu'au terme de la sixième année au poste d'adjoint, c'est-à-dire au tournant de la quarantaine, après une évaluation très sérieuse du dossier. Et il faudra avoir obtenu le rang de titulaire, une promotion que tous n'obtiennent pas, pour accéder en fin de carrière aux derniers paliers.

Des avantages relatifs

Mais ne sautons pas les étapes! Quel est le salaire d'un professeur en début de carrière dans une université québécoise? Prenons l'échelle en vigueur à l'Université de Montréal. Au 1er décembre 2007, le salaire d'entrée du professeur adjoint est de 60 586 \$. En ajoutant les années d'expérience susceptibles de lui être reconnues à titre de chargé d'enseignement ou d'études postdoctorales, on lui accordera au départ les 63 544 \$ prévus au 5e palier de ce rang.

Mais le calcul du taux salarial demeure inexact si l'on ne prend pas aussi en considération la charge de travail que ces personnes doivent assumer. Une enquête menée en 2006 auprès des collègues a révélé que les semaines de travail des professeurs et chercheurs de l'Université de Montréal comptent, en moyenne, 49 heures -- et atteignent, dans certains secteurs, 53,7 heures. La pression est forte sur les professeurs adjoints: ils

travaillent en moyenne 50,9 heures par semaine. Compte tenu des normes en vigueur dans notre société, on peut parler de surtravail.

Concrètement, si l'on transpose ces données sur une base annuelle, cela ramène en 2007, à 23,90 \$ le salaire horaire d'un professeur adjoint de l'Université de Montréal nouvellement engagé. Mentionnons que, pour la même année, les employés québécois travaillaient, en moyenne, 34,5 heures par semaine; quant au salaire horaire moyen, il s'élevait à 19,35 \$.

Comparaison boiteuse

On ne peut mettre dans la balance, comme le fait le collègue de l'Université de Sherbrooke, le salaire d'un professeur qui travaille à temps plein et la rémunération que reçoit un contractuel pour une charge d'enseignement annuelle de quatre cours, estimée à 32 000 \$. Une telle comparaison est boiteuse, car l'enseignement n'est qu'une partie de la tâche du professeur d'université.

Le rôle de celui-ci est non seulement de transmettre, mais aussi de faire avancer les connaissances. Cela signifie qu'il doit assumer -- et en répondant à des attentes de haute performance -- la conduite de recherches, la quête de leur financement, la prise en charge d'une équipe et la responsabilité de laboratoires, ainsi que la diffusion des résultats de ces travaux dans le milieu scientifique et ailleurs. Le professeur d'université, à la différence du chargé de cours, consacre en outre un temps considérable à l'encadrement des étudiants aux cycles supérieurs et à l'évaluation de mémoires et de thèses, qui sont des éléments cruciaux de la formation de la relève scientifique.

Qui formera la relève?

Ces dernières années, les universités québécoises ont été incapables d'assurer un renouvellement adéquat de leur corps professoral. Leurs ratios étudiants-professeur comptent parmi les pires au Canada. Malgré l'incidence certaine d'un sous-



financement, on comprend mal l'ampleur du déclin observé. Comment se fait-il que l'augmentation des subventions de fonctionnement découlant de la hausse des étudiants inscrits ne se soit pas traduite par une augmentation correspondante des ressources professorales?

À l'Université de Montréal, la hausse de la subvention du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour 2006-2007 a été de 8,9 % (31 millions de dollars). Et pourtant, alors qu'il manque toujours 150 professeurs, l'attrition du corps professoral est une réalité, puisque les embauches de professeurs réguliers ne compensent pas les départs.

Parmi les dérives possibles, nous déplorons avec le collègue de l'Université de Sherbrooke certains avantages consentis aux administrateurs universitaires. À l'Université de Montréal, les collègues ont dénoncé des exagérations inacceptables -- par exemple, le salaire de 280 000 \$, proche de celui du premier ministre du Canada, accordé à un vice-recteur. Ou encore, pour certains cadres

académiques, la possibilité du cumul de deux ans à l'extérieur de leur unité, soit une année de ressourcement à laquelle s'ajoute une année sabbatique à la fin de leur mandat.

Des repères

Quels repères avons-nous cependant pour évaluer ce que devrait être le niveau des salaires des professeurs d'université?

Même si elles cherchent à se construire un profil propre, les universités québécoises ne peuvent s'extraire du marché qui les place en situation de concurrence avec les autres universités canadiennes -- et même d'ailleurs -- pour le recrutement de professeurs. Et il y a encore un écart salarial d'au moins 5 % à combler pour que l'Université de Montréal rejoigne sur ce plan la moyenne des dix grandes universités canadiennes -- et on ne parle même pas du peloton de tête, auquel elle pourrait prétendre appartenir.

Gardons-nous par ailleurs des préjugés qui placent les professeurs d'université au rang des seuls privilégiés. Reconnaissons que, pour renouveler

leur corps professoral, les universités ne peuvent laisser se creuser exagérément l'écart salarial par rapport au secteur privé. Au Canada, en 2000, les personnes détenant un doctorat en sciences et génie comptaient sur des revenus moyens de 77 080 \$ dans le secteur public (y compris l'enseignement) et de 81 834 \$ dans le secteur privé; la même enquête de Statistique Canada indique un rapport semblable, mais des revenus moins élevés, à Montréal: 72 381 \$ dans le secteur public et 76 039 \$ dans le secteur privé.

La valeur de l'université tient d'abord et avant tout à la qualité de son corps professoral. L'attraction et la rétention des jeunes professeurs à l'Université sont tributaires d'un fragile équilibre entre une rémunération satisfaisante et une charge de travail qui ne soit pas excessive. Dans les années qui viennent, ces conditions seront déterminantes pour assurer le renouvellement du corps professoral et le devenir de l'Université.

LE NOUVELLISTE : Tour du chapeau au Cégep de Trois-Rivières - Le samedi 22 mars 2008

Marc Rochette, Le Nouvelliste
Trois-Rivières

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport vient d'autoriser un troisième centre de transfert de technologies au Cégep de Trois-Rivières.

Le Centre collégial de transfert de technologie (CCTT) en télécommunications (C2T3) s'ajoute ainsi au Centre spécialisé en pâtes et papiers (CSPP) et au Centre intégré de fonderie et de métallurgie (CIFM) déjà existants.

Conséquence? Le Cégep de Trois-Rivières devient le seul établissement collégial à disposer de trois CCTT pour soutenir le développement économique de sa région.

"Cette annonce vient confirmer l'expertise et le dynamisme du Cégep de Trois-Rivières dans le domaine des télécommunications", a-t-on souligné.

En plus d'offrir des programmes du génie électrique, le Cégep, par le biais de Techni.ca, soutient depuis 10 ans les entreprises de ce secteur d'activité.

Techni.ca représente en effet le secteur des technologies physiques du Service aux entreprises de la formation continue du Cégep de Trois-Rivières et les domaines de l'information et du transfert technologique représentent le plus important volume de ses activités alors que plus de 25

entreprises, dont COGECO, Bell Canada, Rogers Telecom, Telus, Bell Mobilité et Vidéotron, font appel à ses services.

L'an passé, Techni.ca a donné de la formation technique à près de 750 techniciens de ces entreprises tant sur le plan national (Québec, Ontario, Maritimes) qu'international (Chili, Algérie et Togo).

"Avec un chiffre d'affaires qui avoisine le million de dollars, Techni.ca est un joueur important sur le plan des télécommunications. Le C2T3 viendra consolider cette position de leader et assurera le développement de nouveaux projets", explique le directeur des études du Cégep de Trois-Rivières, M. Réjean René.

Des investissements au service de l'innovation

En accordant l'unique centre de transfert technologique en télécommunications au Cégep de Trois-Rivières, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport lui assure un financement de 150 000 \$ par année pour les trois prochaines années.

S'ajoute à cette subvention un montant de 100 000 \$ provenant du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Ces investissements permettront de consolider le maillage étroit qui existe déjà entre les entreprises, le secteur de la recherche appliquée et la formation technique en télécommunications.

L'industrie, qui vit une importante pénurie de main-d'oeuvre et doit aussi faire face à de nombreux changements technologiques, pourra ainsi bénéficier d'un soutien accru sur les plans de l'innovation technologique et de la formation de la main-d'oeuvre.

La reconnaissance du C2T3 fait suite à un appel lancé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport aux établissements collégiaux de la province en octobre dernier.

Quarante centres collégiaux de transfert de technologies existent actuellement au Québec. Leur mission est de contribuer au rapprochement entre les entreprises et les établissements d'enseignement collégial, de stimuler l'innovation et de favoriser la diversification des économies régionales.

Pour Denis Moreau, coordonnateur de Techni.ca, la reconnaissance du C2T3 aura un impact positif tant pour Techni.ca que pour le département de TGÉ.

"Nous allons continuer le développement de nos laboratoires tant à Montréal qu'à Trois-Rivières avec des partenaires de l'entreprise privée. Nous allons renforcer notre position tout en développant encore plus les secteurs de la recherche appliquée et plus particulièrement la métrologie", a-t-il conclu.

LE DEVOIR : Universités: la masse salariale de la direction explose - Édition du jeudi 20 mars 2008

Clairandré Cauchy

Aux prises avec du sous-financement, les universités québécoises ont vu exploser les budgets affectés au salaire du personnel de direction entre 1997 et 2005.

La masse salariale du personnel de direction a crû de 83 % en huit ans. C'est ce qui ressort d'une analyse préliminaire des budgets des universités menée par la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU). Les données colligées par les chercheurs ne permettent toutefois pas de déterminer quelle part est attribuable à des augmentations de rémunération et celle qui est imputable à la création de nouveaux postes. «On constate une bureaucratisation accrue des universités», note la présidente de la FQPPU, Cécile Sabourin.

Cette tendance s'observe également lorsqu'on analyse la répartition de la masse salariale. La part relative de la masse salariale des cadres sur

l'ensemble des salaires versés par les universités est passée de 9,1 % en 1997-98 à 11,1 % en 2004-05.

Le responsable du comité de travail sur le financement des universités, Michel Umbriaco, a caricaturé cette tendance en ironisant: «Les universités sont tellement en crise, ça devient tellement compliqué qu'on ne peut plus fonctionner avec une gestion collégiale. Il faut un boss. S'il y a du trouble, il faut gérer ça comme une entreprise privée. Nous sommes évidemment contre cette approche!»

Parallèlement, on constate que l'écart se creuse entre le nombre de professeurs et le nombre de chargés de cours. La part de la masse salariale des professeurs est passée de 42,4 % en 1997-98 à 38 % en 2004-05. La diminution de la proportion de professeurs s'est par ailleurs traduite par une augmentation de celle des chargés de cours. Ainsi, alors que 5,83 % des salaires étaient versés

à des chargés de cours au début de cette période, cette proportion a augmenté pour atteindre 7,46 %. «On arrive à un point de rupture. L'an dernier, dans un programme, des étudiants ont obtenu leur diplôme de baccalauréat sans jamais avoir rencontré un professeur», a fait valoir M. Umbriaco.

On observe que le ratio étudiants-professeurs a augmenté considérablement entre 1994 et 2006, passant de 18,4 à 21. Il est particulièrement élevé à l'UQAM (27,3) et à Concordia (26,5). Ainsi, on note que la croissance des effectifs étudiants observée ces dernières années n'a pas été suivie d'une hausse proportionnelle du nombre de professeurs.

La croissance des effectifs s'observe surtout aux deuxième et troisième cycles. «Ces étudiants demandent plus d'encadrement. Les professeurs doivent superviser les mémoires, les thèses, le travail de recherche. Les professeurs vont tous

travailler un peu plus, mais à un moment donné, ils ne suffisent plus et il y a du délestage», a poursuivi M. Umbriaco. L'analyse des budgets des universités effectuée pour le compte de l'organisme met par ailleurs en

relief la diversité des sources de financement des universités, qui reçoivent un total de 4,1 milliards de dollars. Québec verse 53 % de ce budget (dont une part établie entre le quart et le tiers proviendrait de transferts fédéraux) tandis que le gou-

vernement fédéral en fournit directement 13 %, principalement par l'entremise du financement de la recherche. Une tranche de 14 % provient des goussets des étudiants et 20 % d'autres sources (commandites, revenus des cafétérias, etc.).

LA PRESSE : Le Pepsi coulera encore à l'UdeM - Le mercredi 19 mars 2008

Tristan Péloquin, La Presse

Dix-sept litres de produits Pepsi par semestre. C'est ce que devait avaler en moyenne chaque étudiant de l'Université de Montréal depuis 1999 pour atteindre les cibles secrètes d'une entente d'exclusivité de 10 ans conclue entre l'établissement et l'embouteilleur. Or, ces «volumes minimaux» étant aujourd'hui inatteignables, le monopole de Pepsi sera prolongé de trois ans. Sans que la multinationale n'ait à verser la moindre redevance.

Le controversé contrat d'exclusivité fixait à 820 000 caisses la quantité minimum de produits Pepsi - boissons gazeuses, jus et bouteilles d'eau - qui devaient être vendus sur le campus en 10 ans. Il rapportait depuis 1999 la rondelette somme de 500 000\$ par année à l'Université de Montréal. Du total, quelque 67 000\$ était reversé directement à la FAECUM (Fédération des associations étudiantes de l'UdeM), qui en redistribuait 52 000\$ à une vingtaine de cafés étudiants, et 15

000\$ à l'AGEEFEP (l'Association générale des étudiants de la faculté de l'éducation permanente).

«C'était prévu dans le contrat que l'exclusivité était assurée à Pepsi pendant 10 ans, mais qu'il y aurait une prolongation de trois ans si les objectifs n'étaient pas atteints. L'entente prend fin en 2009; c'est déjà évident que ces objectifs ne seront pas atteints, alors, effectivement le contrat sera prolongé de trois ans» sans redevances, a admis hier la porte-parole de l'université, Sophie Langlois.

En 2003, après deux ans et demi de lutte devant la Commission d'accès à l'information, trois étudiants de sociologie avaient réussi à mettre au grand jour ces détails. À la vue du contrat, l'un d'eux, Pierre-Philippe Lefebvre, s'est immédiatement douté que les objectifs étaient démesurés. «C'était irréaliste. Les cibles étaient calquées sur des contrats semblables signés dans des universités américaines, où la consommation est considérablement plus élevée qu'ici. Nous, on a calculé

que ça prendrait 27 ans pour les atteindre à l'Université de Montréal.»

«Dix ans après la signature, on est toujours pris dans une logique de marchandisation de l'éducation, par laquelle Pepsi peut imposer ses décisions à l'Université de Montréal», déplore pour sa part Gabriel Dufour, actuel conseiller à la vie étudiante à l'association de sociologie.

Une autre clause du contrat forçait la création d'un «comité de marketing», où siégeaient Pepsi, l'Université, la FAECUM et l'AGEEFEP. Son but était de «développer des programmes qui garantiront le bénéfice de toutes les parties en présence». En dépit de cette obligation, la FAECUM assure cependant n'avoir jamais fait de zèle pour mousser les ventes de produits Pepsi sur le campus.

Aujourd'hui, si tout était à refaire, la fédération étudiante hésiterait-elle à signer un tel contrat? «Je ne saurais pas dire. Chose certaine, on ne se doutait pas qu'il y aurait autant de grogne», a reconnu la secrétaire générale, Julie Bouchard.

LE DROIT : Le Campus d'Alfred fait office de précurseur - Le lundi 17 mars 2008

Jean-François Dugas, Le Droit

Le Campus d'Alfred de l'Université de Guelph produit du lait biologique depuis plus d'un mois dans l'Est ontarien. Avec cette nouvelle certification, l'institution académique devient la seule de son genre au pays et la deuxième en Amérique du Nord.

«La production laitière biologique, pour partir à la base, c'est une façon de produire du lait qui est différente et qui vise un meilleur respect de l'environnement. Donc, c'est une agriculture dite durable», explique Robert Berthiaume, directeur du Centre de recherche en production laitière du Campus d'Alfred.

C'est le 1er février dernier que l'école agroalimentaire obtenait sa certification biologique à la suite d'une période de transition de trois ans. L'endroit fait office de précurseur.

La conversion du troupeau d'une cinquantaine de vaches «conventionnelles» à un statut de bêtes «bios» aura nécessité plusieurs étapes, notamment avec l'élimination des «icides» par les spécialistes attirés à leur entretien.

L'utilisation des herbicides, des fongicides, des pesticides ainsi que tout autre produit chimique est proscrite dans le domaine de l'agriculture biologique. Les antibiotiques, eux, ne sont qu'utilisés en dernier recours si la vie de l'animal est véritablement menacée.

«On cherche à avoir une approche plus préventive que curative, explique M. Berthiaume. Cela implique tout un apprentissage. Par exemple, comment faut-il prévenir une infestation d'un rava-

leur? Comment la contrôlons-nous, biologiquement?»

Le personnel du centre de recherche s'impose des contraintes importantes afin de suivre les normes canadiennes. La méthodologie d'autrefois sur la ferme est donc complètement transformée.

«Nous sommes très préoccupés de la santé et du bien-être de l'animal. Le producteur qui s'engage dans le bio doit être extrêmement à l'écoute de ses animaux», note M. Berthiaume.

Meilleur lait?

Le scientifique avoue qu'il y a des différences dans la composition du lait conventionnel et du lait biologique. Toutefois, il n'est pas prêt à dire que l'un est meilleur que l'autre. C'est un terrain miné, dira-t-il.

«C'est un sujet très sensible. Cela va faire fait partie de notre mandat d'éclaircir les différences qui peuvent exister entre le lait bio et le lait conventionnel et de le documenter à l'aide de données scientifiques valides et crédibles.»

Voilà une des tâches du centre de recherche : celle de faire de la recherche dans un domaine relativement jeune mais en plein boom.

Défi de taille

M. Berthiaume a accepté de relever le défi d'instaurer le premier centre de recherche en production laitière au Canada en juillet 2007 et d'ainsi se joindre à ses collègues de l'Université du New Hampshire aux États-Unis, pionniers en Amérique du Nord

«C'est un défi titanesque, relate le chercheur. Nous partons de rien et nous avons tout à deve-

lopper (au chapitre de la recherche de données). Produire le lait sur une ferme commerciale et faire de la recherche, ce sont deux choses totalement différentes.»

Les résultats pourraient être bénéfiques pour toute l'industrie de la production laitière, estime-t-il.

«En général, l'information que l'on générera ne sera pas strictement pour les gens dans le bio mais aussi pour les gens dans le conventionnel.» Chose certaine, les premiers rendements en matière de lait biologique ne diffèrent guère du lait conventionnel. Ils sont presque identiques.

«On n'a pas vu la catastrophe attendue», dit M. Berthiaume.

Prochaine étape

Le directeur du centre de recherche aimerait compter sur une équipe multidisciplinaire à Alfred pour mesurer les impacts d'une production laitière biologique et ainsi valider, scientifiquement, la valeur de certaines de ces pratiques alternatives.

Les humains ont leurs naturopathes, leurs nutritionnistes et leurs homéopathes pour régler leur lot de problèmes. C'est à la «mode». Le bio ne fait que suivre la tendance humaine, affirme M. Berthiaume.

«Le bio, c'est d'abord et avant tout des gens qui sont préoccupés de l'environnement et de l'empreinte qu'ils laissent sur l'environnement et de la durabilité de l'utilisation des ressources que l'on fait.»

LA TRIBUNE : Cégep de Victo: demandes d'admission en hausse de 30 % - Le lundi 17 mars 2008

Yanick Poisson, La Tribune
VICTORIAVILLE

Les demandes d'admission ont fait un bond considérable au Cégep de Victoriaville au cours du premier tour des inscriptions.

L'établissement d'enseignement a reçu un impressionnant total de 689 demandes, comparativement à seulement 530 l'an dernier, ce qui représente une hausse de 30 %.

Le secteur préuniversitaire est toujours le plus populaire, récoltant 419 demandes par rapport à 323 en 2007. Le secteur technique voit, pour sa part, ses admissions passer de 207 à 270.

La majorité des programmes se maintiennent ou sont en hausse. Les programmes de soins infirmiers, d'informatique de gestion et de sciences humaines sont ceux qui connaissent les plus

grandes progressions. Les résultats actuels sont de bon augure pour le deuxième et troisième tour. En poste depuis 1999, le directeur des études du Cégep, Daniel Mercier, ne se souvient pas avoir obtenu autant de demandes d'admission. Il considère qu'il s'agit de tout un tour de force compte tenu de la baisse démographique.

Il explique ce phénomène par l'amélioration de l'information scolaire, une implication accrue des



professeurs, des investissements dans différents départements dont celui de sciences humaines et surtout un passage du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM) vers celui de Québec (SRAQ).
"Je ne veux pas mettre le SRAM en maudit, mais il faut dire que le SRAQ joue un plus grand rôle en ce qui concerne l'information scolaire. Des élèves

de partout dans l'est de la province ont entendu parler de notre Cégep au cours de la dernière année", a-t-il indiqué.

Le directeur lance également des fleurs aux médias qui n'ont pas hésité à traiter des événements positifs qui ont concerné son établissement au cours des dernières années. "Ce n'est pas intéressant d'aller étudier dans un Cégep où il y a de la

dispute. C'est lorsqu'on parle d'investissements et de projets que ça allume des lumières", a-t-il ajouté.

M. Mercier croit que les principaux gains du Cégep sont des étudiants qui résident à la limite du territoire soit à Plessisville, Asbestos ou Saint-Léonard-d'Aston et qui sont souvent tentés par l'attrait des grands centres.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Les étudiants persistent et signent - Mise à jour le samedi 15 mars 2008 à 10 h 04

L'Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR) a profité de la présentation publique du plan d'action 2008 de la Ville, vendredi, pour réclamer, une fois de plus, une amélioration du service de transport en commun. Le président de l'AGECR, Renaud Saint-Pierre, a remis au maire Éric Forest une boîte contenant 850 lettres signées par les jeunes du cégep.

Le comité chargé d'étudier les moyens d'améliorer la desserte de Rimouski doit remettre son plan d'action au mois de mai prochain. Les étudiants cherchent ainsi à s'assurer, précise Renaud Saint-Pierre, que leur point de vue sera pris en considération lors de la prise de décision.

« Du côté de la société de transport, on défend beaucoup Taxibus et on a l'air vraiment fermé à

l'ajout d'un système de transport par autobus. C'est pour ça qu'on essaie de mettre un maximum de pression sur ces gens-là », a expliqué le représentant étudiant.

Ce dernier ajoute que l'association étudiante prévoit exercer d'autres moyens de pression dans les semaines à venir.

24 HEURES : Favoriser la réussite au collégial – Vendredi 14 mars 2008

Favoriser la réussite au collégial

Pour mieux soutenir la transition entre le secondaire et le collégial, les commissions scolaires et les cégeps devraient notamment favoriser des rencontres entre les enseignants de ces deux ordres, en tenant compte du contexte de la réforme scolaire au secondaire. Voilà l'une des recommandations que formule le Conseil supérieur de l'éducation, dans un avis qu'il vient de publier sur la réussite au collégial.

L'organisme consultatif recommande également de favoriser le sentiment d'appartenance des jeunes et leur engagement dans la vie du collège, en organisant des activités pertinentes qui seraient propres à chaque programme d'études.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉUCATION DU QUÉBEC : Au Collégial – l'engagement de l'étudiant dans son projet de formation: une responsabilité partagée avec les acteurs de son collège– Jeudi 13 mars 2008

Québec, le 12 mars 2008 – Soutenir l'engagement des étudiants dans leur projet de formation au collégial, c'est aussi soutenir leur réussite éducative. Pour ce faire, il faut non seulement interpeller les premiers intéressés, soit les étudiants eux-mêmes, mais aussi les collèges, pour que ces derniers favorisent et soutiennent cet engagement. C'est ce qui ressort de l'avis intitulé « [Au collégial – L'engagement de l'étudiant dans son projet de formation : une responsabilité partagée avec les acteurs de son collège](#) », que le Conseil supérieur de l'éducation rend public aujourd'hui. Dans son avis, le Conseil établit quatre axes de développement pour permettre de guider l'action de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et des collèges à cet égard :

- Mieux connaître les jeunes, leurs valeurs et leurs attitudes par rapport à leurs études.
- Tenir compte, dans les mesures de soutien, de la diversité des étudiants, en plus du fait que leurs besoins évoluent au cours de leur cheminement au collégial.
- Miser sur la classe comme lieu privilégié d'intervention et de soutien à l'engagement par l'utilisation d'approches pédagogiques variées.
- Offrir un milieu de vie signifiant aux étudiants dans leurs collèges.

L'engagement, un concept à bien définir

Au cours de ses travaux, le Conseil a noté qu'il y avait dissonance dans la perception de l'engagement chez les différents acteurs, qu'ils

soient étudiants, enseignants ou professionnels des collèges. Ainsi, les résultats d'une enquête téléphonique et des groupes de discussions indiquent que, contrairement à certaines perceptions, les étudiants sont engagés, et qu'ils accordent de l'importance aux études et à la vie au collège. De plus, la majorité d'entre eux adoptent des conduites scolaires et consacrent des efforts soutenus à leurs études. Le Conseil observe aussi qu'il est important pour eux d'établir des relations avec leurs pairs et avec leurs enseignants, et de participer aux activités du collège.

Pour le Conseil, cette dissonance tient non seulement aux valeurs de chacun, mais aussi à la définition qu'on donne de l'engagement. Voilà pourquoi il a jugé opportun de mieux le définir dans son avis.

L'engagement : une action multidimensionnelle qui évolue dans le temps

Le Conseil a ciblé trois dimensions qui forment l'essence de l'engagement : une dimension affective, qui est l'importance accordée aux études et à la vie au collège; une dimension cognitive, qui se traduit tant par la quantité que par la qualité des efforts consentis pour acquérir le savoir; une dimension sociorelationnelle, qui se manifeste dans les liens que l'étudiant établit et entretient avec son environnement. Ces différentes composantes de l'engagement sont complémentaires et leurs manifestations varient en fonction des caractéristiques des étudiants, de la formation suivie et des étapes de leur cheminement scolaire.

Des défis pour les collèges et des recommandations

Au cours de ses travaux, le Conseil a constaté que les collèges font déjà beaucoup d'efforts pour soutenir les étudiants et encourager leur réussite. Cependant, il les invite globalement à diversifier davantage leurs mesures de soutien pour mieux tenir compte des différences entre les étudiants, du programme de formation dans lequel ils sont inscrits et de l'étape de leur cheminement scolaire.

À partir des quatre axes de développement qu'il a établis, le Conseil formule des recommandations à l'intention de la ministre et des acteurs des collèges. Pour n'en nommer que quelques-unes, le Conseil recommande à la ministre de soutenir l'élaboration d'un outil d'enquête permettant d'établir un portrait individuel et collectif de l'engagement et de s'assurer que cette information soit diffusée non seulement aux acteurs du réseau collégial mais aussi aux étudiants eux-mêmes. Il recommande aussi à la ministre et aux collèges de favoriser l'innovation pédagogique chez le personnel du collégial pour répondre adéquatement et rapidement aux besoins des différentes populations. Aux enseignants et aux collèges, il recommande de recourir à des formules et à des stratégies pédagogiques variées pour susciter la participation active des étudiants à leur éducation et pour encourager un apprentissage en profondeur. Finalement, il recommande aux collèges, en matière de services aux étudiants, de maintenir une offre de services et d'activités diversifiée en fonction des caractéristiques des étudiants et de leur milieu.

En terminant, le Conseil supérieur de l'éducation souhaite que cet avis alimente la réflexion de tous ceux qui peuvent soutenir l'engagement des étudiants dans leurs études. Il invite aussi tous les acteurs concernés à se concerter pour soutenir

l'engagement des étudiants et ainsi favoriser leur réussite éducative.

- 30 -

Source et Johanne Méthot

information : Responsable des communications :
418 643-8253 ou 418 571-1359

N. B. : Vous pouvez consulter le présent avis, ainsi que ses versions abrégées, en accédant au site Internet du Conseil supérieur de l'éducation à l'adresse suivante : www.cse.gouv.qc.ca.

THE GAZETTE : McGill's teaching assistants want respect, better wages : "They'll be picketing outside the Roddick Gates to plead for a better deal – Thursday, March 13, 2008

PEGGY CURRAN, on universities

They are the university's unsung workhorses. At McGill, teaching assistants grade essays, supervise exams, run labs and lead discussion groups. They attend lectures and, in a pinch, can be called upon to fill in for a professor who is ill or bogged down with research. They are expected to keep regular office hours, guiding undergraduates who are having trouble understanding a complex theory or need a place to vent.

"We are in touch with students more than professors are," said Salim Ali, a doctoral student in mechanical engineering who has served as a TA, as they are known on campus, for several courses.

But TAs are also students, master's and doctoral candidates scrambling to stay on top of their own course research for a departmental supervisor who quite often is also their boss.

It is here that the life of a TA gets complicated. Because how are you going to tell the person who controls your academic future that they are heaping too many tasks onto your plate?

For their efforts, McGill's teaching assistants are paid, although not quite as handsomely as they would like – the hourly wage of \$22.24 is \$12 less

than the amount paid their counterparts at University of Toronto and University of Ottawa. Without a contract since last summer, they'll be picketing outside the Roddick Gates this afternoon to plead for a better deal than the offer now on the table – \$24.03 by 2011.

But union president Salim Ali and vice-president Natalie Kouri-Towe said their 2,000 members are just as concerned with intangibles.

"The goal is to get respect, for TAs to be recognized, valued and treated as professionals," KouriTowe said.

"McGill has to make it clear that being a TA is a part-time job, and that TAs have rights," Ali said.

When they are hired, the TA and course supervisor sign a workload form, which spells out the tasks and number of hours the TA will be expected to work, up to a maximum of 180 hours per semester. But, Ali said, it's not always easy for a TA to draw the line on last-minute additions to the list of chores.

"There's a challenge when the employer also happens to be your supervisor," he said.

"Too much is left to the goodwill of the people above you," Kouri-Towe said. "This can lead to unspoken pressure not to complain – and poten-

tial for awkward situations if the TA feels they are being overworked.

"This is subtle and hard to document. How do you prove why your supervisor was late getting back at you with that letter of recommendation?"

Kouri-Towe wants safeguards that define hours of work and guarantee the TA will be paid for overtime. Under the current setup, a TA who has worked overtime must apply for extra payment, then hope their supervisor will go to bat for them with the departmental committee.

McGill administrators were not available to comment yesterday on the TA issue. But, Ali said, the university has recently cut TAs' paid work from 180 to 160 hours, even as the number of undergraduates – and the work they generate – increases.

"Overworked TAs become a problem for undergrads," KouriTowe said. "If there are too many essays, a TA has two options – read them quickly and give only the most superficial comments to get work done within the required time frame. Or work for free."

CYBERPRESSE : Des étudiants réclament un réinvestissement dans les études supérieures - Le mercredi 12 mars 2008

La Presse Canadienne
Montréal

À la veille de la présentation du budget du gouvernement du Québec, la Coalition des forces étudiantes nationale (CFEN) a mené, mercredi midi, une action symbolique devant l'Assemblée nationale, à Québec, afin de rappeler l'urgence d'un réinvestissement public dans les cégeps et les universités.

Les étudiants présents, assis derrière leurs pupitres pour une «classe d'hiver», se sont dits in-

quiets de voir le budget 2008 adopté sans qu'une solution au sous-financement chronique de l'éducation ne soit présentée.

Les membres d'associations étudiantes ont rappelé qu'au cours des dernières années, le gouvernement du Québec a choisi d'utiliser la hausse de la péréquation fédérale pour baisser les impôts, en plus de refuser de profiter de deux baisses de la TPS pour hausser ses propres revenus de taxation et ainsi régler directement le problème du déséquilibre fiscal.

Guy-Aume Descôteaux, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), affirme qu'«en 2008-2009, le Québec profitera de l'arrivée de 187 millions \$ d'argent neuf en transferts fédéraux». Selon lui, le budget de jeudi «doit ajouter l'ensemble de ces sommes au financement des cégeps et des universités, s'il veut au moins faire une partie du chemin.»

CNW : CFEN (FEUQ-FECQ-FCEE-Q-Indépendants) : Budget 2008 : Une action étudiante symbolique pour que l'éducation soit une vraie priorité – Mercredi 12 mars 2008, à 12h30

MONTREAL, le 12 mars /CNW Telbec/ - A la veille de la présentation du budget, la coalition des forces étudiantes nationale (CFEN) a mené aujourd'hui une action symbolique devant l'Assemblée nationale du Québec afin de rappeler l'urgence d'un réinvestissement public dans les cégeps et les universités. Les étudiants présents, assis derrière leurs pupitres pour une "classe d'hiver" bien spéciale, se sont dits inquiets de voir le budget 2008 adopté sans qu'une solution au sous-financement chronique de l'éducation ne soit présentée.

"Nos cégeps et nos universités crient de plus en plus famine et on ose encore prétendre que la hausse des frais de scolarité était une solution.", affirme Jean-Patrick Brady, représentant des associations étudiantes membres de la FEUQ au sein de la coalition. "Si les marges de manœuvre budgétaires sont minces, c'est parce que le gouvernement au pouvoir les a arraché lui-même des mains du Québec. Nous sommes ici aujourd'hui pour lancer un défi aux trois principaux partis

politiques : Prenez les moyens de réinvestir massivement en éducation supérieure, c'est votre devoir envers l'avenir !" ajoute M. Brady.

Rappelons qu'au cours des dernières années, le gouvernement du Québec a choisi d'utiliser la hausse de la péréquation fédérale pour baisser les impôts, en plus de refuser de profiter de deux baisses de la TPS pour hausser ses propres revenus de taxation et ainsi régler directement le problème du déséquilibre fiscal. " Même si tous les partis politiques s'entendent pour dire que l'éducation supérieure a besoin d'un réinvestissement public, ils ne semblent pas avoir le courage d'agir. Le gouvernement minoritaire libéral ne s'en donne pas les moyens, et les partis d'opposition n'osent pas le faire tomber.", déplore Angelica Novoa, représentante des associations étudiantes membres de la FCEE-Q au sein de la coalition. "En 2008-2009, le Québec profitera de l'arrivée de 187 M \$ d'argent neuf transferts fédéraux. Ce budget doit ajouter l'ensemble de ces sommes au financement des cégeps et des universités, s'il

veut au moins faire une partie du chemin.", souligne Guy-Aume Descôteaux, représentant des associations membres de la FECQ au sein de la coalition. En plus de ces transferts, le budget fédéral adopté la semaine dernière prévoit le remplacement de la Fondation canadienne des bourses du millénaire par un programme canadien de subventions étudiantes encore plus généreux. "Le gouvernement doit garantir que l'ensemble des sommes transférées au Québec par ce programme soit investi en aide financière aux études, pour éviter une explosion de l'endettement étudiant.", conclut M. Descôteaux.

Des associations étudiantes indépendantes ainsi que d'autres, membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants section Québec (FCEE-Q) se sont jointes au sein de la Coalition des forces étudiantes nationale (CFEN) pour organiser cette action.

Renseignements:



JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Cégeps : Les étudiants boudent les cours d'histoire – Mercredi 12 mars 2008

CÉGÉPS

Les étudiants boudent les cours d'histoire

QUÉBEC | (PC) Le nombre de cours d'histoire du Québec et de cours sur le Québec est en chute libre dans les cégeps. C'est ce que montre une étude d'un professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal, Gilles Laporte, citée par *Le Devoir*.

Selon M. Laporte, le cours Histoire du Québec, qui représentait 25,4 pour cent des cours d'histoire offerts au cégep en 1990, n'en représentait plus que 13,3 pour cent en 2006. Il n'était offert que dans une dizaine d'établissements.

M. Laporte a aussi évalué à moins de cinq pour cent la proportion des élèves inscrits au collégial qui ont suivi un cours d'histoire du Québec l'an dernier. Selon M. Laporte, d'autres cours portant sur le Québec sont menacés d'extinction.

LA TRIBUNE : Le compostage populaire au cégep de Victo - Le mardi 11 mars 2008

Yanick Poisson, La Tribune
VICTORIAVILLE

Depuis que le cégep de Victoriaville a fait l'acquisition d'un îlot de tri à trois voies (compostage, recyclage, déchet), en octobre dernier, la quantité de déchets générés à l'heure du lunch est passée de 43,8 à 12,7 kilogrammes par repas.

En effet, maintenant que les étudiants et le personnel ont la possibilité de jeter leurs restants de table dans un autre contenant que celui réservé aux déchets, ils en profitent.

Quelque 65 % des résidus sont envoyés au compostage et 10 % au recyclage. Ces succès sont

notamment attribuables à l'embauche d'un éco-conseiller.

En poste depuis le mois d'août, Daniel Forget est présent à la cafétéria pour sensibiliser les dîneurs à l'importance de poser le bon geste.

Nouvelles habitudes

Les employés de la cuisine ont aussi adopté de nouvelles habitudes.

À eux seuls, ils compostent davantage de matières que tous les étudiants et le personnel réunis.

Au premier îlot de tri à trois voies installé dans la cafétéria, le 17 octobre, deux autres se sont ajoutés, un pour la salle de regroupement et

l'autre pour la Clairière de l'École nationale du meuble et d'ébénisterie.

Le premier îlot a été fabriqué par un professeur et des étudiants de l'école alternative la Fermentière, alors que les deux autres ont été conçus par un groupe d'étudiants de l'École nationale du meuble et d'ébénisterie. Ce projet a contribué au financement d'un voyage en Tunisie.

Le prochain grand défi du cégep sera de faire du colloque de l'Association de pédagogie collégiale (AQPC) qui se tiendra à Victoriaville du 4 au 6 juin prochain, un événement écoresponsable, zéro-déchet / carbo-neutre.

CYBERPRESSE : Les cours d'histoire du Québec boudés au cégep - Le mardi 11 mars 2008

La Presse Canadienne, Québec

Le nombre de cours d'histoire du Québec et de cours sur le Québec est en chute libre dans les cégeps. C'est ce que montre une étude d'un professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal, Gilles Laporte, citée par le quotidien *Le Devoir*.

Selon M. Laporte, le cours Histoire du Québec, qui représentait 25,4 pour cent des cours d'histoire offerts au cégep en 1990, n'en représentait plus

que 13,3 pour cent en 2006. Il n'était offert que dans une dizaine d'établissements.

M. Laporte a aussi évalué à moins de cinq pour cent la proportion des élèves inscrits au collégial qui ont suivi un cours d'histoire du Québec l'an dernier. Toujours selon M. Laporte, d'autres cours portant sur le Québec sont menacés d'extinction.

Le professeur souligne en particulier l'absence d'une «compétence» claire prescrivant la connaissance de la société québécoise en sciences hu-

maines au cégep. Également, les programmes sont souvent axés sur des contenus exotiques, dans la mouvance altermondialiste et coïncidant mieux avec un stage touristique-historique à l'étranger.

La place du Québec dans les cours de sciences humaines fera l'objet d'une table ronde au prochain congrès de l'Association des professeurs d'histoire des collèges du Québec, à Québec en mai prochain.

LE DEVOIR : La présidente de la CREPUQ plaide pour des universités compétitives - Édition du mardi 11 mars 2008

Alexandre Shields

Le Québec a du rattrapage à faire s'il veut se doter d'universités aptes à jouer leur rôle d'«acteurs clés de l'économie mondiale», selon la principale et vice-chancelière de l'université McGill, Heather Munroe-Blum. Celle-ci prêche donc pour une hausse significative des droits de scolarité, le développement de domaines de compétences ciblés et l'intensification des efforts afin d'attirer les meilleurs éléments et d'augmenter le nombre de diplômés.

Bref, il faut bâtir un réseau d'éducation qui soit «compétitif» sur la scène internationale, selon le maître mot qui est revenu inlassablement dans la bouche de la présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. «Tous les marchés sont appelés à livrer une concurrence mondiale, et il en va de même tant pour l'enseignement supérieur que pour les ressources naturelles», a-t-elle plaidé hier, lors d'une allocution prononcée devant les membres du Conseil des relations internationales de Montréal.

Pour parvenir à faire sa place dans cet environnement difficile, le Québec doit miser sur son «potentiel concurrentiel remarquable», notamment en génomique, en nanoscience, en matériaux de pointe et en sciences environnementales, «qui sont le fondement de plusieurs produits à valeur ajoutée et de services essentiels à son succès». De façon générale, «les universités, les entreprises, l'industrie et les gouvernements doivent cibler leurs propres forces distinctives au sein des secteurs clés pour le Québec et le Canada». Elle a d'ailleurs cité la Chine en exemple, un pays qui est en train d'«édifier ce qui promet de devenir un système d'enseignement supérieur diversifié de classe mondiale».

Évidemment, la qualité de l'enseignement doit selon elle être bonifiée. Pour y arriver, Mme Munroe-Blum propose d'attirer davantage de professeurs de haut niveau, un domaine dans lequel «le Québec peut faire beaucoup mieux». Il faut aussi bâtir un «un environnement de recherche attrayant et dynamique. Nos universités et nos industries ont besoin d'un sérieux coup de main à

cet égard». Enfin, elle note un «véritable problème» dans la qualité des installations destinées à l'enseignement supérieur. Le gouvernement aurait un effort financier certain à faire à cet égard.

La principale de McGill estime que si le Québec fait des efforts dans ces domaines, il pourra être en mesure d'attirer davantage d'étudiants internationaux. Ceux-ci devraient toutefois payer plus cher pour avoir le droit de poursuivre leurs études ici. Elle cite en exemple le cas de l'Australie, qui leur réclame «des frais de scolarité au prix du marché pour aider à financer ses programmes de deuxième et de troisième cycle. Cela semble être une excellente idée et un modèle dont le Québec aurait tout intérêt à s'inspirer».

Les étudiants québécois aussi devraient payer plus, croit Mme Munroe-Blum: «Nous devons faire montre du courage nécessaire et de la volonté politique de repenser notre politique "Dollorama" en matière de droits de scolarité: une politique qui ne favorise ni l'accessibilité, ni la qualité et qui met en péril la santé financière de nos universités».

Aussi, «le gouvernement du Québec doit réduire - et non augmenter -- son approche réglementaire envers nos universités tout en créant des

incitatifs leur permettant de répondre rapidement et efficacement aux défis qui se posent et saisir

les possibilités qui s'offrent à elles», a-t-elle souligné.

THE GAZETTE : Hard-up UQÀM is becoming the black sheep of the family, by PEGGY CURRAN – Tuesday, March 11, 2008

Montreal's ivory towers are rapidly losing patience with their poor cousins at Université du Québec à Montréal.

There was a telling absence at the head table when McGill University's principal, Heather Munroe-Blum, spoke to the Montreal Council on Foreign Relations yesterday. Claude Corbo, UQÀM's newly appointed rector, was a last-minute no-show.

Let's face it, on any given day, Corbo has his hands full putting out fires – a damning auditor's report here, a student strike or faculty revolt there – without having to endure the politely pointed daggers of fellow rectors over hearts of palm and poached salmon.

Munroe-Blum, chair of the Conférence des recteurs et des principaux du Québec, was reluctant to elaborate on the fine points of a recent letter in which CRÉPUQ urged the education minister not to shortchange other universities to pay for UQÀM's financial predicament.

But her speech left little doubt measures introduced in the wake of UQÀM's fiscal fiasco are driving a wedge between universities resentful of efforts to bailout UQÀM while restricting their capacity to decide when to build and what to spend.

Munroe-Blum said universities, scrambling to attract and keep students from around the world,

won't be helped by more bureaucracy. "We pay a heavy price for over-regulation. It can stifle innovation and diminish our ability to attract and retain top talent. ... The Quebec government must diminish – not increase – its bureaucratic control of our universities."

Quebec must act quickly to increase tuition from "Dollar Store" levels that do nothing to improve access, Munroe-Blum said. Then she hurled an even more heretical notion across the bow, saying it's time Quebec realized not all programs are created equal.

"We must suppress our tendency to turn every government program into an equalization effort. We must invest in our most promising areas. Doing so will allow us to develop a critical mass of expertise and research that will stand up to international competition. Funding that is spread thinly can only lead to mediocre results."

Last week, an independent auditor's report urged UQÀM to slash its debtload – unchecked, Quebec predicts it could top \$500 million by 2012 – by chopping 77 teaching positions, freezing salaries and boosting student fees. But unions and student associations have balked at the recommendations. Instead of downsizing, they summoned Quebec to pump more money into the university.

Now the crisis is spilling over onto other campuses. Senior administrators worry Quebec will

continue to throw money at UQÀM – money better spent improving infrastructure, recruiting top-flight students and marketing the province as a stellar destination for international students.

"The situation is delicate," said Luc Vinet, rector of Université de Montréal, which, like McGill, is more likely than UQÀM to benefit from a surge in elite foreign students.

Vinet fears Quebec is trying to make a general rule for problems peculiar to UQÀM. "There's an obvious worry that this could put other universities in jeopardy. At same time, no one wants to make the situation of that university any more fragile than it already is."

Michael Di Grappa, interim president of Concordia University, said Concordia already meets criteria for monitoring large-scale expansion or building projects. "We don't believe we are falling short."

Munroe-Blum contends proposed laws would interfere with McGill's ability to control its own destiny. "We will do what we do best – being accountable in general terms to both the government that sponsors us and to the public by being allowed to manage our universities according to our principles. That is a healthy system."

LE DEVOIR : Éducation - Les francophones nourrissent la croissance du réseau anglais : Le réseau français, lui, est frappé de plein fouet par la crise démographique - Édition du vendredi 07 mars 2008

Clairandrée Cauchy

La population de langue anglaise a beau diminuer au Québec, les établissements d'enseignement en anglais, tous niveaux confondus, sont de plus en plus fréquentés, nous révèlent les statistiques dévoilées en vrac cette semaine par l'Office de la langue française du Québec.

Le réseau de l'éducation de langue anglaise a le vent dans les voiles depuis les années 1990. La croissance du nombre d'élèves dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les cégeps anglais s'explique par la plus grande fréquentation des francophones et, dans une moindre mesure, des allophones.

Voilà un des constats qu'on peut tirer de l'analyse des données publiées dans le fameux Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec, rendu public mercredi par l'Office de la langue française.

Alors que le secteur français est frappé de plein fouet par la décroissance démographique, le secteur anglais connaît une augmentation de clientèle. Au primaire et au secondaire, les effectifs des écoles françaises ont chuté de 4,8 % entre 1992 et 2002 tandis que ceux des écoles anglaises ont augmenté de 10,6 %. La tendance s'observe aussi au collégial, où les cégeps français ont vu leur clientèle fondre de 18,1 % entre 1995 et 2004 tandis que celle des collèges anglais augmentait de 1,7 % (4 % de plus depuis 2000). Ces données se répercutent également sur le poids relatif des secteurs français et anglais. Au primaire et au secondaire, la proportion d'élèves dans le réseau français a diminué de 1,4 point de pourcentage entre 1992 et 2002, au profit du

réseau anglais. Ainsi, 89 % des élèves fréquentaient une école française en 2002 et 11 % une école anglaise.

Au collégial, la proportion d'étudiants inscrits au secteur français est passée de 83,3 % en 1995 à 82,2 % en 2004 tandis que celle des collégiens inscrits au secteur anglais passait de 14,6 % à 16,6 % (les autres collégiens fréquentaient des programmes où l'enseignement était mixte).

À cause des francophones

Professeur de sciences de l'éducation à l'Université du Montréal, Jean-Pierre Proulx constate que la croissance des réseaux anglais est principalement attribuable à la hausse de fréquentation de la part des francophones. «Il y a plus de monde à l'école anglaise qu'il y en avait. Cela avait déjà été remarqué par le président de la Société Saint-Jean-Baptiste il y a quelque temps. Il pensait que c'étaient des immigrants qui contournaient la loi 101. Mais en réalité, on voit maintenant l'explication: ce sont les francophones qui vont plus à l'école anglaise que jadis. C'est quand même étonnant», affirme M. Proulx.

Le nombre d'élèves de langue maternelle française fréquentant l'école anglaise a presque doublé entre 1992 et 2002, passant de 10 822 à 20 413, tandis que la clientèle anglophone diminuait de 2,4 % et que la clientèle allophone augmentait de 20 %. Plusieurs hypothèses peuvent être élaborées pour expliquer cette tendance alors que la loi 101 réserve la fréquentation des écoles anglaises à la minorité anglophone. Il peut par exemple s'agir d'élèves issus de mariages mixtes, dont un des parents a fréquenté l'école anglaise, ou enco-

re d'élèves originaires du Canada anglais où un parent a étudié en anglais.

Quoi qu'il en soit, on note entre 1992 et 2005 une augmentation de 10 % du nombre d'enfants admissibles à l'enseignement en anglais en vertu de la loi 101, pour un total de 127 574 élèves. Là encore, le nombre d'élèves de langue maternelle anglaise est en décroissance tandis que celui de langue maternelle française ou tierce est en hausse. On constate cependant qu'un plus grand nombre d'enfants ayant le droit de fréquenter l'école anglaise sont dans les faits inscrits dans le réseau français (en hausse de 28 %).

Au collégial, on constate aussi une augmentation de deux points de pourcentage du nombre de diplômés du réseau français (peu importe leur langue maternelle) ayant opté pour le cégep en anglais entre 1995 et 2005 (de 5,8 % à 7,9 %).

On observe cependant depuis 2001 que les allophones diplômés du secondaire français ont de moins en moins tendance à s'inscrire au cégep en anglais. C'était le choix de 39,5 % d'entre eux, comparativement à 45,8 % en 2001.

Universités

Les universités anglaises ne sont pas en reste. Si toutes les universités québécoises ont connu une croissance de leurs effectifs de 9,4 % entre 1995 et 2003, l'augmentation a été encore plus marquée dans les universités anglaises, soit 12,1 %. On observe par ailleurs que les étudiants de langue maternelle française sont sous-représentés dans les universités par rapport au poids relatif de la population québécoise de langue française.

On constate également une très légère hausse du nombre de francophones dans les universités



anglaises, soit de 5,9 % en 1995 à 6,2 % en 2003. Le phénomène inverse s'observe chez les anglophones, moins nombreux à opter pour le

français à l'université. Les allophones sont quant à eux plus nombreux à poursuivre leurs études

universitaires en français (la proportion passe de 47 % à 50,7 %).

LE DEVOIR : Opinion : Combien gagne un professeur d'université?, par Guy Laperrière, Professeur au département d'histoire de l'Université de Sherbrooke - Édition du vendredi 07 mars 2008

Combien gagne un professeur d'université au sommet de l'échelle? J'ai posé la question à différentes personnes autour de moi, étudiants, professeurs oeuvrant en enseignement primaire, secondaire ou collégial, en leur demandant d'imaginer le montant le plus élevé possible. Des étudiants ont risqué le salaire de 60 000 \$, mais la plupart des autres y sont allés pour 80 000 \$ ou 100 000 \$. Une personne a même osé 110 000 \$. Eh bien, étant moi-même en fin de carrière, je connais la réponse: 120 000 \$. Et ce montant est assez rapidement atteint. Ainsi, à Sherbrooke, où les promotions sont facilement accordées, le sommet de l'échelle est atteint à 55 ans.

Une situation privilégiée

On n'en finirait plus d'énumérer tous les privilèges des professeurs d'université qui accompagnent ce modeste salaire. Sécurité d'emploi absolue, années sabbatiques, régime de retraite avantageux, retraite graduelle avec travail à mi-temps et salaire à 100 %, prime de départ d'un an de salaire si on ne prend pas de retraite graduelle, exonération des frais de scolarité pour ses enfants (ça existe encore!). Si on compare la tâche de ces professeurs à celle des enseignants des autres niveaux, l'avantage est indéniable: étudiants plus motivés, niveau d'enseignement plus intéressant, tâches de recherche stimulantes, participation à des congrès dans différents pays du monde. Selon mon expérience, c'est une vie exigeante, une vie absorbante, mais une vie exaltante. Pourtant, je suis bien conscient que des collègues vivent des situations d'épuisement professionnel: on n'a pas fini d'en cerner les causes, au-delà des facteurs personnels. Mais revenons aux salaires.

Salaires et déficits

Administrateurs, professeurs et étudiants sont unanimes sur un point: le sous-financement des universités au Québec. Pas une semaine sans qu'on entende une lamentation à ce sujet. Le rattrapage a même été chiffré. Même en tenant compte du réinvestissement de 240 millions de dollars réparti sur trois ans annoncé en décembre 2006, il manquerait encore de 150 à 300 millions pour que les universités québécoises atteignent le niveau de celles de l'Ontario. Et les universités ont réussi à convaincre le public qu'il y avait deux voies pour y parvenir: la hausse des frais de scolarité des étudiants et un réinvestissement massif des gouvernements. Nulle part n'a-t-on entendu qu'il fallait freiner la hausse des salaires des professeurs, pourtant le principal poste de dépenses! C'est à peine si la ministre Monique Jérôme-Forget a esquissé un blâme aux dirigeants de l'Université de Montréal pour avoir consenti aux professeurs des hausses de 15 % après leur grève héroïque de 12 jours à l'automne 2005. Ils ont d'ailleurs l'intention de récidiver afin que leurs salaires rejoignent ceux des meilleures universités canadiennes (entendez que les meilleurs sont toujours les mieux payés).

Équité sociale

Ce que les uns reçoivent, les autres ne le reçoivent pas. À côté de ces 100 000 \$ et plus que j'évoquais à l'instant, les chargés de cours, qui assument une grande partie de l'enseignement, peuvent recevoir quelque 8000 \$ par charge de cours. La tâche d'enseignement d'un professeur étant de quatre cours par année, on peut estimer qu'un chargé de cours vit normalement avec 32 000 \$. Le sommet de l'échelle pour un professeur au collégial ne dépasse pas 70 000 \$; au primaire

et au secondaire, 65 000 \$. Somme toute, c'est infiniment moins, pour des tâches pourtant bien dures, dans le cas des enseignants au secondaire, ou avec bien peu de sécurité, dans celui des chargés de cours. Un minimum de sentiment d'équité sociale pousserait à un équilibre tout autre des salaires.

Les administrateurs ne sont pas en reste...

Aux privilèges déjà énumérés s'ajoutent les suppléments administratifs. Les fonctions administratives sont exigeantes, et pourtant, elles sont très convoitées. Et les gratifications financières ne font pas défaut: à Sherbrooke par exemple, qui est parmi les plus modestes, un directeur de département reçoit un supplément de 9000 \$; un doyen gagne un minimum de 135 000 \$, et un vice-recteur, 170 000 \$, sans oublier les frais de fonction. Surtout, s'ajoutent pour chacun des primes individuelles dont on se garde bien de dévoiler le montant. Je vous laisse deviner le salaire du recteur...

C'est à croire qu'un salaire plus élevé accroît la valeur d'un individu. Quelle est la crédibilité de ces professeurs et de ces administrateurs lorsqu'ils parlent de sous-financement, avec leurs salaires dans les six chiffres? Les déficits ne les gênent pas, pourvu que leurs salaires continuent d'augmenter. Pour ma part, j'ai décidé d'agir. Depuis plusieurs années, je suis passé à demi-temps, coupant ainsi mon salaire de moitié, ce qui a permis d'engager un jeune professeur. Jamais n'ai-je pris une décision qui m'a rendu aussi heureux. Et si on me demande combien gagne un professeur d'université, ma réponse tient en un mot: trop!

LE DROIT : QUÉBEC A LAISSÉ L'UQO SOUFFRIR DE «SOUS-DÉVELOPPEMENT CHRONIQUE» : La Ville attend une véritable université - Le jeudi 06 mars 2008

Patrick Duquette

La Ville de Gatineau souhaite obtenir la garantie que l'UQO deviendra une « vraie université » avant de lui dérouler le tapis rouge.

« C'est facile de dire dans les journaux que la Ville est la méchante et que l'UQO respire la sainteté », dit la conseillère du centre-ville, Denise Laferrière, en réactions aux propos tenus tout cette semaine par le recteur Jean Vaillancourt.

L'UQO réclame que la municipalité participe financièrement à l'essor de son campus Taché, un projet de 120 à 150 millions \$. En entrevue éditoriale, M. Vaillancourt a déploré la lenteur des échanges avec la Ville.

Mme Laferrière a expliqué que la Ville hésite à financer une université qui souffre, depuis sa création en 1981, de « sous-développement chronique ».

Traverser la rivière

Vingt-six ans après sa création, l'UQO n'a pas de faculté de droit, de génie ou même de médecine. L'UQO ne répond pas aux besoins de la région, dit Mme Laferrière.

D'autres universités du réseau, comme Trois-Rivières et Chicoutimi, ont pourtant des écoles de médecine. L'Université du Québec à Rimouski a

bénéficié de la manne provinciale pour devenir une experte dans le milieu marin.

« Nos élites n'ont pas cru bon de réclamer le même traitement pour l'UQO, choisissant de se fier aux institutions ontariennes afin d'offrir de tels services. La conséquence d'un tel manque de vision nous amène là où nous sommes », déplore-t-elle.

Elle note que le gouvernement ontarien multiplie les annonces d'investissements dans les institutions postsecondaires d'Ottawa.

« Pourquoi ? Parce que nos jeunes de l'Outaouais ont pris l'habitude depuis des décennies d'aller étudier de l'autre côté de la rivière, ce qui a créé le besoin de construire de nouvelles installations », dit Mme Laferrière.

Non sans ironie, elle remarque que « notre sous-financement chronique en éducation post-secondaire a résulté dans l'enrichissement collectif d'Ottawa au détriment de la rive québécoise. »

Médecine et génie

« Nous sommes tous d'accord pour que l'UQO se développe au rythme des besoins de notre région. Je suis prête à revendiquer haut et fort une faculté de médecine, une faculté de génie dont nous avons un urgent besoin afin d'offrir les services

dont notre population a besoin pour s'épanouir et prospérer », dit Mme Laferrière.

« Mais pour le développement de notre ville, il nous faut une vraie université. Or il manque beaucoup d'outils à l'UQO pour se développer et ses demandes arrivent à un moment où le gouvernement du Québec n'a pas d'argent pour l'éducation post-secondaire. Alors l'UQO se tourne vers la Ville pour qu'on lui construise des chemins », dit-elle.

Mme Laferrière se montre peu impressionnée par les déclarations du ministre de la Santé. Philippe Couillard dit être prêt à l'arrivée d'une école de médecine à Gatineau.

« La Ville ne construira pas pour 3 ou 4 millions \$ de nouvelles rues sur des si, des peut-être et des oui-dire. Si l'UQO veut développer une école de médecine et que le ministre se dit prêt à débloquer les millions nécessaires pour y arriver, alors vous pouvez être sûr que Gatineau lui déroulera le tapis rouge. »

En attendant, note-t-elle, le plan de développement de l'UQO consiste, grosso modo, à bâtir de nouveaux pavillons pour y relocaliser les étudiants qui suivaient leurs cours au pavillon Lucien-Brault.



Montréal, mercredi 5 mars 2008 – Dans le cadre de sa tournée des régions sur la situation financière des étudiants, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) organisait une action symbolique devant le bureau de circonscription de madame Monique Jérôme-Forget. À la veille du dépôt du prochain budget provincial, plus d'une quarantaine d'étudiants des cégeps André-Laurendeau, Édouard-Montpetit et Rosemont se sont rassemblés autour d'une « pépinière » afin de souligner les grands travaux nécessaires pour l'avenir de l'éducation postsecondaire au Québec. La FECQ réitérait ainsi les demandes qu'elle a énoncées à plusieurs reprises durant la dernière année.

Le gouvernement maintient le réseau collégial et les universités dans un état de sous-financement important. 305 millions de dollars dans les cégeps et 400 millions au niveau universitaire manquent pour que ces établissements puissent remplir adéquatement leur mission. « Ces sommes doi-

vent être investies pour garantir la qualité de notre éducation » a affirmé Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ. Or, de l'argent neuf a été investi dans les transferts fédéraux. Aussi, le gouvernement doit s'engager à affecter ces sommes à l'éducation supérieure. La fédération demande aussi à ce que la répartition traditionnelle du financement de l'enseignement supérieur (40% pour les cégeps et 60% pour les universités) soit respectée.



Outre le financement du réseau, l'accessibilité financière aussi est en piteux état. À la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest s'ajoute la désuétude du système d'Aide financière aux études. La FECQ demande une vraie réforme du programme et l'injection des fonds nécessaires. Les demandes des étudiants sont axées sur trois principaux points. D'abord, le gouvernement doit augmenter le seuil de contribution parentale. En effet, les familles québécoises doivent contribuer aux études de leurs enfants dès lors qu'ils atteignent un revenu de 30 850 \$, un montant en deçà du seuil de faible

revenu, et inférieur de près de 15 000 \$ à la moyenne canadienne. La fédération croit, comme le Comité consultatif sur l'accessibilité aux études (CCAFE), qu'un seuil de 45 000 refléterait plus fidèlement la réalité. « Avec le seuil actuel, des étudiants reçoivent peu ou pas d'aide financière parce que leurs parents est au-dessus du seuil, mais ne reçoivent pas de contribution parentale parce que les parents n'en ont pas les moyens ! » dénonce madame Bond-Roussel. La réforme souhaitée par la FECQ inclut aussi l'indexation des dépenses admises. En effet, les dépenses utilisées pour calculer le montant auquel l'étudiant a droit n'ont été indexées que 4 fois dans les 13 dernières années, et les montants ne sont pas du tout réalistes.

« Il est scandaleux que l'AFE n'accorde que 6\$ par jour aux étudiants pour se nourrir ! » s'insurge la présidente de la FECQ. La troisième revendication principale en regard de l'AFE touche l'arrêt de l'inclusion des pensions alimentaires pour enfant dans les revenus du parent à charge. En effet, toute la pension au-delà des 100 premiers dollars est imputée aux revenus du parent et vient diminuer son AFE. « L'argent des pensions sert à faire vivre l'enfant, pas le parent ! » ajoute Geneviève Bond-Roussel.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 40 000 étudiants dans 21 cégeps membres, répartis aux quatre coins du territoire québécois.

Des photographies de l'action sont disponibles sur le site internet de la fédération : www.fecq.org 30 -

Source et renseignements : Édouard Reinach, attaché de presse, cellulaire : 514-622-8179 ; bureau : 514-396-3320.

L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les étudiants veulent être plus nombreux au C.A. du Cégep : «Il y a un déséquilibre flagrant», dit l'un d'eux – Mercredi, le 5 mars 2008 à 7:38

par Dominic Villeneuve
Les membres de l'Association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) doivent se prononcer la semaine prochaine sur une résolution demandant au conseil d'administration de l'établissement collégial d'augmenter la représentation étudiante en son sein.

Les étudiants devaient notamment se prononcer sur la question hier midi, mais ils n'étaient pas suffisamment nombreux pour que l'assemblée générale ait lieu.

Un proche de l'AGECD, Vincent Roy, a néanmoins sensibilisé les membres du C.A. du Cégep, hier soir, lui qui avait tenté de le faire, mais plus «subtilement», voire irrespectueusement, le mois dernier.

À ses yeux, et de l'avis de plusieurs autres étudiants selon lui, il est anormal que les étudiants du Cégep aient autant de voix au chapitre (deux)

que les anciens étudiants, que leurs parents ou même que les entreprises de la région.

«Ma motivation est un profond sentiment d'injustice et une soif de voir le C.A. de mon cégep représenter réellement ses principaux acteurs», a-t-il lancé.

M. Roy n'a toutefois rien contre la présence de membres externes au C.A. du Cégep. Il souhaiterait toutefois un nouveau pacte entre les différents acteurs pour garantir l'essentiel des sièges aux membres internes du collège.

«Le personnel de soutien, les enseignants et le la coopérative étudiante devraient aussi être mieux représentés au C.A. On est d'accord à ce que des membres externes y siègent, mais il y a un déséquilibre flagrant. Avec une meilleure représentation, les membres internes pourraient faire front commun et mieux se faire entendre», a-t-il expliqué.

Les étudiants devront toutefois se passer de l'appui des enseignants sur cette question. De l'avis du président du Syndicat des enseignants du Cégep de Drummondville, Jean Vaillancourt, ses membres ne réclament pas plus de pouvoirs au C.A.

Présent au début de l'assemblée ordinaire du C.A., le directeur général du Cégep de Drummondville, Normand Bernier, qui est en convalescence, a précisé que c'est le gouvernement du Québec qui fixe les règles de composition des conseils d'administration. D'ailleurs, les étudiants des cégeps de Saint-Hyacinthe et de Granby ont également deux représentants à leur C.A.

«C'est le gouvernement du Québec qui peut prendre la décision de changer la composition d'un conseil d'administration, pas nous. Mais actuellement, la tendance est davantage à restreindre le nombre d'administrateurs et de privilégier les membres externes», a-t-il affirmé.

LA TRIBUNE : Référendum du REMDUS: la Cour retarde le décompte - Le mardi 04 mars 2008

Isabelle Pion, La Tribune
SHERBROOKE

Le résultat du référendum visant à déterminer si les étudiants du Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) resteront membres de

la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne seront pas connus avant la fin du mois de mars, a décrété le juge Paul-Marcel Bellavance de la Cour supérieure, lundi.

C'est que le responsable du comité du oui, Philippe-Olivier Giroux, qui souhaite que le REMDUS

demeure avec la FEUQ, a demandé à la Cour supérieure que les bulletins de vote ne soient pas dépouillés avant que celle-ci n'examine sa demande d'annulation de référendum.

Le scrutin a commencé la semaine dernière et devait se terminer hier soir. Le demandeur a fait

cette requête en injonction provisoire en soulevant certaines lacunes.

La décision rendue lundi s'avère intérimaire, puisque le juge n'avait pas en main une preuve et une argumentation complète.

Le tribunal demande donc à ce que les bulletins de vote demeurent sous scellé jusqu'au 31 mars, date de l'audition pour l'injonction interlocutoire.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Éducation : Concurrence universitaire - mise à jour le lundi 3 mars 2008 à 11 h 50

Plus d'info
Audio et Vidéo

[Le reportage de Normand Lacombe](#)

L'Université Laval fait face à de plus en plus de concurrence. Les universités régionales imitent celles des grands centres et viennent donner des cours en région. L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a récemment annoncé qu'un cours de création d'images 3-D sera offert dans la Vieille Capitale cet automne.

La ministre de l'Éducation du Québec, Michelle Courchesne, a mis sur pied un comité pour étu-

dier l'expansion des universités et la cohérence de ce développement dans la province.

Pour le vice-président de l'Université du Québec, Daniel Coderre, il faut se réjouir de ces expansions. « Il faut le voir plutôt comme une complémentarité, comme une expertise à une région qui est ajoutée à celle qui existe ici déjà », souligne-t-il.

Toutefois, M. Coderre admet qu'il faut certaines règles, mais il croit que les initiatives, comme celle d'implanter un programme de création 3-D, ne doivent pas être rejetées. « Je pense qu'il

existe une compétition entre les universités et qu'il ne faut pas faire un tout de cette délocalisation qui se fait. Parfois, elle est très valable pour le Québec », indique-t-il.

Les universités sont financées selon le nombre d'étudiants et les établissements tirent profits de ces programmes dispensés hors de leur région d'appartenance. De plus, cela leur permet de recruter et d'attirer des étudiants chez elles.

Le rapport du comité est attendu d'ici un an.

MÉTRO : Bourses du millénaire : Un programme sur ses derniers milles – Lundi 03 mars 2008

Bourses du millénaire

Un programme sur ses derniers milles

ÉDUCATION. Quelque 98 M\$ ont été versés l'an dernier à des étudiants québécois par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Dans le cadre de ses programmes de bourses, qui disparaîtront en 2009, l'organisme poursuit deux grands objectifs : faciliter l'accès des jeunes aux études postsecondaires et encourager le talent de ceux et celles qui se démarquent grâce à leur engagement social et communautaire.

«La Fondation octroie 95 % de ses bourses en fonction des besoins financiers des étudiants», souligne Andrew Parkin, directeur exécutif de la Fondation. Nous voulons éviter que les barrières financières deviennent un frein aux ambitions de carrière de la relève.»

Bourses générales et bourses d'excellence

Afin d'aider des centaines de milliers d'étudiants à diminuer leurs dettes d'études, différents programmes de

Note finale

Le programme des Bourses du millénaire, qui existe depuis 1998, disparaîtra en 2009 en vertu du budget déposé par le gouvernement conservateur la semaine dernière.

bourses sont gérés par la Fondation. Tous les étudiants qui effectuent une demande d'aide financière auprès du gouvernement du Québec dans le cadre du Programme de prêts et bourses deviennent automatiquement admissibles aux deux bourses suivantes : la bourse générale du millénaire et la bourse d'accès du millénaire, cette dernière ayant été mise sur pied en 2005 dans le but d'améliorer la situation financière d'étudiants provenant de famille à faible revenu.

Les bourses d'excellence sont, quant à elles, accordées à des étudiants qui ont préalablement préparé et

soumis leur candidature. Elles sont d'une valeur de 4 000 \$ ou 5 000 \$, et plusieurs d'entre elles sont souvent renouvelables l'année suivante.

«Les bourses d'excellence s'adressent à des jeunes qui entreprendront, à l'automne, leurs études collégiales ou universitaires [bourses d'entrée] ou qui sont déjà inscrits à un programme d'études [bourses en cours d'études]», note

M. Parkin. Dans le premier cas, l'étudiant doit présenter sa candidature directement à la Fondation. En ce qui concerne les bourses en cours d'études, l'étudiant doit le faire auprès de son établissement d'enseignement, qui sélectionnera les candidats et les recommandera à la Fondation. Cette année, la date de tombée pour la réception des candidatures est le 12 décembre 2008.

En 2007, 700 bourses d'excellence ont été décernées à des jeunes Québécois.

«Pour y être admissible, il ne suffit pas nécessairement d'être un premier de classe, tient à préciser M. Parkin. Un bon dossier scolaire est en effet important, mais il faut savoir que les bourses d'excellence visent également à reconnaître les qualités de leadership de jeunes et leur engagement dans des projets qui

contribuent au mieux-être de leur communauté.»

Un autre programme de bourses, celui du Conseil mondial du pétrole, récompense des étudiants de niveau postsecondaire qui se destinent à des carrières liées à l'industrie pétrolière.

MONEMPLOI.COM
Cette chronique est un service de Septembre éditeur.
www.boursesmillenaire.ca



LA PRESSE : Nouveau cadre des frais afférents: l'UdeM réplique : « Loufoque et improvisé » - Le dimanche 02 mars 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Le recteur de l'Université de Montréal est furieux contre la décision de Québec de limiter la hausse des frais afférents facturés aux étudiants. Luc Vinet qualifie le nouveau règlement de «loufoque et improvisé» et annonce que pour s'y conformer, l'université pourrait devoir couper certains services offerts aux étudiants.

L'Université de Montréal est dans une situation délicate depuis que la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a dévoilé, au milieu du mois de février, un règlement plafonnant entre 15\$ et 50\$ par an la hausse des frais exigés pour divers services non académiques. Quelques semaines avant cette annonce, l'Université de Montréal avait décidé d'aller de l'avant avec des majorations de cinq à 10 fois supérieures.

Elle comptait ainsi amasser près de 7 millions pour bonifier certains services aux étudiants Elle comptait ainsi amasser près de sept millions pour bonifier certains services aux étudiants et assurer la survie d'autres. Or, en vertu de la nouvelle législation, cette somme ne dépassera pas le million et demi, ce qui suffirait à peine à couvrir l'augmentation normale des coûts de système.

«Cet écart substantiel conduira nécessairement à des coupures assez dramatiques au niveau de l'encadrement des étudiants. Nous sommes extrêmement préoccupés par les conséquences que la mesure, telle qu'elle est présentée, engendrerait», a mis en garde Luc Vinet dans une entrevue exclusive à La Presse, sa première depuis la présentation du règlement ministériel.

Un exemple? «Cela pourrait nous obliger à cesser ou à réduire le service de paniers de Noël offerts aux étudiants dans une situation précaire, les

programmes d'orientation avec les conseillers scolaires, l'accueil des étudiants handicapés ou l'accueil des étudiants internationaux, alors qu'on a un gouvernement qui nous incite justement à en accueillir davantage dans une perspective d'augmentation de l'immigration.»

D'autres services seront maintenus dans leur «situation d'indigence», a noté M. Vinet. «La liste d'attente du service de soutien psychologique est de quelques mois. On ne pourra que maintenir les choses dans un état inacceptable. (...) Malheureusement, de plus en plus d'étudiants en ont besoin.» Une situation qui n'est pas sans conséquence sur la persévérance scolaire, selon le recteur.

En décidant de réglementer les frais afférents, la ministre de l'Éducation a répondu à une demande formulée depuis longtemps par les étudiants. En effet, ces frais ont bondi de 300% depuis 1994,

de sorte que le coût d'une année d'études universitaires à temps plein a crû de 20% malgré le gel des droits de scolarité décrété par Québec jusqu'en 2007. Et cela, de façon très variable d'un établissement à l'autre.

Luc Vinet reconnaît que la situation était problématique, mais déplore que le nouveau règlement cristallise les inégalités entre les établissements de la province. L'écart entre les trois universités anglophones, où les frais sont les plus élevés, et le réseau francophone se chiffrera toujours en centaines de dollars dans trois ans, malgré la formule dégressive choisie par Québec dans le but précis de réduire ces inégalités.

La ministre Courchesne aurait donc mieux fait, selon M. Vinet, de permettre à toutes les institutions de rejoindre la facture de la plus gourmande - McGill - en plus d'accorder une hausse annuelle correspondant au minimum au taux d'inflation. «La formule proposée est assez loufoque et improvisée. Impraticable. On aurait certainement pu en concevoir une autre.»

Au-delà de la vie étudiante, c'est aussi la qualité de l'enseignement qui sera touchée, ajoute le recteur. Certaines facultés ont notamment «besoin de charger des frais beaucoup plus élevés» - celle de droit, par exemple, afin de permettre aux étudiants de participer à divers concours internationaux de plaidoiries. «Je vois chaque année le fossé s'élargir entre les universités québécoises et celles du reste du Canada.»

Relations tendues avec les étudiants

L'Université de Montréal n'a pas encore précisé le sort qu'elle réserve à la facture des étudiants pour septembre. «Nous sommes encore en pourparlers avec le Ministère et les étudiants pour trouver une issue», a dit M. Vinet. Le règlement prévoit en effet qu'une université peut dépasser les limites fixées à condition d'obtenir le feu vert de ses étudiants. Or, les relations sont pour le moins tendues entre les deux parties sur le campus du mont Royal.

À la mi-février, l'administration a envoyé une mise en demeure à la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) pour qu'elle cesse la distribution d'un dépliant qui dénonçait la hausse des frais en parodiant des slogans officiels de l'institution. «Ce guide vous offre une visite de l'université francophone où les étudiants déboursent le plus pour leurs études dans tout le Québec», y lisait-on notamment. Ou encore: «L'avenir commence ailleurs.» Le tout accompagné des coordonnées d'autres universités québécoises et canadiennes où les collégiens étaient susceptibles de trouver de «meilleures perspectives d'avenir».

Le dépliant était distribué à un moment choisi avec soin: pendant une journée portes ouvertes destinée justement à convaincre les collégiens de s'inscrire à l'Université de Montréal en septembre. La présidente de la FAECUM, Julie Bouchard, a qualifié la mise en demeure de «mesure complètement exagérée. Nos actions ont toujours été pacifistes.»

«Le dépliant était très bien fait. En couleur, avec des photos et les mêmes polices de caractères que celles employées pour les communications officielles. Il a pu semer la confusion chez certains parents», a justifié Sophie Langlois, porte-parole de l'UdeM.

Les étudiants ont d'ores et déjà annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de redistribuer le document incriminé, puisqu'ils sont convaincus que l'Université de Montréal se conformera à la nouvelle législation pour éviter d'être pénalisée financièrement par Québec.

De son côté, la direction de l'Université Laval, qui s'est placée dans une situation similaire en voulant accroître de 100\$ par année ses frais afférents, sans toutefois obtenir l'appui des étudiants, n'a pas encore annoncé ses couleurs. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) a dénoncé l'ingérence de Québec dans la gouvernance des universités dès la publication du règlement.

Les frais afférents et les institutions montréalaises 2006-2007 / 2010-2011

École Polytechnique: 415\$ / 584\$

Université de Montréal: 522\$ / 622\$

ETS: 343\$ / 652\$

UQAM: 368\$ / 702\$

HEC Montréal: 684\$ / 849\$

Université Concordia: 865\$ / 930\$

Université McGill: 1432\$ / 1542\$

Portrait de la scolarité au Canada

LE DEVOIR : Les Canadiens font de bons étudiants - Édition du mercredi 05 mars 2008

Voir graphique interactif sur le recensement

La Presse canadienne

Ottawa -- Les Canadiens sont de plus en plus instruits et le pays se classe désormais au premier rang parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le taux de scolarité postsecondaire, a révélé hier Statistique Canada.

D'après les données du recensement de 2006, six sur 10 adultes canadiens de 25 à 64 ans ont appris un métier ou complété des études collégiales ou universitaires, tandis que 15 % -- surtout des hommes -- n'ont pas obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Selon Statistique Canada, les plus jeunes sont en grande partie responsables de ce résultat susceptible de faire l'envie aux États-Unis. En effet, parmi les Canadiens de 25 à 34 ans, environ 23 % ont fait un cours collégial et 29 % détiennent

un diplôme universitaire. Ces pourcentages sont inférieurs à 20 % chez les 55 à 64 ans.

Les immigrants récents, qui ont un taux de diplomation postsecondaire deux fois plus élevé que le reste de la population, contribuent aussi à ce progrès, tout comme les femmes. Au Canada, elles sont plus nombreuses que les hommes sur les bancs d'école depuis plusieurs années et cela se reflète désormais dans les statistiques.

Ainsi, le tiers des femmes de 25 à 34 ans et le quart des hommes du même âge détiennent un diplôme universitaire, soulignent les analystes de Statistique Canada. Les jeunes vont non seulement à l'école plus longtemps que leurs parents, mais ils choisissent aussi des métiers différents. À peine un jeune Canadien sur dix a un métier, comparativement à 13 % des personnes de 55 à 64 ans.

La mécanique et la réparation sont moins répandues qu'avant, mais les certificats en services

personnels et culinaires se multiplient. À l'université, les formations les plus populaires sont désormais celles reliées au commerce, à la gestion et au marketing.

Québec

Au Québec, 18 % de la population adulte âgée de 25 à 64 ans avait un certificat d'une école de métiers en 2006. C'est la plus forte proportion au Canada. Environ 21 % des Québécois adultes avaient un grade universitaire en 2006, et près de 21 % avaient un diplôme d'études secondaires. Toutefois, 17 % n'avaient pas de diplôme d'études secondaires.

La grande majorité (94 %) de la population adulte qui a étudié au Québec vivait toujours dans la province en 2006, soit la plus importante proportion de personnes demeurant dans la province ou le territoire où elles ont étudié au Canada.

LA PRESSE : Le nombre de diplômés universitaires bondit de 24% - Le mercredi 05 mars 2008

Émilie Côté, La Presse

Les jeunes sont plus scolarisés que leurs aînés. Entre 2001 et 2006, le nombre d'adultes détenteurs d'un diplôme universitaire a fait un bond de 24%.

«Pendant ce temps, la population n'a crû que de 7%», indique Yvan Clermont, directeur adjoint du Centre de la statistique de l'éducation chez Statistique Canada.

Selon les données du recensement de 2006 dévoilées hier, 23% des adultes âgés de 25 à 64 ans ont un diplôme universitaire. Si bien qu'à ce chapitre, le Canada a pris le sixième rang des pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) en 2006, à égalité avec l'Australie et la Corée.

Mais la proportion de détenteurs de diplômes universitaires est deux fois plus importante chez les gens qui ont immigré au Canada entre 2001 et 2006 que chez la population née au Canada. Elle est aussi presque deux fois plus grande que chez les immigrants arrivés avant 2001. «Au Canada, 51% des immigrants récents ont des diplômes d'études universitaires, indique Yvan Clermont. Parmi les 142 000 personnes qui ont un doctorat, 49% ne sont pas nées au Canada. C'est une statistique très intéressante.»

Des données révélées hier viennent chiffrer un autre phénomène dont on parle depuis longtemps: la prédominance des filles dans les universités. En 2006, le tiers (33%) des femmes de 25 à 34 ans avaient un diplôme universitaire, comparativement à 25% chez les hommes du même âge.

Chez les 55 à 64 ans, c'est l'inverse: 21% d'hommes, contre 16% des femmes.

«Les chiffres viennent nous en apprendre plus sur l'ampleur du phénomène. Il est indéniable», commente Jacques Hamel, professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

Selon M. Hamel, les données dévoilées hier sur la scolarisation des Canadiens confirment «des tendances qu'on observe depuis des années». «Mais il faut faire quelques nuances. Ces données portent sur des diplômes acquis, souligne-t-il. Il faut voir de quelles disciplines on parle et s'ils permettent véritablement aux gens d'intégrer le marché du travail sur la base de leur formation.»

Le sociologue s'interroge aussi à savoir si les gens restent à l'école à défaut de trouver un emploi. Derrière les chiffres se cache peut-être également



le phénomène du «décrochage-rattrapage». Des gens qui retournent à l'école et qui obtiennent leur diplôme sur le tard. «C'est une réalité qu'on observe», dit-il.

Et le Québec

C'est dans la Belle Province qu'on retrouve la plus importante proportion de 25 à 64 ans formés pour un métier: 18%, contre 12% dans l'ensemble du Canada. «Au Québec, la situation est d'autant plus unique que la proportion est plus élevée chez la cohorte plus jeune que chez la cohorte plus âgée, poursuit Yvan Clermont. Au Québec, c'est 19% contre 15%. Au Canada, c'est plutôt 10% contre 13%.»

Selon Jacques Hamel, il ne faut pas voir ces chiffres «comme quelque chose de négatif». «Le gouvernement n'a pas arrêté de faire de la publicité pour valoriser les métiers. Ça porté fruits, indique le sociologue. Les jeunes ont été sensibles aux campagnes du ministère de l'Éducation. Dans les autres provinces, il y a peut-être aussi ce besoin.»

Yvan Clermont souligne toutefois un point important. «Nous avons une situation singulière au Québec car nous avons des programmes d'apprentis.»

Autre trait propre aux Québécois révélé dans les dernières données du recensement, ils préfèrent rester dans leur province pour étudier. «Pour des raisons évidentes, c'est au Québec qu'on retrouve le plus fort pourcentage de gens diplômés à l'intérieur de la province (87%)», note M. Clermont.

Entre 2001 et 2006, le Québec affichait un déficit migratoire de 5400 diplômés de l'enseignement postsecondaire, dont 3900 qui avaient un diplôme universitaire. «Au Québec, les gens ont tendance à plus partir qu'à venir, signale M. Clermont. Au niveau du flux migratoire, les deux endroits qui enregistrent les plus importants gains sont l'Alberta et la Colombie-Britannique.»

Le document intitulé [Portrait de la scolarité au Canada, Recensement de 2006](#), fait état de la scolarité des 17 382 100 Canadiens adultes âgés de 25 à 64 ans.

Scolarité des Canadiens 24%

Le nombre d'adultes de 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme universitaire a grimpé de 24% de 2001 à 2006.

6e rang

Le Canada prend le sixième rang des pays de l'OCDE en ce qui a trait à la proportion de diplômés universitaires au sein de la population adulte (22,9%), ex aequo avec l'Australie et la Corée.

33%

En 2006, le tiers (33%) des femmes de 25 à 34 ans avaient un diplôme universitaire, comparativement à 25% pour leurs homologues de sexe masculin. C'est nettement supérieur aux taux observés chez les 55 à 64 ans: 16% des femmes et 21% des hommes.

18,1%

C'est au Québec qu'on retrouve la plus importante proportion d'adultes ayant un certificat d'une

école de métiers: 18,1%, contre 12,4% au Canada.

Les Canadiens travaillent plus longtemps 2 millions

Un peu plus de 2 millions de personnes de 55 à 64 ans occupaient un emploi en 2006, soit 43,0% de plus qu'en 2001.

15,3%

En 2006, les travailleurs âgés de 55 ans et plus représentaient 15,3% de l'ensemble de la population active, soit une augmentation de 11,7% comparativement à 2001.

41,2 ans

L'âge médian de la population active a franchi pour la première fois la barre des 40 ans, grim pant de 39,5 ans en 2001 à 41,2 ans en 2006.

Niveau de scolarité

Chez les 25 à 64 ans

QUÉBEC / CANADA

Aucun certificat, diplôme ou grade 17,1% / 15,4%

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent 21,1% / 23,9%

Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers 18,1% / 12,4%

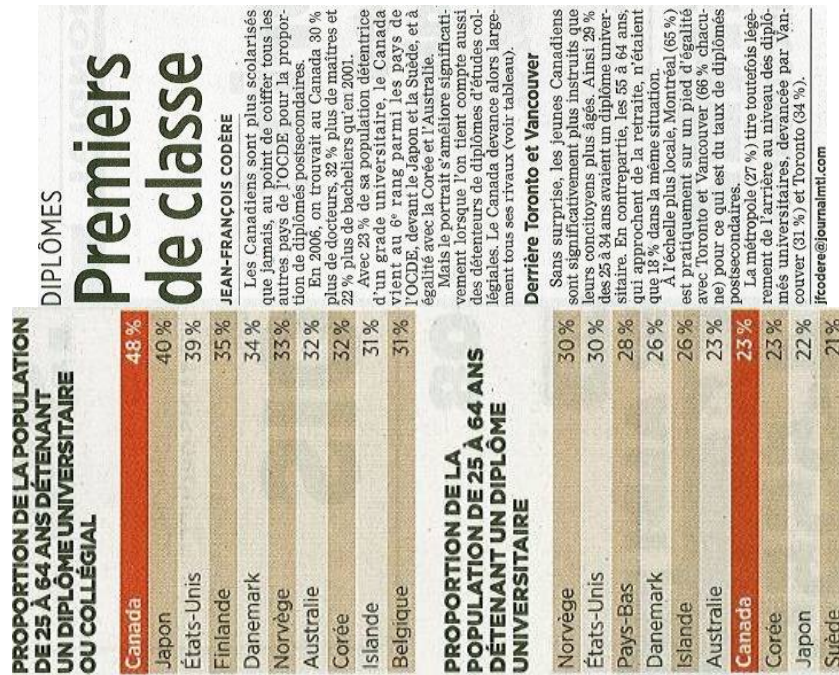
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire 17,5% / 20,3%

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat 5,4% / 5,0%

Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat 20,8% / 22,9%

Source : Statistique Canada

JOURNAL DE MONTRÉAL : Premiers de classe – Mercredi 05 mars 2008



LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Scolarité : profil de la population adulte âgée de 25 à 64 ans – Mardi 04 mars 2008

Le document intitulé [Portrait de la scolarité au Canada, Recensement de 2006](#) fait état de la scolarité des 17 382 100 Canadiens adultes âgés de 25 à 64 ans.

Dans l'ensemble, 6 Canadiens âgés de 25 à 64 ans sur 10 ont terminé des études postsecondaires sous une forme ou une autre. Un diplômé de l'enseignement postsecondaire sur

cinq a étudié en commerce, gestion et marketing. Aucun pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'a un taux de scolarité de niveau collégial et universitaire plus élevé que le Canada au sein de la population adulte.

Le nombre d'adultes âgés de 25 à 64 ans titulaires d'un grade universitaire a grimpé de 24%,

passant de 3 207 400 en 2001 à 3 985 700 en 2006. Par comparaison, le nombre d'adultes sans grade universitaire n'a augmenté que de 2%.

Le Canada prend le sixième rang des pays de l'OCDE en ce qui a trait à la proportion de diplômés universitaires au sein de la population des adul-



tes de 25 à 64 ans, *ex aequo* avec l'Australie et la Corée (23 %).

En 2006, le tiers (33 %) des femmes âgées de 25 à 34 ans avaient un grade universitaire, comparativement à 25 % pour leurs homologues de sexe masculin. Chez les femmes comme chez les hommes, ces taux étaient nettement supérieurs à ceux observés chez les adultes âgés de 55 à 64 ans, 16 % des femmes et 21 % des hommes de ce groupe d'âge ayant un grade universitaire.

Un peu moins du quart (24 %) des adultes de 25 à 64 ans ont obtenu un diplôme d'études secondaires, représentant leur plus haut niveau de scolarité, et 15 % n'ont pas terminé d'études à ce niveau.

Les jeunes adultes sont moins nombreux à suivre une formation dans les métiers que ne l'étaient leurs parents. En 2006, environ 10 % des adultes de 25 à 34 ans avaient un diplôme d'une école de métiers, comparativement à 13 % des adultes âgés de 55 à 64 ans.

Les jeunes adultes se distinguent des générations plus âgées quant au choix des programmes de métiers. Ainsi, on compte 25 800 jeunes adultes de 25 à 34 ans de moins que leurs aînés de 55 à 64 ans parmi les titulaires de certificats d'une école de métiers en mécanique et en réparation. En revanche, on dénombre 12 500 jeunes adultes de plus que leurs aînés parmi ceux qui détiennent un certificat d'études en services personnels et culinaires.

Plus de la moitié des immigrants récents (arrivés au pays entre 2001 et 2006) sont titulaires d'un grade universitaire. Il s'agit d'une proportion plus de deux fois supérieure à celle observée au sein de la population née au Canada (20 %) et nettement plus forte que celle de 28 % observée chez les immigrants arrivés avant 2001.

Les Canadiens scolarisés sont plus mobiles. Les titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans représentent 23 % de la population, mais 33 % des personnes ayant déménagé dans une autre province ou un autre territoire entre 2001 et 2006. C'est l'Alberta qui a le plus profité de la migration interprovinciale des adultes scolarisés.



LES TITRES

les titres du 31 mars 2008



MAIL & GUARDIAN

Au Zimbabwe, Mugabe s'accroche au pouvoir

Le président du Zimbabwe Robert Mugabe, qui brigait un sixième mandat le 29 mars, n'a pas l'intention de reconnaître sa défaite, bien que les premiers résultats lui soient défavorables. Il a décidé d'empêcher la commission électorale de valider les résultats et accuse l'opposition d'avoir fait un coup d'Etat. Des menaces pèsent sur la sécurité du leader de l'opposition, le chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Morgan Tsvangirai, qui semble avoir gagné, relate le journal sud-africain.



AZ-ZAMAN

Levée du couvre-feu à Bagdad, poursuite des combats dans le Sud

Dimanche 30 mars, l'imam chiite radical Moqtada Al-Sadr a demandé à ses partisans de se retirer des rues de la capitale et des villes du sud du pays, et de cesser les combats engagés depuis six jours contre l'armée irakienne, soutenue par les forces américaines. Ces combats ont fait plus de 500 morts et près de 5 000 blessés. Le Premier ministre, Nouri Al-Maliki, a néanmoins décidé de poursuivre l'offensive à Bassorah en affirmant que les opérations visaient des criminels et non les sadristes.



LA NACIÓN

Au Chili, le "jour du jeune combattant" se finit dans la violence

Un mort, une dizaine de blessés et 232 personnes interpellées : c'est le bilan des manifestations violentes qui ont eu lieu ce week-end au Chili. La nuit du 29 au 30 mars a été la plus agitée. Tous les ans à la même date, des manifestations sont organisées en mémoire de Rafael et Eduardo Vergara Toledo, deux frères assassinés en 1985 par la police de Pinochet. Le vice-ministre de l'Intérieur souligne toutefois que le bilan des émeutes est bien moins lourd que l'année passée.



THE MIAMI HERALD

George W. Bush veut augmenter les pouvoirs de la Fed

Ce lundi 31 mars, le président des Etats-Unis devrait demander au Congrès d'accroître les pouvoirs de la

Réserve fédérale (Fed), pour mieux garantir la stabilité des marchés financiers. La Maison-Blanche propose que la Fed puisse dépêcher des agents spéciaux pour enquêter sur "n'importe quelle entreprise ou institution qui menacerait le système", écrit le quotidien de Miami. Les Etats-Unis traversent actuellement une grave crise financière, causée par l'effondrement des crédits immobiliers à risques.



CHINA DAILY

La Chine reçoit la flamme olympique

Le 30 mars à Athènes, "le rideau a été officiellement levé sur les JO de Pékin", titre le quotidien chinois. La flamme olympique a été remise aux organisateurs des JO, qui l'ont ensuite acheminée par avion jusqu'à Pékin. Ce lundi, depuis la place Tian'anmen, le président Hu Jintao a donné le départ du parcours international qu'accomplira la flamme durant cent trente jours, avant l'ouverture des Jeux, en août. Pas un mot, en revanche, sur les manifestants protibétains qui se trouveront sur son trajet.



ZAMAN

En Turquie, le parti au pouvoir attend d'être fixé sur son sort

Ce 31 mars, la Cour constitutionnelle turque doit se prononcer sur la recevabilité d'une demande d'interdiction du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré et proeuropéen), actuellement au pouvoir. De sa décision dépend "le chaos ou la stabilité" qui régnera dans le pays, prévient le quotidien d'Istanbul (version anglophone). Le procureur de la Cour de cassation turque accuse l'AKP de menacer la démocratie en voulant faire du pays un Etat islamique.



FINANCIAL TIMES

La Géorgie et l'Ukraine ont-elles leur place à l'OTAN ?

Réunis en sommet à Bucarest, du 2 au 4 avril, les leaders de l'OTAN devront décider s'ils invitent l'Ukraine et la Géorgie à rejoindre leurs rangs. Moscou y est farouchement hostile. Interrogé par le quotidien londonien, le président géorgien Saakachvili avance que céder aux pressions russes reviendrait à accorder à Moscou un droit de veto au sein de l'OTAN. L'édito-

rialiste du journal appelle à ne pas précipiter les choses, tout en espérant de Moscou une attitude plus constructive.



BANGKOK POST

Bangkok accueille un nouveau sommet sur le climat

Ce lundi 31 mars s'ouvre en Thaïlande un nouveau cycle de négociations sur le climat. Objectif : d'ici à 2009, parvenir à un accord sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre qui prendrait la relève du protocole de Kyoto. Environ 1 000 personnes sont présentes, venues de 190 pays : membres du secteur associatif, représentants du secteur industriel et autres émissaires gouvernementaux. Les discussions doivent durer toute la semaine.



EL PAÍS

La France propose d'accueillir des guérilleros des FARC

Le 30 mars, le Premier ministre François Fillon a déclaré que la France était prête à accueillir sur son sol des militants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), si cela permettait d'accélérer la libération d'Ingrid Betancourt. Paris appuie ainsi les efforts du président colombien Uribe qui, le 29 mars, a promis "la liberté" aux guérilleros qui coopéreraient avec les autorités. Paris a aussi mobilisé un avion médicalisé. Ingrid Betancourt, otage depuis six ans, serait au plus mal.



THE AUSTRALIAN

L'Australie veut accroître sa présence sur la scène internationale

"Kevin Rudd veut jouer un plus grand rôle dans les affaires internationales", relève le quotidien de Sydney. Le nouveau Premier ministre australien a débuté aux Etats-Unis une tournée mondiale de dix-sept jours. Il a profité de son passage à New York pour annoncer la candidature officielle de son pays à un poste au Conseil de sécurité de l'ONU pour 2013-2014. L'Australie n'y a plus siégé depuis 1986. Rudd doit assister cette semaine au sommet de l'OTAN de Bucarest.

les titres du 28 mars 2008



THE WASHINGTON POST

Bagdad a été placé sous couvre-feu total pour le week-end

Ce 28 mars au matin, les rues de Bagdad étaient vides et les magasins fermés, après l'instauration jusqu'à dimanche d'un couvre-feu total sur la ville. Le 27 mars, au troisième jour de violents combats contre les milices chiites de l'imam radical Moqtada Al-Sadr, les troupes américaines ont repris l'initiative, rapporte le quotidien américain. Leurs véhicules blindés ont convergé vers le quartier de Sadr City, le bastion

chiite de l'est de Bagdad, tandis que la police et l'armée irakiennes restaient en lisière de la zone. Les violences de cette semaine auraient fait au moins 120 morts dans tout le pays.



EL TIEMPO

L'inquiétude grandit sur l'état de santé d'Ingrid Betancourt

Le 27 mars, le président colombien a signé un décret qui rend possible la libération de guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). A une condition : que les FARC "libèrent la personne

[référence à Ingrid Betancourt] ou les personnes qui se trouve(nt) en leur pouvoir". Ce "revirement soudain" d'Alvaro Uribe, intransigeant jusqu'alors, trouverait son origine dans les rumeurs inquiétantes qui circulent sur la santé de l'otage franco-colombienne : elle souffrirait d'hépatite B et de malnutrition.



AL HAYAT

Les chefs de la diplomatie arabe préparent le sommet de Damas

Les réunions préparatoires du sommet arabe qui s'ouvre samedi 29 mars en Syrie ont commencé jeudi



à Damas, rapporte le quotidien saoudien. A l'issue des premières rencontres, un gel du plan de paix arabe lancé en 2002 a été exclu. L'initiative du Yémen pour une réconciliation entre les Palestiniens et la crise libanaise sont aussi à l'ordre du jour. Ce sommet sera marqué par l'absence du Liban, alors que près de la moitié des autres pays ont décidé de minimiser le niveau de leur représentation.



THE PHILADELPHIA INQUIRER

Le gouverneur de Porto Rico a été inculpé pour corruption

Aníbal Acevedo Vilá, le gouverneur démocrate de Porto Rico, a été inculpé pour corruption le 27 mars. Il est soupçonné d'avoir, lors de campagnes électorales, renfloué ses caisses grâce à des dons non déclarés et supérieurs aux limites légales. Le journal de Philadelphie fait grise mine : quatre investisseurs de la ville seraient impliqués dans le scandale. Pis, trois d'entre eux auraient fait l'objet d'enquêtes du FBI en 2003, lors d'une affaire de corruption à la mairie de Philadelphie.



JERUSALEM POST

Israël essaie de relancer les négociations avec la Syrie

Le ministre des Infrastructures israélien, Benyamin Ben Eliezer, a affirmé que "tous les efforts [étaient] déployés pour amener la Syrie à la table des négociations. Nous connaissons exactement le prix à payer." A savoir : la restitution du plateau du Golan, occupé par Israël en 1967, précise le quotidien. Cette déclaration, faite ce vendredi 28 mars, confirme les propos tenus la veille par le Premier ministre Ehoud Olmert, qui laissait entendre que des négociations secrètes avec Damas étaient en cours ou à venir.



BANGKOK POST

Les pays asiatiques s'arc-boutent sur leurs réserves de riz

Après la Chine, l'Inde, les Philippines et le Cambodge, la Thaïlande est à son tour menacée par une pénurie de riz. L'envolée des cours a stimulé les exportations et, le pays étant le premier exportateur de riz au monde, sa population pourrait en manquer. Comme ses voisins, il envisage donc de limiter ses exportations. Les cours devraient en effet continuer à augmenter, dans la mesure où l'Iran et l'Indonésie, gros consommateurs, n'ont pas encore fait leur marché.



THE HERALD

Au Zimbabwe, un sixième mandat attend Robert Mugabe

Le 29 mars, les Zimbabwéens sont appelés aux urnes pour élire un nouveau président. Pour le quotidien officiel de Harare, le résultat ne fait aucun doute : au pouvoir depuis vingt-huit ans, Robert Mugabe devrait s'imposer largement. Une étude conduite par le département des sciences politiques et de l'administration de l'Université du Zimbabwe lui promet en effet "entre 56 et 57 %" des suffrages. Selon le journal, son ancien allié Simba Makoni et l'opposant Morgan Tsvangirai manquent de "qualités présidentielles".



DE VOLKSKRANT

Un député néerlandais diffuse sur Internet un film critiquant le Coran

Après des semaines de débats et d'appels à la retenue de la part du gouvernement néerlandais, Geert Wilders est passé à l'acte. Le député d'extrême droite a mis en ligne son film *Fitna*, où il entend démontrer le caractère "fasciste" du Coran. Le quotidien d'Am-

sterdam, après avoir visionné l'œuvre, se dit "soulagé" : le film serait "moins virulent que prévu". La Haye craint que *Fitna* ne provoque une crise comparable à celle que la publication de caricatures de Mahomet avait causée au Danemark.



HANDELSBLATT

L'Allemagne enterre son projet de Transrapid

Aucune ligne de Transrapid ne sera finalement construite en Bavière, pour relier la ville de Munich à son aéroport en un temps record. Une explosion des coûts a contraint l'Etat fédéral et le Land de Bavière à renoncer au projet. Cet abandon est une défaite cinglante pour les groupes industriels allemands Siemens, ThyssenKrupp et Hochtief. Leur technologie futuriste (un train circulant sur un seul rail, par lévitation magnétique) n'a pour l'instant trouvé preneur qu'en Chine.



THE TIMES

A Heathrow, le jour J se transforme en jeudi noir

Le 27 mars, l'aéroport londonien d'Heathrow a ouvert au public son terminal 5, flambant neuf, après cinq ans et demi de travaux. En l'inaugurant, il y a deux semaines, la reine l'avait qualifié de "porte d'entrée sur le XXIe siècle pour le Royaume-Uni". L'opération a viré au cauchemar : de nombreux bagages retardés, 34 vols annulés, bref, "le chaos". British Airways, seul utilisateur du terminal, avance que le personnel était insuffisamment préparé au nouveau système de gestion des bagages.

les titres du 27 mars 2008



THE GUARDIAN

"Vive le Royaume-Uni ! Vive la France !"

"Mme Sarkozy enchante le Royaume-Uni", titre le tabloïd *Daily Express*. "Nicolas Sarkozy essaie de nous séduire, mais tout le monde adore Carla", écrit *The Daily Telegraph*. Au deuxième jour de la visite du couple présidentiel outre-Manche, la presse n'a d'yeux que pour la première dame de France. C'est avec ironie que les journaux commentent la proposition de Nicolas Sarkozy de lancer "une nouvelle fraternité franco-britannique". "Sarkozy nous aime. Il nous adore, il nous révère. Qui écoutait son discours au Parlement, mercredi 26 mars, se retrouvait noyé sous un déluge de crème Chantilly", constate le commentateur du *Guardian*.



AZ-ZAMAN

Le Premier ministre irakien lance un ultimatum aux sadristes

Les combats qui opposent depuis mardi 25 mars les forces irakiennes et américaines aux partisans de l'imam chiite radical Moudtada Al-Sadr ont fait au moins 20 morts et plus de 100 blessés. Mercredi 26 mars, le Premier ministre Nouri Al-Maliki a donné trois jours aux miliciens chiites pour rendre les armes. Les affrontements ont lieu notamment à Bagdad, dans le quartier de Sadr City, et à Bassora, dans le sud du pays, où Maliki en personne dirige les opérations.



EL TIEMPO

De l'uranium appartenant aux FARC a été saisi à Bogotà

Le 26 mars, les autorités colombiennes ont déclaré avoir découvert, dans une zone écartée de Bogotà, 30 kilos d'uranium appartenant aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Des informations trouvées sur l'ordinateur de Raúl Reyes, le numéro deux des FARC, abattu le 1er mars, auraient permis cette trouvaille. Il s'agirait d'uranium appauvri, impropre à la fabrication d'armes atomiques. Cette découverte prouverait que les FARC font de la contrebande d'uranium pour financer leurs activités.



THE NEW YORK TIMES

Contre Al-Qaida, les Afghans disposent d'armes d'un autre âge

Un président de 22 ans, un vice-président seulement titulaire d'un simple diplôme de masseur... Le quotidien américain a enquêté sur l'entreprise privée de Miami chargée de fournir des munitions aux troupes afghanes pour lutter contre Al-Qaida et les talibans. Le bilan est accablant. Les balles qui leur sont fournies datent de plus de quarante ans et sont livrées dans des boîtes qui tombent en miettes. Il s'agirait de stocks rachetés à bas prix à l'ex-URSS bien que jugés obsolètes et dangereux par l'OTAN et par Washington.



CORRIERE DELLA SERA

Alerte à la mozzarella italienne dans le monde entier

Selon le ministre de la Santé italien, les analyses menées sur 130 portions de mozzarella de lait de bufflonne fabriquée en Campanie montrent que 25 étaient contaminées par de la dioxine. Ce fromage de la région de Naples, produit phare de la gastronomie italienne, est exporté dans le monde entier. Tokyo et Séoul ont suspendu leurs importations, tandis que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé un renforcement des contrôles sanitaires. Pour le gouvernement italien, cette psychose est injustifiée.



LE PAYS

Une épidémie de méningite frappe le nord du Burkina Faso

Le 24 février, plus de 200 cas avaient déjà été répertoriés, et trente personnes étaient mortes. L'épidémie de méningite continue de se propager mais, selon les autorités des cinq régions touchées, la situation, quoique préoccupante, serait sous contrôle. Des consignes pour lutter contre la propagation ont été données à la population : utiliser des masques de protection contre la poussière, s'enduire les narines de beurre de karité et consulter un médecin dès l'apparition des premiers symptômes.



POLITIS

Le travail commence à Nicosie pour ouvrir un point de passage

Six démineurs des Nations unies ont sondé, le 26 mars, une partie de la rue Ledra, en préalable à la réouverture, prévue début avril, d'un point de passage piéton entre les parties turque et grecque de Nicosie. Aucun objet dangereux n'a été trouvé et cet ancien quartier commerçant, devenu une zone tampon symbole de la partition de

Chypre, devrait facilement pouvoir être réinvesti. A condition bien sûr que les négociations politiques entre les différents acteurs se poursuivent sans accroc.



CAMBODGE SOIR HEBDO

Phnom Penh tente d'enrayer la hausse du prix du riz

"Au moment où le prix du riz flambe, grevant le budget des ménages les plus pauvres, le gouvernement n'a pas tardé à réagir", constate le quotidien cambodgien francophone. Le ministère du Commerce a mis en vente une partie de ses stocks à tarif préférentiel et a interdit pendant deux mois toute exportation de riz vers l'étranger. Le prix des céréales bondit partout dans le monde, provoquant des émeutes en Egypte, au Burkina Faso ou au Cameroun.



LA LIBRE BELGIQUE

Le procès de l'innommable débute dans les Ardennes

Ce 27 mars, le couple Fourniret comparaît devant la cour d'assises des Ardennes, à Charleville-Mézières. Le tueur en série et sa dernière épouse, Monique Olivier, doivent répondre de sept meurtres, commis de part et d'autre de la frontière franco-belge entre 1987 et 2003. Le journal belge espère que ce procès, qui "suscite un engouement médiatique impressionnant", ne deviendra pas "une tribune à travers laquelle [Michel Fourniret] se permettrait de continuer à salir la mémoire de ses victimes".



THE TIMES OF INDIA

La patrie du Jaguar se trouve désormais en Inde

"Qu'importe si le diamant Koh-i Noor, autrefois symbole ultime de la richesse et de la puissance indienne, appartient à la reine d'Angleterre !" écrit le journal de New Delhi. Le 26 mars, le groupe indien Tata a fait main masse sur deux joyaux britanniques : pour 2,3 milliards de dollars, il rachète à Ford Jaguar et Land Rover, deux marques automobiles de luxe. Pourra-t-il leur rendre leur lustre d'antan ? Les experts en doutent, mais cet accord fait de l'Inde le deuxième investisseur étranger au Royaume-Uni.

les titres du 26 mars 2008



CLARIN

La présidente Kirchner affronte sa première "cacerolada"

Des milliers d'Argentins sont descendus les rues de Buenos Aires et d'autres villes du pays, le 25 mars au soir. Munis de casserolés, ils ont bruyamment manifesté leur opposition à la manière dont Cristina Kir-

chner gère la crise des céréales. "Je ne vais pas céder au chantage", a déclaré la nouvelle présidente de l'Argentine, élue en octobre. Depuis quinze jours, des agriculteurs bloquent les routes du pays pour dénoncer une hausse des taxes sur les exportations de céréales. Le mouvement perturbe l'approvisionne-

ment alimentaire de la population. L'Eglise a appelé au dialogue.



DIE WELT

France Télévision menace de boycotter les JO de Pékin

"Un zeste de boycott est envisageable", titre le quotidien allemand, qui avoue, en éditorial, qu'il aimerait

bien entendre les télévisions allemandes s'exprimer de la sorte. Pour manifester son opposition à la répression en cours au Tibet, la France envisage, non de boycotter les JO de Pékin prévus en août, mais de ne pas retrasmis l'événement sur ses chaînes de télévision publiques. L'absence des médias étrangers priverait la Chine d'une importante manne financière.



THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR **En Irak, l'Armée du Madhi aurait rompu le cessez-le-feu**

Le 25 mars, des affrontements ont opposé l'Armée du Mahdi aux forces américaines et irakiennes, marquant la fin d'un cessez-le-feu de sept mois. Les miliciens de l'imam chiite radical Moqtada Al-Sadr ont combattu à Bagdad et à Bassorah (sud de l'Irak). Un couvre-feu a été imposé à Bassorah et dans quatre villes chiites du pays, note le journal américain. Pour les experts, un deuxième front est en train de se rouvrir, alors que les troupes américaines combattent les sunnites extrémistes proches d'Al-Qaïda.



THE MOSCOW TIMES **Un faux pas ternit la visite de Moubarak à Moscou**

Le président égyptien était le 25 mars à Moscou, pour signer un accord de "coopération dans l'usage pacifique de la force nucléaire". Lors d'un entretien avec Vladimir Poutine, Hosni Moubarak a déclaré avoir du mal à le distinguer physiquement de Dmitri Medvedev, son dauphin désigné, qui lui succéderait en mai. "Le sourire de Poutine s'est effacé, et des journalistes ont éclaté de rire", narre le journal russe. Quelques minutes plus tard, Poutine a glissé que Medvedev aurait certainement "son propre style".



LA JORNADA **Le Mexique doit-il privatiser son pétrole ?**

Dix mille Mexicains ont manifesté, le 25 mars, contre une éventuelle ouverture du capital de la Pemex, la compagnie pétrolière nationale mexicaine. Andrés Manuel López Obrador, le leader de la gauche, a appelé la population à protester alors qu'un projet de loi sur l'énergie doit être débattu la semaine prochaine au Parlement. Il annonce la constitution de "comités de défense du pétrole". Le Mexique est le sixième producteur mondial d'or noir.



DAILY NATION **L'armée comorienne s'est emparée de l'île rebelle d'Anjouan**

L'armée comorienne, appuyée par des troupes de l'Union africaine (UA), est entrée le 25 mars dans Mutsamudu sans rencontrer beaucoup de résistance. La capitale de l'île d'Anjouan était aux mains de Mohamed Bacar, président autoproclamé. Pour l'UA, sécuriser Anjouan est une victoire qui devrait lui permettre d'acquiescer un certain prestige sur la scène internationale, précise le quotidien kényan. Trois cent mille personnes habitent sur l'île, l'une des quatre qui composent l'archipel des Comores.



I KATHIMERINI **Skopje et Athènes négocient à propos du nom de la Macédoine**

Une nouvelle série de discussions a commencé le 25 mars pour tenter de résoudre la querelle sur le nom de la Macédoine, admise à l'ONU en 1993 sous le nom provisoire d'"ancienne république yougoslave de Macédoine" (FYROM). Athènes refuse que ce pays porte le nom de Macédoine et, dès lors, menace de bloquer le début des négociations d'adhésion de ce pays à l'OTAN lors du sommet de l'Organisation, qui aura lieu le 2 avril. Les autorités de la FYROM qualifient ce veto de "chantage inacceptable".



HINDUSTAN TIMES **L'indien Tata fait tomber Jaguar et Land Rover dans son escarcelle**

Les constructeurs automobiles britanniques Jaguar et Land Rover, jusque-là propriété de l'américain Ford, ont été achetés par le géant indien Tata. L'accord, qui doit être officialisé ce 26 mars, porterait sur une somme comprise entre 2 et 2,5 milliards de dollars. Tata s'impose peu à peu sur le marché britannique. En 2007, sa filiale Tata Steel avait déjà acheté Corus, un producteur d'acier anglo-néerlandais.



BUSINESS DAY **Le groupe pétrochimique Sasol ouvre son capital à des Sud-Africains noirs**

Le groupe pétrochimique sud-africain Sasol va céder 10 % de son capital à des Sud-Africains noirs, soit 3,2 milliards de dollars. C'est le plus gros accord jamais scellé dans le cadre du programme d'émancipation économique des Noirs (Black economic empowerment, ou BEE). Un million de personnes pourraient en bénéficier. Il devrait être officialisé le 22 mai. Pour le PDG de Sasol, Pat Davies, l'émancipation des Noirs, qui aurait dû commencer à la fin de l'apartheid, en 1994, doit devenir une réalité.



THE INDEPENDENT **La recherche sur les cellules souches divise le Royaume-Uni**

La Chambre des communes britannique doit commencer à débattre d'une proposition de loi sur "la fécondation humaine et l'embryologie", déjà adoptée par la Chambre des lords. Le texte autorise la création d'embryons hybrides : de l'ADN humain pourrait être intégré dans des ovules d'animaux à des fins de recherche. Ce projet "a dressé les scientifiques contre les évêques, a semé la discorde au gouvernement et divise le pays". Le quotidien anglais fait le point sur les débats.

les titres du 25 mars 2008



DAWN **Le nouveau Premier ministre du Pakistan défie Musharraf**

Le 24 mars, le Parlement, dominé par le Parti du peuple pakistanais (PPP), a élu Yousof Raza Gilani Premier ministre. Celui-ci a aussitôt demandé la libération des juges que le président Musharraf avait placés en résidence surveillée en novembre 2007, dont l'ancien chef de la Cour suprême, Iftikhar Chaudhry. Le Parlement a vécu une "journée mémorable", titre le journal. Bilawal, le fils de l'ex-leader du PPP Benazir Bhutto, assassinée en décembre, a suivi les larmes aux yeux l'élection de Gilani.



THE WASHINGTON POST **Depuis 2003, 4 000 soldats américains morts en Irak**

Le 23 mars, soit trois jours après le cinquième anniversaire du début de la guerre en Irak, le nombre des victimes américaines du conflit a dépassé les 4 000. Quatre soldats américains ont été tués par un engin explosif dans le sud de Bagdad. George W. Bush, dans un communiqué officiel, promet que "l'issue de la guerre vaudra le sacrifice". Le président américain a tenu, le 24 mars, une visioconférence de deux heures avec le général Petraeus, le chef des troupes américaines en Irak.



CHINA DAILY **La torche olympique débute son périple "sous un soleil radieux"**

Le 24 mars, la torche olympique a été allumée à Olympie. Elle ralliera ensuite Pékin, organisateur des JO du mois d'août, en passant entre autres par le Tibet. "Elle sèmera sur son passage bonheur et paix", titre le quotidien anglophone, vitrine du régime chinois à l'étranger. Il consacre sa une à l'événement. Pas un mot, en revanche, sur l'évolution de la situation au Tibet et dans les provinces voisines, sinon pour dénoncer les récits "inexactes, voire malhonnêtes" des médias étrangers.



MAIL & GUARDIAN **L'armée comorienne lance l'assaut contre l'île d'Anjouan**

Une opération militaire a débuté ce 25 mars dans l'archipel des Comores (océan Indien) pour chasser

du pouvoir le colonel Mohamed Bacar, président de l'île d'Anjouan. Les troupes de l'Union africaine (UA), appelées en renfort par le gouvernement de l'Union des Comores, auraient pris la capitale de l'île, Mutsamudu. Mohamed Bacar commande une milice de plusieurs centaines de personnes, précise le journal sud-africain. Sa réélection, en 2007, n'a pas été reconnue par l'Union des Comores ni par l'UA.



LE PAYS **Les rebelles touaregs du Mali enlèvent de nouveau des soldats**

"On peut s'étonner de l'extraordinaire adresse avec laquelle les rebelles parviennent à capturer des soldats maliens", relève le quotidien burkinabé. Le 21 mars, le groupe de rébellion touareg d'Ibrahim Ag Bahangaun a pris pour cible un convoi militaire qui patrouillait dans le nord du Mali. Le 8 mars dernier, 22 soldats qui étaient détenus par le même groupe avaient été libérés. Ces enlèvements à répétition font craindre que l'on ne s'achemine vers une guerre conventionnelle.



AL HAYAT **Le roi d'Arabie Saoudite et le président de l'Egypte boycottent le sommet de Damas**

Le niveau de participation au sommet arabe qui doit se tenir les 28 et 29 mars à Damas sera en deçà des attentes du régime syrien, rapporte le quotidien panarabe. En effet, le roi Abdallah d'Arabie Saoudite et le président égyptien Hosni Moubarak ne seront pas présents, ce qui témoigne de la détérioration de leurs relations avec les dirigeants syriens. Concernant la participation du Liban, il semble que les dirigeants libanais s'orientent vers un boycott total de la conférence.



TAIPEI TIMES **Après la présidentielle, la Bourse de Taïwan montre son optimisme**

Le 24 mars, la Bourse de Taïwan a clôturé en hausse de 3,99 %. Les marchés ont bien accueilli l'élection à la présidence, deux jours plus tôt, de l'opposant Ma Ying-jeou. Le candidat du Kuomintang (nationaliste) veut resserrer les liens avec la Chine, et les milieux financiers tablent sur une détente des relations avec

Pékin. Le quotidien, qui n'avait pas soutenu la candidature de Ma Ying-jeou, salue cependant sa victoire : "Félicitations !... Mais nous suivrons de près vos faits et gestes."



PÁGINA 12 **Les Argentins ne veulent pas oublier les crimes de la dictature**

Le 24 mars, des milliers d'Argentins ont défilé sur la place de Mai, à Buenos Aires, pour le 32e anniversaire du coup d'Etat de 1976, qui a porté la junte militaire au pouvoir. Les partis de gauche et des organisations de défense des droits de l'homme avaient appelé à manifester dans tout le pays, précise le journal. Les manifestants ont dénoncé les lenteurs de la justice à condamner les anciens tortionnaires de la dictature. Au moins 30 000 opposants politiques ont été tués entre 1976 et 1983.



THE GUARDIAN **Gordon Brown ne veut pas se ruer sur les biocarburants**

"Gordon Brown se prépare à croiser le fer avec l'Union européenne sur les biocarburants", titre le quotidien londonien. Le Premier ministre britannique s'appuie sur un rapport rendu par les conseillers scientifiques du gouvernement, selon lequel les biocarburants aggraveraient plus qu'ils n'atténueraient le réchauffement climatique. Bruxelles compte imposer des quotas d'utilisation de 10 % d'ici à 2020. Gordon Brown s'y oppose et demande qu'on étudie plus avant l'impact des biocarburants.



THE AGE **L'Australie est à court d'eau... et de main-d'œuvre agricole**

Selon les chiffres de la Fédération nationale des agriculteurs australiens, il manquerait 96 000 travailleurs agricoles dans le pays. Cette pénurie est le résultat de la longue sécheresse qui s'est abattue sur l'Australie depuis 2002-2003 et qui a conduit de nombreuses exploitations à licencier leur personnel. Alors que la situation s'améliore quelque peu, la Fédération demande donc au gouvernement de faciliter la venue d'ouvriers des îles du Pacifique.



les titres du 21 mars 2008



LE SOIR

La Belgique a enfin un gouvernement

Au terme d'une crise politique de plus de neuf mois, le nouveau gouvernement belge a prêté serment jeudi 20 mars devant le roi Albert II. Dirigé par le chrétien-démocrate flamand Yves Leterme, vainqueur des législatives du 10 juin 2007, le nouveau cabinet devra surmonter les profonds clivages entre Flamands et Wallons, qui ces derniers mois ont fait craindre un éclatement du pays. Le quotidien publie la photo de la nouvelle équipe gouvernementale : "C'est peut-être l'instantané du dernier miracle à la belge".



CHINA DAILY

Pékin admet que la police a tiré sur des manifestants tibétains

Pour la première fois Pékin reconnaît que des policiers ont tiré sur des manifestants indépendantistes tibétains, le dimanche 16 mars au Sichuan (province voisine du Tibet). Ils auraient blessé 4 personnes, selon le journal du régime. Depuis le 14 mars, les émeutes ont fait officiellement 13 morts au Tibet et alentour (plus de 100 selon des Tibétains en exil). Ce 21 mars, des journalistes étrangers rapportent qu'un convoi militaire de deux kilomètres de long ferait route vers Lhasa, la capitale du Tibet.



FINANCIAL TIMES

Une affaire d'espionnage industriel mine les relations anglo-russes

Au lendemain de perquisitions effectuées notamment dans les locaux moscovites de la British Petroleum (BP), les services de renseignement russes (FSB) ont annoncé jeudi 20 mars avoir détenu et inculpé deux individus pour espionnage industriel au profit de compagnies étrangères. Il s'agit de deux frères, Alexandre et Ilia Zaslavski. L'un d'eux était employé par le groupe russo-britannique TNK-BP, écrit le quotidien londonien. Le géant gazier Gazprom est soupçonné de vouloir tirer profit de la situation.



THE WASHINGTON POST

La recherche sur un vaccin antisida va-t-elle dans le mur ?

Après deux décennies de travaux pour mettre au point un vaccin, "la recherche sur le sida est en crise", écrit le journal de Washington. Des essais sur le terrain de la formule la plus prometteuse ont été suspendus en septembre 2007 : les tests se sont révélés infructueux et même potentiellement dange-

reux. Washington verse 500 millions de dollars par an (320 millions d'euros) à la recherche sur un vaccin antisida. Des experts doutent du bien-fondé de la stratégie suivie.



CYPRUS MAIL

Sur la voie de la réunification, Chypre n'a plus droit à l'échec

Ce 21 mars, le communiste Demetris Christofias, élu président de Chypre le 24 février, doit rencontrer à Nicosie son homologue chypriote turc, Mehmet Ali Talat. A peine arrivé au pouvoir, Christofias avait averti qu'il comptait relancer les discussions avec les Chypriotes turcs, pour résoudre le problème de la partition de l'île. "Cette fois-ci, nous devons réussir. Un nouvel échec serait dévastateur pour l'avenir de l'ensemble des Chypriotes", a-t-il déclaré le 19 mars.



ASIA TIMES ONLINE

Taiwan élit demain un nouveau président

Le 22 mars, les Taiwanais doivent élire leur président. Le résultat s'annonce serré, prévient le webzine de Hongkong. Les électeurs devront départager Frank Hsieh, candidat du Parti démocratique progressiste (DPP, au pouvoir depuis huit ans), et Ma Ying-jeou, le candidat du Kuomintang (KMT, pour une détente avec Pékin). La campagne a tourné autour de deux sujets : l'économie, sur fond de ralentissement de la croissance, et les relations avec la Chine, sur fond de répression sanglante au Tibet.



HA'ARETZ

Israël et l'Allemagne unis face au nucléaire iranien

Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert et la chancelière allemande Angela Merkel vont prendre l'initiative d'organiser une conférence internationale visant à mettre un terme au programme nucléaire iranien. Les deux dirigeants sont d'accord pour poursuivre les pressions sur l'Iran avec le concours de la communauté internationale, et espèrent obtenir le soutien de pays sunnites modérés, comme la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis.



DAILY NATION

L'exil de Zimbabwéens augmente les chances électorales de Mugabe

Les millions de Zimbabwéens qui ont fui leur pays ravagé par la crise économique ne pourront pas voter depuis l'étranger aux élections générales du 29 mars, rapporte le quotidien kényan. Cela devrait augmenter

les chances de Robert Mugabe de conserver la présidence, précise-t-il. Ils seraient 3,5 millions de Zimbabwéens à avoir quitté illégalement le pays, au risque de leur vie. Des figures de l'opposition les pressent de revenir pour voter, mais peu devraient obtempérer.



LE POTENTIEL

La RDC rêve de commercialiser elle-même ses diamants

Le Botswana, premier producteur mondial de diamants, a créé le 18 mars son entreprise de triage, d'évaluation et de commercialisation, en partenariat avec le groupe sud-africain De Beers. La république démocratique du Congo (RDC), avec son sous-sol riche en diamants, en cuivre, en cobalt et en or, ne devrait-elle pas suivre cet exemple, pour peser sur les cours ? Le journal de Kinshasa s'interroge. La RDC ne renouvelle plus systématiquement ses accords avec des entreprises étrangères.



PÁGINA 12

Buenos Aires engage un bras de fer avec les paysans argentins

Les agriculteurs argentins, en grève depuis huit jours, bloquent des centaines de routes dans le pays. Ils protestent contre la décision du gouvernement fédéral d'augmenter les taxes sur les exportations de produits agricoles, dont le soja. Leur mouvement empêche l'approvisionnement en lait et en viande de la population. Le gouvernement les prévient : si leur grève se prolonge, il bloquera toutes les exportations de viande, de lait et de céréales pour les priver d'une partie de leurs revenus.

les titres du 20 mars 2008



AL HAYAT

Irak : cinq années d'occupation, de terrorisme et d'ingérences

"Cinq années d'occupation ont fait de l'Irak une fédération de confessions et un modèle d'anarchie. On est loin du phare de la démocratie promis par l'administration américaine avant de déclencher cette guerre qui a fait 1 million de victimes irakiennes et coûté la vie à 4 000 soldats américains. Sans oublier le coût financier, la destruction des infrastructures et le démantèlement des structures étatiques et sociales irakiennes", déplore le quotidien panarabe édité à Londres, à l'occasion du cinquième anniversaire du début du conflit.



POLITIKEN

Ben Laden profère de nouvelles menaces contre l'Europe

Le 19 mars a été rendu public un nouveau message d'Oussama Ben Laden. Le chef d'Al-Qaida menace à nouveau le Vieux Continent. Il annonce que les pays européens devront "rendre des comptes", après que dix-sept quotidiens danois ont publié, à la mi-février, une caricature du prophète Mahomet. Les journaux voulaient ainsi soutenir, au nom de la liberté d'expression, l'auteur du dessin qui venait d'échapper à un attentat islamiste. Le précédent message de Ben Laden remontait au 29 décembre.



DAWN

Une femme prend la tête du Parlement pakistanais

Fahmida Mirza a été élue le 19 mars présidente de l'Assemblée nationale pakistanaise, par deux tiers des suffrages, lors d'un vote interne. Membre du Parti populaire pakistanais (PPP) de feu Benazir Bhutto, elle devient la première femme à occuper ce poste, depuis soixante ans que le Pakistan existe. Son élection montre que le PPP a la confiance du Parlement, alors qu'un Premier ministre reste à désigner après les législatives du 18 février, relève le journal en éditorial.



THE WASHINGTON POST

George W. Bush maintient que la situation s'améliore en Irak

Le 19 mars, jour du cinquième anniversaire de l'invasion de l'Irak, Bush "a cherché à convaincre un public sceptique que les Etats-Unis étaient sur la voie du succès en Irak", relate le quotidien américain. Depuis le Pentagone, le président des Etats-Unis a assuré que les renforts de troupes envoyés sur le terrain il y a un an avaient "ouvert la porte à un succès stratégique majeur dans la guerre contre le terrorisme". Deux cents personnes ont été arrêtées dans tous les Etats-Unis au cours de manifestations contre la guerre.



PÁGINA 12

La croissance argentine bat des records

En janvier 2008, la croissance de l'Argentine a été de 10 % supérieure à ce qu'elle était en janvier 2007, un chiffre énorme qui confirme l'accélération observée au quatrième trimestre de 2007 (+ 9,1 %). Particulièrement bien orientées : la production industrielle (+ 12,6 % en janvier) et la consommation des ménages. Les ventes en supermarché ont ainsi augmenté de 25 % en un an ! Pour 2008, l'Argentine attend une croissance de son économie de 8,5 %, après plusieurs années de hausse.



LA STAMPA

Berlusconi dit non au rachat d'Alitalia par Air France

A son tour, Silvio Berlusconi s'est dit opposé au rachat de la compagnie aérienne italienne Alitalia par la française Air France-KLM. En campagne pour les législatives des 13 et 14 avril, Berlusconi relance l'offre déposée par Air One, une low-cost italienne. Il annonce que lui et ses enfants pourraient participer financièrement au sauvetage d'Alitalia. Pour le gouvernement italien, son projet est irréaliste. Les syndicats d'Alitalia ont déjà affiché leur hostilité à un rachat par Air France-KLM.



THE DAILY TELEGRAPH

La City lance la chasse aux courtiers sans scrupule

La Financial Services Authority (FSA), l'autorité qui régule les marchés au Royaume-Uni, a ouvert une enquête. Le 19 mars, des courtiers peu scrupuleux

ont fait circuler à la City des rumeurs selon lesquelles HBOS était au bord de la faillite. But de la manœuvre : faire chuter le cours des actions du groupe bancaire, pour en acheter à bas coût en attendant un rebond. HBOS a fermement démenti ces spéculations sans réussir à rassurer tout à fait les marchés, très fébriles ces dernières semaines.

TO ETHNOS

Les Grecs ne veulent pas des règles européennes sur les retraites

"Gouvernement, retire ta loi guillotine !", titre le quotidien grec. Le 19 mars, le pays a été paralysé par une grève nationale de vingt-quatre heures, la troisième en un mois. Ce jeudi, le Parlement grec, à majorité conservatrice, doit adopter un projet de réforme des retraites qui est loin de faire l'unanimité :

71 % de la population y serait hostile, précise le journal. Le texte, réclamé par l'UE, prévoit de faire travailler les hommes jusqu'à 65 ans, les femmes jusqu'à 60, pour trente-sept années de cotisation.

THE HINDU

Talisma Nasreen aurait trouvé refuge en Europe

L'écrivaine bangladaise Talisma Nasreen a dû fuir l'Inde, où elle vivait en exil depuis 2004. Le journal de Madras raconte l'avoir jointe au téléphone, le 19 mars, depuis l'aéroport londonien de Heathrow, où elle venait d'atterrir. Depuis quatre mois, Talisma Nasreen vivait terrée à New Delhi, après avoir dû quitter Calcutta, sa ville d'adoption, sous la menace d'islamistes. Ceux-ci lui reprochent d'avoir blasphémé

le Coran dans son roman *Lajja* ("La Honte"), paru en 1993 au Bangladesh.

THE NEW VISION

Kadhafi inaugure une mosquée à son nom en Ouganda

En présence de son homologue ougandais Yoweri Museveni et de chefs d'Etat venus du Kenya, du Rwanda, de la Somalie et du Burundi, le président libyen Muammar Kadhafi a inauguré le 19 mars, à Kampala, la capitale de l'Ouganda, une mosquée qui porte son nom. Cette mosquée, la plus grande de l'Afrique subsaharienne, pourra accueillir plus de 12 000 fidèles. La Libye, qui a financé la construction de l'édifice, assurera également son entretien pendant dix ans.

les titres du 19 mars 2008

HA'ARETZ

Angela Merkel reçoit une "standing ovation" à la Knesset

Invitée pour le 60e anniversaire de la création d'Israël, Angela Merkel a été, le 18 mars, le premier dirigeant allemand à s'exprimer devant la Knesset. "Pour moi, en tant que chancelière allemande, la sécurité d'Israël est une question non négociable", a-t-elle déclaré en allemand, après quelques mots en hébreu. Les députés présents se sont levés pour l'applaudir. En éditorial, le quotidien travailliste s'étonne que la venue d'Angela Merkel ne fasse pas les gros titres dans le pays : "L'Allemagne est devenue un partenaire presque 'normal' d'Israël."

THE PHILADELPHIA INQUIRER

Obama appelle les Américains à dépasser "les clivages raciaux"

"Notre nation ne peut se permettre d'ignorer la question des races", a déclaré Barack Obama le 18 mars. Le candidat démocrate était à Philadelphie, la ville où fut rédigée la Constitution américaine. Il a tenté de gommer l'impact désastreux causé par la diffusion des sermons virulents du révérend Wright, le pasteur noir qui fut son guide spirituel. Il a présenté sa candidature comme l'occasion d'unir le pays et de penser "d'anciennes plaies" causées par le racisme. Le quotidien local juge sa prestation très convaincante.

EL PAÍS

Des troupes espagnoles, belges et françaises imposent la loi martiale au Kosovo

Les forces de l'OTAN ont, le 18 mars, imposé de fait la loi martiale à Mitrovica. Elles ont pris la relève des troupes de l'ONU dans cette ville du nord du Kosovo qui a été le théâtre de violentes émeutes, le 17 mars. Un mois après la proclamation de l'indépendance du Kosovo, des heurts entre la minorité serbe et les contingents internationaux ont fait un mort et plus de 150 blessés. En éditorial, le quotidien madrilène accuse Belgrade de souffler sur les braises.

CHINA DAILY

Pékin annonce la reddition d'émeutiers tibétains

Le quotidien chinois anglophone, vitrine du régime à l'étranger, affirme que 105 personnes impliquées dans les émeutes de Lhassa se seraient rendues à la police. Ce week-end, les autorités avaient promis l'indulgence à tous ceux qui agiraient ainsi, après une manifestation indépendantiste qui, selon un bilan invérifiable, a fait 13 morts le vendredi 14 mars. Interrogées, deux des personnes concernées déclarent avoir suivi les manifestants parce qu'ils les menaçaient de brûler leurs maisons.

DIE WELT

Les banques allemandes appellent l'Etat au secours

Le ministre des Finances Peer Steinbrück est d'avis que la crise financière actuelle, "la pire depuis des décennies", exige une étroite coopération entre les secteurs politique et financier. Josef Ackermann, le président de la Deutsche Bank, ne croit plus non plus à la capacité du marché à se remettre sur pied tout seul, précise le quotidien berlinois. "Ackermann aurait mieux fait de se taire", commente le journal, qui craint que de tels propos n'alimentent l'inquiétude ambiante.

DAILY NATION

Le Parlement kényan crée un poste de Premier ministre

Le 18 mars, le Parlement kényan a adopté un amendement qui inscrit dans la Constitution la création d'un poste de Premier ministre. Celui-ci devrait revenir au leader de l'opposition Raila Odinga. Le texte, voté à l'unanimité par les 200 députés présents, sur 222, a été signé dans la foulée par le président Kibaki. Il répond à l'accord du 28 février conclu par les deux partis pour sortir de la crise postélectorale. Il reste maintenant à mettre en place le gouvernement de coalition également prévu par l'accord.

IL SOLE-24 ORE

Les syndicats italiens s'opposent au rachat d'Alitalia par Air France

"Rien ne nous oblige à acheter Alitalia. Mais, avec votre accord, nous pourrions guérir la compagnie", a déclaré le président d'Air France-KLM, Jean-Cyril Spinetta, aux syndicats italiens. Le 18 mars, ceux-ci rencontraient pour la première fois leur "ennemi"

français. Après que les syndicats ont dit non au rachat, le titre a fait une chute brutale de 29,4 % à la Bourse de Milan. Le quotidien économique rappelle qu'Air France est la seule à avoir fait des propositions concrètes pour sauver Alitalia de la faillite.

ASAHI SHIMBUN

La Banque du Japon perd sa tête

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le siège du gouverneur de la Banque du Japon va rester vacant. Le Sénat japonais, dominé par l'opposition depuis l'an dernier, a refusé ce 19 mars de valider la candidature de Koji Tanami, présenté par le gouvernement. La principale formation de l'opposition, le Parti démocrate du Japon, met en cause l'indépendance de Tanami, un ancien vice-ministre des Finances. Celui-ci est le deuxième postulant à se voir ainsi retoqué.

THE WASHINGTON POST

Cinq ans après, où en est la guerre d'Irak ?

"Pour une majorité d'Américains, ce 19 mars marque le 5e anniversaire d'une guerre qui n'en valait pas la peine, une guerre qui a pris des milliers de vies et nous a coûté plus de 500 milliards de dollars. Pour l'administration Bush, en revanche, c'est le premier anniversaire d'un changement de stratégie qui, selon elle, porte ses fruits", souligne le journal de Washington. A l'occasion du 5e anniversaire de l'invasion de l'Irak, il laisse la parole aux acteurs du conflit, Américains et Irakiens.

IRISH EXAMINER

Dublin, quatrième ville la plus chère au monde

Selon la dernière étude sur le coût de la vie réalisée par Swiss Bank, Oslo reste la ville la plus chère au monde en termes de biens et de services. Elle est suivie de Londres, Copenhague et Dublin, qui prend donc la quatrième place du classement, note l'*Irish Examiner*. Par contraste, certaines villes aux Etats-Unis sont devenues moins chères grâce à la chute du dollar : "New York arrive ainsi au 18e rang, après des villes comme Tokyo, Bruxelles et Lyon."

les titres du 18 mars 2008

DIE WELT

Sur les marchés boursiers, la panique est une valeur en hausse

Après que la faillite de la banque américaine Bear Stearns a été évitée de justesse, ce week-end, "les places boursières du monde entier cèdent à la panique", constate le quotidien allemand. Les paris sont lancés pour deviner quelle banque américaine sera la prochaine victime de la crise du crédit. Le dollar a poursuivi sa baisse, hissant mécaniquement l'euro vers de nouveaux records. Pour l'instant, la Réserve fédérale (Fed) américaine n'est pas parvenue à juguler la nervosité des marchés.

HINDUSTAN TIMES

L'Inde s'inquiète de la répression au Tibet

Le 17 mars, le Parlement indien a dérogé au principe de ne jamais évoquer les affaires internes d'un autre

pays et s'est alarmé de la situation au Tibet, relate le journal indien. Le même jour, huit personnes seraient mortes lors de nouvelles manifestations indépendantistes au Tibet et dans les provinces chinoises voisines, où vivent des minorités tibétaines. A Pékin, des étudiants sont descendus dans la rue. Le régime chinois accuse "la clique du dalaï-lama" de vouloir saboter les JO de Pékin, en août.

AL-SEYASSAH

Le gouvernement koweïtien démissionne en bloc

La démission collective, lundi 17 mars, du gouvernement koweïtien plonge cet émirat pétrolier du Golfe dans une crise politique. Le motif annoncé est le refus du pouvoir législatif de coopérer avec les ministres. Le Parlement, dominé par l'opposition islamiste - 21 sièges sur 50 -, est en place depuis 2006. La démission du cabinet ouvre la voie à la dissolution de

cette assemblée et à des élections législatives anticipées, sur fond de tensions confessionnelles entre sunnites et chiites.

THE MIAMI HERALD

Les démocrates de Floride n'auront pas de seconde primaire

Le 17 mars, la section floridienne du Parti démocrate a annoncé qu'elle n'organiserait pas de nouvelle primaire pour départager Hillary Clinton et Barack Obama avant la présidentielle. Un scrutin avait eu lieu le 29 janvier, mais avait été invalidé pour un différend sur la date. Les 211 délégués de Floride ne devraient donc pas siéger à la Convention démocrate qui, en août, désignera le candidat officiel du parti pour la Maison Blanche. C'est Hillary Clinton qui avait remporté le vote en janvier.





LIBERTÉ

Al-Qaïda au Maghreb islamique connaît des fins de mois difficiles

"Ce qui intéresse avant tout les ravisseurs, c'est l'argent", rapporte le quotidien algérien. Le groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui a revendiqué le rapt de deux touristes autrichiens le 22 février dans le Sud tunisien, serait financièrement aux abois. Il aurait exigé une rançon de 5 millions d'euros pour la libération de ses otages. De source officielle, le gouvernement autrichien aurait demandé au colonel Kadhafi de l'aider à libérer ses ressortissants.



LA REPÚBLICA

Le prix des produits alimentaires flambe au Pérou

Depuis le 17 mars, les ministres du gouvernement péruvien défilent dans les marchés de la capitale, Lima. La brutale hausse du prix des produits alimentaires – plus de 25 % depuis le début du mois de mars, selon le quotidien – est à l'origine de cet intérêt soudain. Les tomates auraient ainsi augmenté de 46,5 %, souligne le journal, qui s'est chargé de relever les prix partout dans le pays. De la même façon, la volaille et les œufs ont respectivement augmenté de 3,5 % et 5,7 %.



THE MOSCOW TIMES

"Une missive de Bush met Poutine de bonne humeur"

"Notre dialogue progresse avec succès", a déclaré Vladimir Poutine le 17 mars. Il faisait référence à une lettre du président américain et à plusieurs coups de fil échangés avec la Maison-Blanche. Le quotidien russe anglophone reste cependant perplexe sur la teneur des échanges : les deux hommes ont-ils discuté du projet américain de bouclier antimissiles en Europe, pomme de discorde entre Etats-Unis et Russie ? La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice est actuellement en visite à Moscou.



VISÃO

Lisbonne, une capitale sans assassins

Les Portugais peuvent dormir sur leurs deux oreilles : selon l'organisme européen de statistiques Eurostat, la capitale portugaise serait la ville de l'Union européenne où l'on commettrait le moins d'assassinats. En 2006, on n'a relevé que 148 homicides au Portugal. Lisbonne, avec 0,68 homicide pour 100 000 habitants, fait à peine moins bien que La Valette, la capitale maltaise. C'est en Estonie que l'on tue le plus : à Tallinn, il se commet en moyenne 9,75 meurtres par an pour 100 000 habitants.



THE AGE

L'Australie résout le plus grand mystère naval de son histoire

L'épave du *HMAS Sydney* a été localisée le 16 mars après 66 ans de recherche. Ce croiseur de l'armée australienne avait été coulé par un navire de guerre allemand en 1941, dans la pire catastrophe maritime de l'histoire du pays. Il avait 645 marins à son bord. "Cette épave est une tombe, et les victimes de la guerre qui y sont ensevelies auront droit au plus grand respect", a déclaré le Premier ministre Kevin Rudd en annonçant la nouvelle.



THE DAILY RECORD

Paul McCartney et Heather Mills règlent leur divorce

"Elle réclamait 159 millions d'euros. Elle en a obtenu 31 millions. Elle dit qu'elle est heureuse du verdict", titre *The Guardian*. Le tabloïd londonien, lui, a une autre version. Le 16 mars, Paul McCartney a accepté de verser 31 millions d'euros à son ex-femme Heather Mills, honnie par la presse populaire. Soit 891 euros pour chaque heure de mariage, a-t-il été calculé. "De rage", Heather Mills aurait jeté un verre d'eau à la tête de l'avocate de l'ancien Beatles en plein tribunal.

les titres du 17 mars 2008



THE INDIAN EXPRESS

Au Tibet, l'ultimatum de Pékin approche de l'expiration

Le 16 mars, l'armée chinoise a bouclé Lhassa, la capitale du Tibet, titre le journal indien. Deux jours après des heurts qui ont fait entre 10 et 80 morts selon les sources, Pékin a lancé une "guerre du peuple" contre les manifestants indépendantistes tibétains. Le 15 mars, les autorités avaient déjà annoncé que les "émeutiers" avaient jusqu'à ce lundi pour se rendre. Le 16 mars, des troubles ont aussi éclaté au Sichuan, une province chinoise voisine. Le débat sur le boycott des JO de Pékin, qui auront lieu en août, est relancé.



JAM É JAM

Les conservateurs iraniens l'emportent dans tout le pays

Le quotidien ultraconservateur se réjouit de la victoire des conservateurs iraniens dans "tout le pays" lors des élections législatives du vendredi 14 mars. Les deux principales formations conservatrices ont gagné dès le premier tour 163 des 290 sièges à pourvoir. Le journal de Téhéran insiste sur l'avance des conservateurs dans la capitale, où ils ont déjà remporté 11 des 30 sièges. Le second tour de ces élections, que l'Union européenne considère comme irrégulières, aura lieu en avril.



LA VANGUARDIA

Aux municipales, Sarkozy prend "un coup sur la tête"

"Une vague rose emporte le président français, dix mois après son élection", titre le quotidien de Barcelone. Le 16 mars, lors du second tour des élections municipales, la gauche a réussi à s'emparer de plusieurs fiefs conservateurs. Le PS conserve Paris, remporte Strasbourg et Toulouse, mais échoue aux portes de Marseille. Sous le titre "Adieu au bling-bling", le journal suppose que, si Nicolas Sarkozy n'entend pas modifier sa politique, il devra au moins "essayer de réviser son image".



ZAMAN

Une tentative d'interdiction de l'AKP sème la colère en Turquie

Tout au long du week-end, "des hommes politiques et des ONG de tout bord ont protesté contre la tentative

d'interdire le Parti de la justice et du développement (AKP)", titre l'édition anglophone du journal turc. Le 14 mars, le premier procureur de la Cour de cassation a réclamé, devant le tribunal constitutionnel, l'interdiction du parti islam-conservateur. Motif invoqué : l'AKP, dirigé par le Premier ministre Erdogan, aurait des activités antilaïques et tenterait de faire de la Turquie un Etat islamiste.



THE WASHINGTON POST

A Wall Street, la Fed continue de jouer les pompiers

"La Réserve fédérale américaine (Fed) a agi sur plusieurs fronts, le 16 mars, pour éviter une crise du marché financier mondial", écrit le journal de Washington. La Fed a soutenu le rachat, par JP Morgan Chase, de Bear Stearns, la cinquième banque d'affaires américaine. Menacée de faillite, celle-ci a été vendue pour une bouchée de pain au géant de Wall Street. La Fed a aussi créé une nouvelle procédure de prêt, ouverte aux banques d'investissement, et baissé d'un quart de point son taux d'escompte.



LA REPUBBLICA

Alitalia accepte les conditions de rachat d'Air France

"On nous a mis le dos au mur", ont clamé les syndicats italiens à l'annonce, le 16 mars, du rachat par Air France-KLM de la compagnie nationale d'aviation Alitalia. Les pilotes ont fait savoir qu'ils étaient sur le pied de guerre. Après le oui du conseil d'administration, la vente doit encore être validée, ce 17 mars, par le gouvernement Prodi. Alitalia, au bord du gouffre financier, n'a eu d'autre choix que d'accepter l'offre d'Air France, pourtant jugée "au rabais" par le quotidien.



AL AHRAM

Le Caire augmente la production et la distribution du pain subventionné

Le président Hosni Mubarak a ordonné dimanche 16 mars à l'armée et au ministère de l'Intérieur d'augmenter la production et la distribution de pain afin de remédier à la pénurie. L'armée et le ministère de l'Intérieur égyptiens possèdent un grand nombre de boulangeries, habituellement réservées à leurs employés. Dans les quartiers défavorisés du Caire, la demande de pain subventionné a fortement progressé

depuis quelques mois. La semaine dernière, des émeutes ont fait deux morts.



EL PAÍS

Le temps d'un concert, Colombie et Venezuela chantent d'une même voix

"Le succès du concert Paix sans frontières a dépassé les attentes", titre le journal de Cali. Le 16 mars, plus de 120 000 personnes se sont rassemblées sur le pont Bolívar, qui relie la Colombie au Venezuela, pour écouter un concert en faveur de la paix, à l'appel du chanteur colombien Juanes. Cinq artistes latino-américains et espagnols avaient répondu présent, parmi lesquels Miguel Bosé, Alejandro Sanz et Juan Luis Guerra. Les relations de la Colombie avec le Venezuela et l'Equateur ont été très tendues ces derniers mois.



THE INDEPENDENT

Gordon Brown promet "une enquête publique" sur la guerre d'Irak

Le Premier ministre britannique "a promis que le gouvernement mènerait une enquête approfondie sur les erreurs commises avant et après l'invasion de l'Irak", titre le journal britannique. Gordon Brown, qui a envoyé une lettre en ce sens à un comité d'experts, précise toutefois qu'aucune enquête ne sera menée tant que la situation reste "fragile" sur le terrain. Son prédécesseur, Tony Blair, avait toujours refusé une telle perspective. Ce 20 mars coïncide avec le 5e anniversaire de la guerre d'Irak.



LIBERTÉ

En Algérie, la pression s'accroît sur l'Eglise protestante

Par décision préfectorale, deux églises protestantes qui comptent respectivement 700 et 200 membres ont été fermées à Tizi Ouzou, en Kabylie. Elles resteront closes jusqu'à ce qu'elles reçoivent un certificat de conformité pour exercer leur culte. Cette décision a été prise en application de la loi de mars 2006, qui interdit l'exercice du culte non musulman sans autorisation préalable, ainsi que tout rassemblement de fidèles hors des lieux de culte. L'Eglise évangélique, récemment implantée en Algérie, est la principale cible des autorités.

les titres du 14 mars 2008



IRANEMROOZ

Les Iraniens aux urnes pour élire leurs députés

Quarante-quatre millions d'Iraniens sont appelés aux urnes pour départager 4 500 candidats. Qui seront les 290 nouveaux députés du Majlis iranien ? Des conser-

vateurs radicaux, en grande majorité, prédit le webzine animé par des opposants iraniens en exil. "Contrairement à ce qu'affirme le slogan officiel, les élections parlementaires de ce vendredi 14 mars ne sont pas "libres, saines et justes", ajoute le journal, qui regrette l'éviction des candidats réformateurs. Le scrutin



HA'ARETZ

Fin de l'accalmie israélo-palestinienne

n'est néanmoins pas sans enjeu : les factions conservatrices se livrent une âpre bataille en vue de l'élection présidentielle de 2009.




La baisse des violences dans la confrontation entre Israéliens et Palestiniens n'aura duré qu'une semaine. Après l'élimination par l'armée israélienne, mercredi 12 mars, de quatre membres du Jihad islamique en Cisjordanie, les tirs de roquettes sur le sud d'Israël ont repris à partir de la bande de Gaza dès le jeudi 13 mars. Ces dernières attaques palestiniennes n'ont pas fait de victimes.

 **FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**
Les marchés se ruent sur l'or

Les jours se suivent et se ressemblent sur les places boursières mondiales : le dollar chute, l'euro monte, le prix du baril de pétrole poursuit sa hausse, et le cours des métaux précieux s'envole. L'argent et le platine battent des records mais, le 13 mars, c'est le prix de l'or qui a franchi un nouveau seuil symbolique : le métal jaune s'est échangé à 1 000 dollars l'once. La faute aux spéculateurs, fonds de pension en tête, accuse le quotidien allemand.

 **THE NEW YORK TIMES**
Les Etats-Unis veulent éviter toute nouvelle crise du crédit


Henry Paulson, le secrétaire au Trésor américain, a présenté le 13 mars un vaste plan de réforme de la réglementation en vigueur dans le secteur financier, visant à assainir le marché du crédit. Pour l'administration américaine, l'enjeu est moins de remédier à la crise actuelle, qui a plongé les marchés financiers dans la tourmente, que d'empêcher qu'un tel scénario se reproduise à l'avenir. Courtiers immobiliers, agences de notation et établissements de crédit devront se plier à des normes plus strictes.

 **GAZETA WYBORCZA**
Les Kaczynski menacent le traité de Lisbonne

L'ex-Premier ministre polonais Jaroslaw Kaczynski, chef de l'opposition conservatrice au Parlement, menace de bloquer la ratification du traité de Lisbonne. Le 12 mars, il a déposé un amendement au projet de ratification du Traité : il demande un préambule stipulant que "la République polonaise reste et restera un Etat souverain" et réaffirmant la primauté de la Constitution polonaise sur le traité. Son parti, le PiS, dispose du nombre de sièges suffisants pour bloquer la ratification du texte.

 **LE SOLEIL**
Pour deux jours, Dakar devient la capitale de l'Oumma

Le 13 mars s'est ouvert au Sénégal le 11e sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). A cette occasion, le quotidien de Dakar proche du gouvernement publie un supplément spécial sur les "jalons de la relance" que veut poser le président Wade. L'OCI doit en effet revoir sa charte, vieille de trente-six ans. Après la chute du mur de Berlin et le traumatisme du 11 septembre 2001, "l'OCI ne doit plus subir l'histoire" mais adopter "une orientation politique plus marquée", écrit-il en éditorial.

 **EL TIEMPO**
Les relations entre Chávez et Uribe se réchauffent


Six jours après leur réconciliation scellée au sommet du groupe de Rio, à Saint-Domingue, le président vénézuélien Hugo Chávez et son homologue colombien Alvaro Uribe ont franchi une nouvelle étape le 13 mars. Le quotidien de Bogotá rapporte que Chávez a appelé Uribe, et que les deux hommes ont discuté au téléphone pendant une vingtaine de minutes. Ils sont notamment convenus de la nécessité d'entretenir de meilleures relations et se sont mis d'accord sur l'idée d'une prochaine réunion.

 **THE GLOBE AND MAIL**
Le Canada prolonge sa mission en Afghanistan

Par 198 voix contre 77, les députés canadiens ont voté le 13 mars le prolongement de leur mission dans le sud de l'Afghanistan. Les 2 500 soldats déployés sur place y resteront deux ans de plus, soit jusqu'en 2011. Le Parlement pose toutefois une condition : que l'OTAN fournisse 1 000 hommes en renfort dans la région de Kandahar, où la rébellion islamiste est la plus forte. Depuis 2002, 80 soldats canadiens ont perdu la vie en Afghanistan.

 **IL GIORNALE**
Une "femme d'action" prend la tête du patronat italien

Emma Marcegaglia a été désignée le 13 mars présidente de Cofinindustria, la confédération patronale italienne. A 42 ans, elle succède au patron de Fiat, Luca Cordero Di Montezemolo, et devient la première femme à accéder à ce poste. Sa prise de fonctions aura lieu en mai, pour une durée de quatre ans. Avec son frère Antonio, elle codirige le Gruppo Marcegaglia, une entreprise métallurgique familiale dont le chiffre d'affaires dépasse les 4 milliards d'euros.


 **THE GUARDIAN**
En France, le champagne va couler à flots

"Santé !" titre le quotidien britannique, en français dans le texte. Il se réjouit que "les Français changent les règles pour mieux exploiter le filon des petites bulles". L'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) a donné son feu vert, le 13 mars, à l'extension de l'appellation "champagne". En clair : les viticulteurs de quarante nouvelles communes seront autorisés à apposer le prestigieux nom sur leurs étiquettes. Le Royaume-Uni est le plus gros importateur de champagne.


les titres du 13 mars 2008

 **THE NEW YORK TIMES**
Une affaire de prostitution fait tomber le gouverneur de New York

Eliot Spitzer, le gouverneur démocrate de New York, a démissionné le 12 mars. Surnommé "le shérif de Wall Street" pour sa volonté de combattre la corruption, il chute pour une affaire de moeurs, après avoir reconnu être le client d'un réseau de prostituées de luxe. Il a annoncé que sa priorité serait désormais de réparer le mal fait à sa famille. "Il a fait ce qu'il fallait", juge le journal, soulagé qu'il "épargne un sordide spectacle aux New-Yorkais". Il espère que son successeur, David Paterson, sera à la hauteur.

 **HA'ARETZ**
La ministre des Affaires étrangères israélienne critique la colonisation

"L'extension des colonies en Cisjordanie est inutile", a déclaré le mercredi 12 mars Tzipi Livni, la ministre des Affaires étrangères. Mme Livni s'exprimait à l'université Harvard, à Cambridge, Massachusetts. L'annonce faite le dimanche 9 mars de la relance de la construction de centaines de logements dans une colonie près de Jérusalem avait soulevé un tollé international. L'administration américaine avait également critiqué cette décision, la considérant comme une menace pour le fragile processus de paix.

 **SOUTH CHINA MORNING POST**
Dans les écoles hongkongaises, la grippe trouve porte close

Le 12 mars, le ministre de la Santé de Hongkong a décidé de fermer pour deux semaines les écoles maternelles et primaires de la ville. Cette mesure a été prise après la mort de deux enfants malades de la grippe A (H1N1), afin de prévenir l'extension de la maladie. Aucune mutation du virus ressemblant à celle de la grippe aviaire (H5N1) n'a été observée, insistent les autorités sanitaires. Vingt-trois foyers d'infection ont été détectés dans les établissements scolaires de la ville, 189 personnes en tout ayant été infectées.

 **FINANCIAL TIMES**
Au Pakistan, Musharraf manœuvre pour rester au pouvoir

Le quotidien britannique révèle que le président pakistanais Pervez Musharraf serait prêt au compromis pour se maintenir au pouvoir, après sa sévère défaite aux législatives du 18 février. Il aurait proposé de renoncer à son pouvoir de dissoudre le Parlement si l'opposition, dans le même temps, cesse d'insister pour que le juge Chaudhry soit rétabli dans ses fonctions. L'ancien président de la Cour suprême, placé en résidence surveillée depuis novembre, est devenu la figure de proue de la fronde anti-Musharraf.

 **FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**
Des centaines de moines bouddhistes manifestent au Tibet

Le 12 mars, les forces de sécurité chinoises sont intervenues à Lhassa, la capitale tibétaine, annonce le quotidien allemand. Selon la radio américaine Radio Free Asia, elles ont recouru aux gaz lacrymogènes pour disperser plus de 500 moines rassemblés pour dénoncer les arrestations d'autres moines survenues la veille. Les manifestations de moines bouddhistes se sont succédées ces derniers jours, à l'approche de l'anniversaire du soulèvement antichinois de 1959 et des JO de Pékin.

 **INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE**
Un second courtier est mis en cause à la Société générale

Le scandale de la Société générale a connu un nouveau rebondissement le mercredi 12 mars. Un courtier, travaillant dans une filiale de la banque française, a à son tour été placé en garde à vue. Son interpellation fait suite à l'enquête sur Jérôme Kerviel, ce jeune trader à qui est imputée la plus grosse perte de l'histoire du secteur, avec 4,9 milliards d'euros. Le nouveau courtier arrêté serait un proche de Jérôme Kerviel, précise le quotidien américain publié à Paris.


 **LE SOIR**
Le "Wooncode" flamand choque l'ONU et l'Europe

Le "Wooncode", c'est ce code du logement flamand qui restreint l'accès des logements sociaux aux locataires parlant le néerlandais ou qui s'engagent à l'apprendre. Accusée de "discrimination linguistique", la Flandre "enrage", relève le quotidien bruxellois, qui souligne en éditorial : "L'existence de discriminations

linguistiques et l'émergence d'un racisme entre les communautés [francophone et flamande] du pays sont un tabou. Pourtant, elles existent."

 **EL WATAN**
RSF publie la liste noire des pays qui censurent Internet

Le Zimbabwe et l'Ethiopie ont rejoint, le 12 mars, la liste noire des pays ennemis d'Internet établie par Reporters sans frontières (RSF), l'organisation de défense de la liberté de la presse basée à Paris. En Tunisie aussi la situation est très mauvaise, note le journal algérien. Les sites d'opposition sont bloqués, les cybercafés surveillés et les gérants sont tenus responsables des activités de leurs clients. RSF a promis de mener, tous les 12 mars, des actions contre la cybercensure dans le monde.

 **PÁGINA 12**
Les ampoules à incandescence seront-elles interdites en Argentine ?

La présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, vient de parapher un projet de loi interdisant à partir du 1er janvier 2011 la production, l'importation et la commercialisation d'ampoules à incandescence. A cette date, on ne pourra plus se procurer que des ampoules basse consommation, les seules qui seront autorisées dans le pays. L'ONG Greenpeace, particulièrement active en Argentine, est à l'origine de ce projet de loi qui doit maintenant passer devant le Parlement.

 **EL NUEVO HERALD**
Cinq footballeurs cubains font désertion en Floride

Au moins cinq joueurs de l'équipe nationale cubaine de foot ont fait désertion le 12 mars, à l'issue d'un match contre les Etats-Unis organisé à Tampa, en Floride. Le quotidien hispanophone de Miami croit savoir que deux joueurs supplémentaires se seraient également enfuis, sans pouvoir le confirmer. La désertion de ces joueurs est un coup presque fatal porté aux espoirs de qualification de l'équipe cubaine pour les JO de Pékin. Les fugitifs ont réapparu, radieux, quelques heures plus tard, à West Palm Beach.

les titres du 12 mars 2008



THE WASHINGTON POST

Barack Obama victorieux dans le Mississippi

"Barack Obama a remporté des primaires décisives pour la présidentielle dans l'Etat du Mississippi", annonce le quotidien. Le sénateur de l'Illinois remporte ainsi sa 29e victoire, contre 15 pour sa concurrente Hillary Clinton. Il comptabilise 1 589 délégués, contre 1 470 pour la sénatrice de New York (il en faut 2 025 pour obtenir l'investiture). Cette victoire survient sur fond de polémique depuis que l'une des proches d'Hillary Clinton a utilisé des arguments à relents racistes pour expliquer l'actuel succès de Barack Obama.



THE INDEPENDENT

"Le Darfour replonge dans l'enfer"

"Enfants violés, maisons pillées, villages incendiés, des milliers de personnes forcées de fuir les bombardements aériens... Le conflit au Darfour est entré dans une nouvelle phase de violence. La politique de la terre brûlée est de nouveau pratiquée, rappelant les pires vagues de violence qui avaient attiré, il y a cinq ans, l'attention du monde entier sur cette région du Soudan. Les Etats-Unis avaient alors déclaré que ce qui se passait là-bas n'était rien d'autre qu'un génocide."



BANGKOK POST

Thaïlande : l'ancien Premier ministre face à la justice

L'ex-Premier-ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra a fait sa première apparition ce mercredi 12 mars devant la Cour spéciale de justice pour répondre d'accusations de corruption. Il a plaidé non coupable face à l'accusation d'abus de pouvoir concernant l'achat d'un terrain ensuite cédé à son épouse. Après un retour très médiatique en Thaïlande le 28 février, l'ancien Premier ministre, renversé par un coup d'Etat militaire, risque quinze ans de prison. Cependant, son parti - le PPP - a remporté les élections législatives du 23 décembre dernier.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Le commandant des forces américaines au Moyen-Orient démissionne

L'amiral William Fallon, chef des opérations militaires au Moyen-Orient - c'est-à-dire chargé des guerres menées par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan - , a démissionné mardi 11 mars. En cause : une opinion divergente de celle de l'administration Bush quant à la politique à adopter face à l'Irak. Le retrait prématuré de Fallon, 63 ans, nommé il y a tout juste un an, a été annoncé par le secrétaire d'Etat à la Défense Robert Gates, qui a accepté le départ de l'amiral avec "regret".



L'ORIENT-LE JOUR

Washington retire la Chine de sa liste noire et y ajoute la Syrie

Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme, publié mardi 11 mars par le département d'Etat, Washington a retiré la Chine de sa liste des "pires violeurs" des droits de l'homme. Mais il a ajouté la Syrie, le Soudan et l'Erythrée, tout en notant que le régime chinois continuait à "harceler", "emprisonner" et "torturer". "Les violations des droits de l'homme en Syrie se sont aggravées cette année et le régime a continué à commettre de graves abus tels que la détention d'un nombre croissant de militants, de responsables de la société civile et de critiques du régime", ajoute le rapport.



LIBERTÉ

Al-Qaïda revendique le rapt de deux touristes autrichiens au Maghreb

Les opérations de rattachage de grande envergure ont cédé la place à un travail de renseignement très approfondi pour retrouver les deux touristes autrichiens enlevés par Al-Qaïda le 22 février dernier dans le sud de la Tunisie. Selon certaines sources, ils se trouveraient en territoire algérien ou peut-être dans le nord du Mali. La Libye, la Tunisie, l'Algérie et l'Autriche ont décidé de coordonner leurs efforts pour retrouver les deux otages sains et saufs.



LA LIBRE BELGIQUE

Le Parlement européen vote pour un ciel plus sûr

Les eurodéputés ont approuvé, mardi 11 mars à Strasbourg, le règlement sur la sécurité dans les avions, annonce le quotidien belge. La nouvelle réglementation prévoit d'affiner le contrôle des flacons et produits emportés par les passagers pour diminuer le nombre de confiscations intempestives.

Autre point important, le principe de "One Stop Security", qui prévoit qu'une fois qu'un passager aura été contrôlé dans un aéroport, il ne devra plus l'être dans un autre lors d'un transit. Ces évolutions vont dans le sens du confort des passagers, note le journal.



LE SOLEIL

Dakar, capitale pour deux jours de l'OCI

La réunion des souverains et des chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) aura lieu à Dakar à partir du 13 mars et durera deux jours. Il s'agit du 11e sommet de l'OCI, au cours duquel des décisions importantes devraient être prises. Une révision de sa charte, vieille de trente-six ans, et la lutte contre l'islamophobie, qui gagne du terrain dans les pays occidentaux, seront les deux principaux sujets abordés.



O GLOBO

Cinquante des plus gros destructeurs de la forêt amazonienne bientôt inculpés

Le ministère de l'Environnement brésilien vient enfin d'établir une liste des 50 plus gros destructeurs de la forêt amazonienne. Cette liste avait été promise depuis plusieurs mois et devait comporter une centaine de noms. Mais le ministère a préféré engager sans attendre des poursuites contre ces 50 premiers "déforestateurs" prouvés. Il s'agit de très grands propriétaires terriens, souvent concentrés dans quelques Etats, dont le Mato Grosso. Le ministère a utilisé des cartes satellitaires pour les confondre.



LA REPUBBLICA

L'Italie, dernière de la classe pour les salaires

Selon un récent rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), en matière salariale, l'Italie, où le salaire moyen est de 13 000 euros nets par an, figure en très mauvaise position sur la liste des pays industrialisés, loin derrière l'Espagne et la Grèce mais devant le Portugal et les pays d'Europe de l'Est. Walter Veltroni, leader du Parti démocrate (PD) et candidat aux prochaines législatives, a compris l'enjeu : la hausse des salaires sera l'une de ses priorités.

les titres du 11 mars 2008



VECERNJI LIST

Gotovina devant le tribunal de La Haye

Ante Gotovina comparaît à partir de ce mardi 11 mars devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie (TPIY) avec deux autres généraux croates, Ivan Cermak et Mladen Markac. Ils sont accusés d'avoir commis des crimes de guerre et contre l'humanité lors de l'opération de reconquête de la Krajina, en 1995. Le principal accusé n'a pas fait de commentaires, alors que Zagreb apporterait de nouvelles preuves à charge contre Markac, affirme le quotidien populaire.



THE NEW YORK TIMES

Le gouverneur de New York au centre d'une "sex affair"

L'histoire fait la une de la plupart des journaux outre-atlantique. "Eliot Spitzer, le gouverneur de l'Etat de New York, était lié en tant que client à un réseau de prostitution démantelé la semaine dernière par les autorités fédérales. L'affaire risque de stopper net la carrière politique du gouverneur", révèle le quotidien new-yorkais. Spitzer a présenté lundi 10 mars des excuses à sa famille et à ses administrés.



THE NEWS

Plusieurs morts dans deux explosions à Lahore au Pakistan

Au moins 24 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans deux explosions à Lahore, la grande ville de l'est du Pakistan. Les explosions ont ravagé des locaux de l'Agence fédérale d'investigation

(FIA) et un bâtiment abritant une agence de publicité. "La ville de Lahore avait jusqu'à présent été moins touchée que d'autres par les attentats suicides", précise le quotidien, qui ajoute que "plus de 600 personnes sont mortes depuis le début 2008 dans des attentats suicides au Pakistan".



EL PAIS

Où est donc Mariano Rajoy ?

Depuis le soir des élections législatives, qui a vu la victoire du Parti socialiste, personne n'a vu ni entendu le leader conservateur Mariano Rajoy. Après avoir gratifié les militants réunis le 9 mars devant le siège du Parti populaire d'un mystérieux "Adieu !", celui qui, pour la seconde fois, a perdu les élections générales face à José Luis Zapatero n'a toujours pas fait connaître sa décision. Démissionnera-t-il ou laissera-t-il le parti se déchirer sur le nom de son successeur ?



THE INDEPENDENT

Royaume-Uni : le coût de la guerre en Irak et en Afghanistan augmente

Pour le Royaume-Uni, le coût de la guerre sur ses deux fronts, en Irak et en Afghanistan, a presque doublé ces douze derniers mois. C'est ce que révèle un rapport publié par la commission de la défense de la Chambre des communes. "Malgré la réduction du contingent militaire, les dépenses du pays en Irak devraient augmenter de 72 %. Le coût du conflit afghan, avec les forces britanniques toujours aux prises avec les talibans, augmentera, lui, de 122 %", détaille le quotidien.



SOIRINFO

Ouverture à Paris du procès d'un putschiste ivoirien

Dix personnes, dont un ancien avocat et un policier, ont comparu libres le 10 mars devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir tenté de fomenter un coup d'Etat visant à éliminer le président Gbagbo en Côte-d'Ivoire en 2003. L'instigateur de la tentative de putsch, Ibrahim Coulibaly, ex-chef rebelle ivoirien, est aujourd'hui en fuite. Même ses avocats ne savent pas où il se trouve, note le quotidien d'Abidjan, qui précise qu'IB, tel qu'on le surnomme, est toujours la bête noire des dirigeants de Côte-d'Ivoire.



ASHARQ AL-AWSAT

L'Arabie Saoudite confirme sa participation au sommet arabe

Le prince héritier saoudien, Sultan Ben Abdelaziz, a confirmé la participation de son pays au sommet arabe qui doit se tenir à Damas les 29 et 30 mars, tout en signalant que le niveau de la représentation saoudienne serait annoncé par le roi. Les tensions entre la Syrie et l'Arabie Saoudite ont laissé planer le doute sur la présence saoudienne au prochain sommet arabe. Le prince Sultan a fait ces déclarations le lundi 10 mars à son arrivée au Qatar, où il effectue une visite officielle de trois jours.



PÁGINA 12

Cinq anciens militaires de la dictature argentine rattrapés par leur passé

Tous les Argentins connaissent le massacre de Trelew. Le 22 août 1972, en pleine dictature, 19 militants

d'extrême gauche capturés quelques jours plus tôt à l'aéroport de Trelew (Patagonie) étaient fusillés dans leurs cellules. Trente-six ans plus tard, un juge argentin a décidé d'incarcérer préventivement 5 officiers de marine à la retraite et de leur infliger une caution prohibitive de 2 millions de pesos (400 000 euros). Un contre-amiral a lui aussi été inculpé de "complicité objective".



THE HERALD

L'UE s'inquiète de l'irrégularité du scrutin au Zimbabwe

Le 10 mars, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, réunis à Bruxelles, ont fait part de leur préoccupation sur la situation humanitaire et économique qui prévaut au Zimbabwe à la veille des élections législatives et présidentielle du 29 mars. L'UE craint surtout que ces élections ne soient ni libres ni régulières. Pour le quotidien d'Harare, c'est parce qu'elle n'a pas été invitée en tant qu'observateur que l'UE réagit ainsi.



LE SOIR

L'inflation du numérique dans le monde affole

"Ce n'est pas de la science-fiction : au train où vont les choses, le monde étouffera bientôt sous les données numériques que nous n'en finissons plus de stocker dans les serveurs informatiques", s'inquiète le quotidien de Bruxelles. Une étude publiée ce mardi 11 mars montre que nous avons produit en 2007 près de 281 milliards de gigaoctets, soit 45 gigaoctets en moyenne pour chaque habitant de la planète. L'an dernier déjà, le monde a créé plus de données numériques que ses capacités techniques ne pouvaient en stocker.

les titres du 10 mars 2008



EL PAÍS

Victoire bis repetita pour les socialistes de Zapatero

Tous les journaux espagnols titrent ce lundi matin sur la victoire des socialistes. "Le Parti socialiste ouvrier espagnol a remporté dimanche 9 mars les élections législatives, et son leader, José Luis Rodríguez Zapatero, a fait valider son bilan en repartant avec une excellente note malgré un examen difficile", souligne le quotidien. Après dépouillement de 99,96 % des bulletins, les socialistes remportent 169 sièges sur 350 (soit 5 de plus qu'en 2004), avec 43,64 % des suffrages.



LOS ANGELES TIMES

La politique extérieure de Bush une nouvelle fois épinglée

"Après quatre ans d'importantes investigations, la commission du Sénat en charge du renseignement s'apprête à publier un rapport très critique vis-à-vis de l'administration Bush", annonce le quotidien. Le rapport détaille les déclarations répétées de Bush ayant conduit "à fabriquer" l'urgence d'une intervention militaire en Irak. Il admet néanmoins que la plupart de ces déclarations étaient conformes aux informations des services du renseignement sur l'Irak.



AL-AYYAM

Israël relance les travaux de construction dans une colonie

Israël a relancé, dimanche 9 mars, la construction de 750 logements dans la colonie de Givat Zeev, au nord-ouest de Jérusalem. Une décision qui risque de faire avorter les tentatives de reprise du dialogue israélo-palestinien, suspendu par le président Mahmoud Abbas à la suite des interventions militaires de l'armée israélienne à Gaza. Israël, de son côté, est toujours en état d'alerte depuis l'attentat du jeudi 7 mars, qui a fait 8 morts dans une école talmudique à Jérusalem-Ouest.



DAWN

Pakistan : l'accord historique de deux partis contre Musharraf

Le Parti du peuple pakistanais et la Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz – les deux grands partis vainqueurs des législatives du 18 février – se sont mis d'accord dimanche 9 mars pour former un gouvernement de coalition et réclamer la réhabilitation de tous les magistrats limogés par Pervez Musharraf, pendant l'état d'urgence en novembre dernier. L'accord survient à une date symbolique : le 9 mars dernier, Pervez Musharraf avait tenté de limoger une première fois le président de la Cour suprême.



THE MALTA INDEPENDENT

Elections à Malte : victoire du Parti nationaliste

"Le Parti nationaliste clame sa victoire", titre le quotidien. Le parti du Premier ministre maltais sortant Lawrence Gonzi a remporté la victoire aux élections législatives du 8 mars. L'annonce a été faite officiellement alors qu'au soir du scrutin les deux grands partis en lice revendiquaient tous les deux la victoire. "Le Parti nationaliste l'a emporté sur le Parti travailliste d'Alfred Sant avec une différence de 1 200 voix", a indiqué Joe Saliba, le secrétaire général du parti au pouvoir depuis 1998.



THE STAR

Malgré un sérieux revers, le Premier ministre malaisien reste en poste

"Pak Lah va rester", titre en une le quotidien malaisien. "Pak Lah" ("oncle Abdullah"), c'est le surnom que les Malaisiens donnent à leur Premier ministre, Abdullah Ahmad Badawi. Alors que son parti, le Barisan Nasional (BN), a subi une cinglante défaite aux dernières élections, passant au-dessous du chiffre symbolique des deux tiers des députés – une première depuis quarante ans –, l'homme a choisi de ne pas démissionner de ses fonctions de Premier ministre et de président de son parti.



LES ECHOS

Mali : les derniers otages détenus par les rebelles touaregs ont été libérés

Les rebelles touaregs dirigés par Ibrahim Bahanga, réfugiés dans le nord du Mali, dans la région de Kidal, ont libéré, le 8 mars dernier, les 22 soldats et le

député qu'ils détenaient en otages depuis le mois d'août 2007. Les rebelles réclamaient une autonomie accrue de leur région. La présidence du Mali qui a officiellement annoncé leur libération, a remercié les autorités algériennes et surtout le président libyen Muammar Kadhafi sans qui cette libération n'aurait pu se faire.



LE TEMPS

Russie-Europe : la bataille du gaz

Convoqués mardi 11 mars à Bruxelles par le commissaire européen à l'Energie Andris Piebalgs, les experts énergétiques des 27 pays de l'UE vont débattre du bras de fer qui se joue entre Moscou et Kiev depuis que la Russie a décidé de diminuer son approvisionnement en gaz vers l'Ukraine. Au même moment, l'ex-"tsarine" du gaz ukrainien, redevenue Premier ministre, Ioulia Timochenko, sera dans la capitale belge pour réclamer l'appui de l'Union européenne.



CORRIERE DELLA SERA

Prodi dit adieu à la politique

Après avoir dirigé deux gouvernements et avoir par deux fois échoué à terminer ses mandats, en 1998 et en février 2008, Romano Prodi a annoncé, le 9 mars, qu'il tournait la page et quittait la vie politique. Dans l'avenir, le Premier ministre italien, qui quittera ses fonctions après les élections législatives des 13 et 14 avril prochain, se verrait bien prendre la tête d'une fondation ou encore devenir ambassadeur de la paix.



THE INDEPENDENT

Royaume-Uni : le charbon est de retour

Le gouvernement britannique va annoncer, ce lundi 10 mars, son soutien à la création d'une nouvelle génération de centrales à charbon en expliquant que, dans les années à venir, la Grande-Bretagne devra brûler davantage de combustibles fossiles pour prévenir les coupures électriques. Cette annonce risque de mécontenter encore plus les associations de lutte pour l'environnement, déjà échaudées par la politique environnementale du gouvernement.

les titres du 7 mars 2008



HA'ARETZ

Un attentat terroriste fait huit morts à Jérusalem

Huit personnes ont été tuées et neuf autres blessées après qu'un Palestinien a ouvert le feu dans une école talmudique de Jérusalem-Ouest, le 6 mars au soir. Le tireur, apparemment originaire du quartier de Jebel Mukaber (Jérusalem-Est), a été abattu. Un groupe inconnu, la Brigade des hommes libres de Galilée, a revendiqué l'attentat dans un message diffusé par une télévision libanaise appartenant au Hezbollah. Cette revendication reste à vérifier, précise le quotidien de Tel-Aviv. La police israélienne a été mise en état d'alerte après cet attentat, le plus meurtrier depuis quatre ans en Israël.



EL PAÍS

La campagne électorale espagnole touche à sa fin

Ce 7 mars au soir prend fin la campagne électorale pour les législatives du 9 mars. Tous les sondages donnent gagnant le Parti socialiste (PSOE) du Premier ministre Zapatero, mais sans majorité absolue. Interrogé par le journal, celui-ci espère pourtant pouvoir

gouverner "avec le seul soutien de [son] parti". Le 6 mars, les derniers meetings de Zapatero et de Rajoy, le leader du Parti populaire (PP, conservateur) ont attiré des dizaines de milliers de sympathisants à Barcelone et à Valence.



LA PRENSA

Le Nicaragua rompt ses relations avec la Colombie

Le président nicaraguayen a annoncé le 6 mars qu'il rompt toutes relations diplomatiques avec la Colombie. Daniel Ortega a fustigé la "politique terroriste" de Bogotá, qui a commandité une opération en Equateur contre le numéro deux des FARC, Raúl Reyes. Sous le titre "Le Nicaragua est entraîné dans la crise", le quotidien constate que Managua rejoint ainsi l'axe Quito-Caracas, alors que ce 7 mars débute en République dominicaine un sommet régional. Le président colombien Uribe doit y assister.



I KATHIMERINI

Athènes ne veut toujours pas de Macédoine à l'OTAN

Par la voix de sa ministre des Affaires étrangères, Dora Bakoyannis, Athènes a maintenu le 6 mars son

veto à l'entrée de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) dans l'OTAN. Les deux pays se disputent le nom de Macédoine, un contentieux qui dure depuis dix-sept ans. Mme Bakoyannis, en marge d'une réunion de l'OTAN, a regretté qu'aucune solution n'ait encore été trouvée. Le quotidien grec accuse Skopje de rechigner à engager des pourparlers.



DAILY NATION

Pour le Kenya, c'est "un nouveau commencement"

Le quotidien de Nairobi salue l'ouverture, le 6 mars, de la nouvelle session parlementaire. Il y voit le signe que les choses rentrent peu à peu dans l'ordre au Kenya, plongé dans une crise sanglante depuis la présidentielle contestée du 27 décembre. Le Parlement devra mettre en œuvre l'accord de coalition signé le 28 février entre le président Kibaki et l'opposition. Ce 6 mars, des heurts ont encore fait neuf morts dans l'ouest du pays.



EVENING STANDARD

Gordon Brown va devoir arrêter la bouteille



Le quotidien du soir exulte. Il menait campagne pour inciter les Britanniques à consommer l'eau du robinet plutôt que de l'eau en bouteille, par respect pour l'environnement. Le 6 mars, Gus O'Donnell, le secrétaire général du gouvernement, a annoncé que d'ici à l'été tous les ministères ne consommeraient plus que de l'eau du robinet. Y compris lors des réunions officielles. Cela devrait permettre d'économiser 250 000 bouteilles d'eau par an, jusque-là payées par le contribuable.



THE WASHINGTON POST

La NASA s'inquiète de sa dépendance à l'égard de Moscou

A partir de 2010, et pour cinq ans au moins, la NASA dépendra des Russes pour se rendre sur la Station spatiale internationale (ISS). D'ici deux ans et demi, l'agence spatiale américaine doit en effet se séparer de ses trois navettes, trop vétustes, et n'a rien pour les remplacer. Seul Moscou possèdera alors la technologie pour envoyer des hommes sur l'ISS. Ce 11 mars, l'Europe doit lancer depuis la Guyane l'ATV

(Automated Transfer Vehicle), son premier vaisseau de ravitaillement de l'ISS.



BANGKOK POST

Le "marchand de mort" a été arrêté en Thaïlande

L'un des trafiquants d'armes les plus recherchés au monde, Viktor Bout, a été arrêté le 6 mars dans un hôtel thaïlandais. L'homme, d'origine russe et âgé de 41 ans, s'était introduit en Thaïlande il y a trois mois, précise le journal anglophone de Bangkok. Il est soupçonné d'avoir vendu des armes à des groupes terroristes, notamment en Afrique. Les Etats-Unis, qui ont participé à son arrestation et réclament son extradition, l'accusent d'avoir vendu un arsenal à la guérilla colombienne des FARC.



MAIL & GUARDIAN

Un tribunal namibien invalide l'expropriation de fermes

Le 6 mars, un tribunal namibien a déclaré anticonstitutionnelle la saisie de quatre fermes appartenant à des Allemands : "Qu'un bien appartienne à un 'étranger' ne peut justifier son expropriation", a-t-il tranché. Les propriétaires avaient déposé plainte l'an passé, relate le journal sud-africain. En 2005, le gouvernement de la Namibie, ex-colonie allemande, a lancé une réforme agraire pour redistribuer, d'ici à 2020, 15 millions d'hectares appartenant à la minorité blanche à des agriculteurs noirs.

ger' ne peut justifier son expropriation", a-t-il tranché. Les propriétaires avaient déposé plainte l'an passé, relate le journal sud-africain. En 2005, le gouvernement de la Namibie, ex-colonie allemande, a lancé une réforme agraire pour redistribuer, d'ici à 2020, 15 millions d'hectares appartenant à la minorité blanche à des agriculteurs noirs.



LA STAMPA

Berlusconi n'est plus l'homme le plus riche d'Italie

Le magazine *Forbes* a rendu public le 5 mars son classement annuel des plus grandes fortunes du globe. L'investisseur américain Warren Buffett ravit à son compatriote Bill Gates (Microsoft) le titre d'homme le plus riche du monde. En Italie, petite surprise : pour la première fois depuis douze ans, Silvio Berlusconi n'est plus l'homme le plus riche du pays. Il est supplanté par Michele Ferrero, à la tête de l'empire alimentaire du même nom (Nutella, Tic Tac...) et par le lunettier Leonardo Del Vecchio.

les titres du 6 mars 2008



DAILY MAIL

Sur le traité de Lisbonne, les Britanniques n'auront pas leur mot à dire

Le tabloïd conservateur dénonce "un jour infamant pour la démocratie". Le 5 mars, "les Britanniques se sont vu dénier le droit de se prononcer sur la Constitution européenne", tempête-t-il. Au terme d'une séance houleuse qui a montré les partis divisés, les députés ont rejeté un amendement déposé par l'opposition conservatrice réclamant la tenue d'un référendum sur le traité de Lisbonne. Les travaillistes s'étaient pourtant engagés en ce sens en 2005.



CLARÍN

Cristina Kirchner tente une médiation à Caracas

La crise diplomatique entre la Colombie, le Venezuela et l'Equateur continue de mobiliser l'ensemble des dirigeants d'Amérique latine. Le 6 mars, la présidente argentine Cristina Kirchner s'est entretenue à Caracas - où elle venait d'arriver pour une visite officielle - avec le président équatorien Rafael Correa. Elle rencontrera plus tard la mère d'Ingrid Betancourt, Yolanda Pulecio, avant d'être reçue par Hugo Chávez.



THE MOSCOW TIMES

Gazprom reprend ses livraisons de gaz à l'Ukraine

Après un entretien téléphonique entre les présidents russe et ukrainien, les deux pays sont parvenus à un accord. Les livraisons de gaz russe à Kiev ont repris. Elles avaient été réduites de moitié depuis trois jours, Gazprom réclamant à l'Ukraine 600 millions de dollars d'arriérés. La compagnie ukrainienne Naftogaz avait fait savoir, à la grande inquiétude des pays concernés, que la crise affecterait les livraisons de gaz vers l'Europe de l'Ouest. Le répit pourrait n'être malgré tout que provisoire.



CHINA DAILY

Pékin fait de la lutte contre l'inflation sa priorité

Le 5 mars, jour de la reprise des travaux de l'Assemblée du peuple, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a dressé le bilan de son action. "Le gouver-

nement poursuivra une politique fiscale prudente et adoptera une ligne monétaire stricte", titre le quotidien anglophone, vitrine du régime à l'étranger. Officiellement, l'inflation a été de 4,8 % en 2007 (son plus haut niveau en treize ans), au-delà des 3 % escomptés par le gouvernement. Pékin voudrait la maintenir à ce taux en 2008.



ZAMAN

L'Arménie et l'Azerbaïdjan échangent des tirs

"L'Azerbaïdjan accuse l'Arménie d'avoir ouvert le feu", titre le journal turc (version anglophone). Eldar Sabiroglu, le ministre de la Défense azerbaïdjanais, a annoncé que quatre de ses combattants avaient été tués par des soldats arméniens dans le Nagorny Karabakh, le 4 mars. Douze militaires arméniens seraient également morts. Cette région d'Azerbaïdjan, à majorité arménienne, est disputée par les deux pays. Au début des années 1990, elle est tombée aux mains de séparatistes arméniens soutenus par Erevan.



HA'ARETZ

Israël envisage sérieusement de négocier avec la Syrie

Le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a déclaré envisager sérieusement de négocier avec Damas, "si cela met un terme à son soutien au terrorisme". Selon le quotidien de Tel Aviv, le gouvernement serait aussi prêt à lancer "une large offensive diplomatique" pour apaiser les tensions avec Le Caire au sujet de la frontière entre Gaza et l'Egypte. Par ailleurs, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, en visite sur place, a pressé Israël et le Hamas d'entamer des négociations de paix.



THE HERALD

Le choléra menace le Zimbabwe

Les autorités sanitaires du Zimbabwe ont fait part de leur inquiétude. Une épidémie de choléra commencerait à se propager dans tout le pays. Elles ont annoncé que les mesures nécessaires pour y mettre fin ont été prises. Pourtant, la semaine dernière, quatre victimes sont venues s'ajouter aux onze recensées en février. L'épidémie se serait propagée, depuis le

Mozambique voisin, dans les régions proches de la frontière. Les puits à ciel ouvert, de plus en plus utilisés, favoriseraient la contamination.



LE SOLEIL

Le Gabon veut expulser les Français sans carte de séjour

Après l'expulsion par la France de deux ressortissants gabonais, Libreville hausse le ton. Le gouvernement gabonais annonce que beaucoup de Français en situation irrégulière au Gabon seraient à leur tour reconduits à la frontière, rapporte le quotidien de Dakar. Selon le ministre des Affaires étrangères du Gabon, 5 à 10 % des quelque 10 000 Français installés dans ce pays ne sont pas en règle. Un Français venu travailler dans le pétrole a déjà été refoulé le 4 mars à l'aéroport de Libreville.



THE GLOBE AND MAIL

La présidentielle américaine fait un détour par Ottawa

Est-ce l'équipe de Barack Obama ou celle de Hillary Clinton qui a prévenu Ottawa de ne pas prendre trop au sérieux les attaques démocrates contre l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui lie le Canada, les Etats-Unis et le Mexique ? Le camp d'Obama avait été d'abord soupçonné, mais il apparaît maintenant que le collaborateur du Premier ministre canadien à l'origine de la fuite avait plutôt indiqué aux journalistes que cet avertissement provenait de chez Hillary Clinton.



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

Arnault accroît sa participation dans Carrefour

"Le Français Bernard Arnault et Colony Capital LLC, une société d'investissement américaine, sont prêts à devenir les principaux actionnaires de Carrefour, après que la famille fondatrice a pris des mesures, le 5 mars, visant à réduire sa participation", titre le quotidien financier américain (édition européenne). La décision de la famille Halley, qui possédait 20 % des droits de vote, de dissoudre son pacte familial relance les interrogations sur l'avenir du second distributeur mondial, ajoute-t-il.

les titres du 5 mars 2008



THE NEW YORK TIMES

"La grande victoire d'Hillary Clinton dans l'Ohio et au Texas"

Hillary Clinton a mis en échec Barack Obama lors des primaires de l'Ohio et du Texas. Elle met ainsi fin à une spirale de défaites et se relance dans la course à l'investiture démocrate", titre le quotidien. La candidate a souligné qu'aucun candidat n'avait accédé à la Maison-Blanche sans avoir gagné les primaires dans l'Ohio. Côté républicain, John McCain a remporté les quatre Etats qui étaient en jeu (Vermont, Ohio, Texas, Rhode Island), s'adjugeant l'investiture du Parti républicain pour la présidentielle.



EL TIEMPO

La Colombie et l'Equateur s'enfoncent dans la crise diplomatique

L'Organisation des Etats américains (OEA), sollicitée pour régler le conflit entre l'Equateur et la Colombie, "n'a pas encore trouvé de solution à la crise diplomatique", rapporte le quotidien colombien. L'OEA devra donc poursuivre ses efforts de conciliation. La crise fait suite à l'intervention militaire colombienne, samedi 1er mars, en territoire équatorien, au cours de laquelle le numéro deux des FARC, Raúl Reyes, avait été tué. Le président équatorien Rafael Correa avait

alors dénoncé une "violation planifiée et préméditée" de son territoire par la Colombie.



L'ORIENT-LE JOUR

Crise au Liban : Bush et Solana accusent la Syrie

"Les Etats-Unis et l'Union européenne sont revenus à la charge hier concernant le rôle de la Syrie au Liban, à l'origine de l'impasse politique persistante", indique le journal francophone. Le président George Bush a ainsi "accusé sans ambages" Damas de s'ingérer dans le processus politique libanais au moment où le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, en visite au Liban, adoptait une position plus nuancée, mais



tout aussi ferme, en jugeant que "la Syrie ne coopère pas autant qu'elle le peut" sur le dossier libanais.

AUJOURD'HUI LE MAROC **Merkel et Sarkozy signent un compromis sur l'Union pour la Méditerranée**

Le projet d'Union pour la Méditerranée, cher à Nicolas Sarkozy, est un sujet qui cristallise les divergences entre l'Allemagne et la France, estime le quotidien marocain. Les deux dirigeants, qui se sont rencontrés le 3 mars à Hanovre, ont trouvé un compromis sur ce projet. Malgré les promesses d'y associer l'Allemagne, Angela Merkel ne pardonne toujours pas à Sarkozy de faire cavalier seul sur une question concernant "une région comme la Méditerranée, dans laquelle l'Allemagne estime avoir des intérêts".

ZAMAN **L'opposition turque critique le retrait de l'armée du Kurdistan irakien**

L'opposition turque a poursuivi ses critiques à l'encontre de l'armée et surtout du gouvernement, accusé d'avoir mis fin "tout à coup" à l'offensive militaire contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le nord de l'Irak et "sous la pression américaine". Deniz Baykal, le chef du Parti républicain du peuple, a estimé que le retrait des troupes avait "surpris le monde entier" et que le gouvernement turc semblait avoir été spectateur de cette opération.

LE POTENTIEL **L'opposant tchadien Yorongar en France pour des soins médicaux**

L'opposant tchadien Ngarlely Yorongar qui avait disparu depuis plus d'un mois dans son pays et que

l'on a retrouvé à Yaoundé au Cameroun se rendra aujourd'hui 5 mars à Paris pour des soins médicaux, indique le quotidien de Kinshasa. Le journal annonce également la création par le gouvernement tchadien d'une commission d'enquête internationale sur l'attaque rebelle de février dernier et sur le sort des disparus.

LA REPUBBLICA **Silvio Berlusconi défend Alitalia contre Air France**

En campagne pour les élections législatives des 13 et 14 avril prochain, le très libéral ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi s'est fait le défenseur de la compagnie aérienne Alitalia, sur le point d'être rachetée par Air France-KLM. "Je ne pense pas que l'Italie doive abandonner sa compagnie nationale", a-t-il dit au cours d'un entretien avec la chaîne de télévision Sky TG 24. Le 4 mars, le titre Alitalia a fortement chuté à la Bourse.

CHOSUN ILBO **La crise américaine fragilise l'économie coréenne**

L'économie américaine s'enfonce dans la crise et l'économie mondiale doit faire face à des hausses de prix sans précédent sur les matières premières telles que le pétrole et le blé, s'inquiète le quotidien sud-coréen. L'économie coréenne, déjà affaiblie, en souffre particulièrement. Les prix du pétrole ont flambé, les exportations et les investissements montrent des signes de faiblesse. Les observateurs économiques ont revu leurs prévisions de croissance à la baisse

pour l'année 2008. Celles-ci sont passées de 5 à 4 %.

THE INDEPENDENT **L'échec de la politique environnementale du gouvernement Brown**

"C'est la grande trahison verte", titre le quotidien, selon lequel "il est clair qu'en matière d'environnement le gouvernement Brown parle beaucoup mais fait très peu". Mardi 4 mars, l'OCDE (Organisation de coopération de développement économiques) a lancé un avertissement au Royaume-Uni en indiquant qu'il était grand temps que le gouvernement s'attaque au problème du réchauffement climatique. Dans la foulée, la plupart des associations écologistes, à commencer par Greenpeace, ont "vertement" critiqué l'action du ministère de l'Environnement, jugée insuffisante, notamment sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

LE DEVOIR **Québec : l'usage du français est en hausse**

S'il perd de la vitesse dans les foyers, le français semble en gagner au travail. Des chiffres dévoilés hier par Statistique Canada montrent que l'usage du français au boulot est de plus en plus populaire au Québec, alors qu'on notait en décembre un recul historique de l'utilisation de cette langue dans les chaumières. La raison de cette légère hausse : l'influence des nouveaux immigrants, qui connaissent davantage le français parce qu'ils viennent de France, d'Afrique du Nord ou encore d'Haïti.

les titres du 4 mars 2008

HOY **L'Équateur rompt ses relations diplomatiques avec la Colombie**

Le président équatorien Rafael Correa a annoncé la rupture immédiate des relations diplomatiques de son pays avec la Colombie. Cette annonce fait suite à l'opération conduite par l'armée colombienne en territoire équatorien le 2 mars dernier. Elle s'était soldée par la mort de Raúl Reyes, le numéro deux des FARC. Le président Correa a par ailleurs expliqué que son gouvernement était en train de négocier avec Raúl Reyes la libération de plusieurs otages, dont Ingrid Betancourt.

THE WASHINGTON POST **Obama et Clinton dans un face-à-face déterminant**

Tous les journaux américains sont d'accord avec le quotidien de Washington : "Les résultats des primaires de ce mardi 4 mars dans l'Ohio et le Texas seront déterminants pour la suite de la campagne". De l'aveu même de son mari, Hillary Clinton doit remporter les deux Etats pour pouvoir rester en course. Barack Obama, qui détient actuellement une centaine de délégués de plus que sa rivale, considère que, s'il gagne dans les deux Etats, Clinton n'aura guère d'autre choix que de se retirer.

HA'ARETZ **Israël : les sanctions à l'encontre de l'Iran sont insuffisantes**

Pour Tipzi Livni, la ministre des Affaires étrangères israélienne, la troisième série de sanctions contre l'Iran - adoptée le lundi 3 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies - n'est pas assez dissuasive. La nouvelle résolution allonge, entre autres, la liste des individus et entités liés aux programmes nucléaire et balistique iraniens, frappés d'un gel de leurs avoirs à l'étranger et, pour certains, d'une interdiction de voyager.

EL PAÍS **Zapatero bat Rajoy lors de l'ultime débat préélectoral**

C'était le dernier face-à-face de la campagne. Le 3 mars au soir, les deux principaux dirigeants politi-

ques espagnols, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero et le conservateur Mariano Rajoy, se sont affrontés à la télévision, quelques jours avant les élections législatives du 9 mars. Selon plusieurs sondages, l'actuel Premier ministre l'aurait emporté haut la main. Lors du précédent débat, le 25 février, Zapatero avait aussi dominé son adversaire, mais de quelques points seulement.

SUD QUOTIDIEN **Les Américains bombardent le sud de la Somalie**

Selon le quotidien de Dakar, six civils auraient été tués et plus de dix autres blessés, le 3 mars, dans un bombardement aérien américain dans le sud de la Somalie, à la frontière avec le Kenya. Depuis 2006, il s'agit de la quatrième attaque de ce type menée par les Américains, qui cherchent à débusquer des membres d'Al-Qaida réfugiés dans la région. Le quotidien rappelle que la Somalie a sombré dans le chaos et l'anarchie depuis 1991.

DAILY NATION **Le partage du pouvoir s'organise au Kenya**

A la suite de la médiation de l'ancien secrétaire de l'ONU Kofi Annan et du président tanzanien Jakaya Kikwete, un accord a été signé le 28 février entre le parti au pouvoir et l'opposition kényane. Pour la première fois, le président Kibaki, dont la réélection est toujours contestée, et Raila Odinga, le chef de l'opposition, vont se rencontrer à Nairobi ce lundi 4 mars. Il s'agit d'un premier pas vers la formation d'un gouvernement de coalition.

THE INDEPENDENT **L'Europe contre les "superriches"**

"Aujourd'hui, l'Union européenne va déclarer la guerre au Liechtenstein, à Monaco, à l'Andorre et à la Suisse", titre le quotidien anglais. Fatigué de voir l'Europe perdre des milliards d'euros d'impôts non perçus, l'ECOFIN (Conseil pour les affaires économiques et financières) se réunit à Bruxelles. Les ministres des Finances des 27 Etats membres de l'UE vont tenter de se mettre d'accord sur la stratégie à adopter

pour mieux contrôler les paradis fiscaux du continent.

CORRIERE DELLA SERA **Les accidents du travail mortels se succèdent en Italie**

Un accident du travail qui a fait quatre victimes à Bari, dans le sud de l'Italie, pendant le lavage d'une citerne destinée au transport du soufre en poudre, provoque à nouveau la polémique. Le nombre de morts au travail, même s'il est en baisse constante depuis quinze ans, reste en effet très supérieur à celui des autres pays européens. Sans doute à cause du travail au noir, plus répandu en Italie qu'ailleurs, et du non-respect du droit du travail.

LE TEMPS **Tensions au Conseil des droits de l'homme de l'ONU**

Jeudi 6 mars, Louise Arbour, la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, pourrait annoncer qu'elle abandonne ses fonctions à l'occasion de la présentation de son rapport annuel, annonce le journal. A Genève, les milieux gravitant autour du Conseil des droits de l'homme avancent que la Canadienne a perdu de l'influence dans le système onusien depuis le départ de Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU. Elle ne serait pas tout à fait sur la même longueur d'onde que Ban Ki-moon, le nouveau secrétaire.

HINDUSTAN TIMES **Le retour au pays d'un prisonnier indien détenu 35 ans au Pakistan**

"Après avoir croupi pendant 35 ans dans une prison pakistanaise, Kashmir Singh a passé la frontière et a retrouvé sa femme au poste frontière de Wagah", s'émeut en une le quotidien de langue anglaise. L'homme âgé de 67 ans avait été arrêté en 1973 au Pakistan parce que soupçonné d'espionnage et jeté dans en prison à Lahore, capitale de la région du Panjab. Il a pu retrouver son Inde natale après avoir été gracié par le président Pervez Musharraf le 28 février dernier.

les titres du 3 mars 2008





HOY

L'Equateur parle d'un "massacre" colombien sur son territoire

'Il s'agit d'une attaque aérienne planifiée. L'armée colombienne a pénétré en territoire équatorien en sachant parfaitement qu'elle violait notre souveraineté." Dans ses premières déclarations, le président équatorien Rafael Correa s'est montré très dur envers Bogotá, accusé d'avoir organisé "un massacre" et d'avoir violé le territoire de son pays "sur une profondeur de plus de 10 kilomètres" pour pourchasser et abattre le numéro deux des FARC, Raúl Reyes. L'Equateur a décidé de rappeler son ambassadeur.



EL UNIVERSAL

Le Venezuela envoie tanks et troupes à la frontière colombienne

La nouvelle de la mort de Raúl Reyes, numéro deux des FARC, en territoire équatorien, n'est pas passée inaperçue au Venezuela. Le président Hugo Chávez a immédiatement ordonné à son ministre de la Défense - et en direct à la télévision - d'envoyer à la frontière avec la Colombie dix bataillons de l'armée de terre, ainsi que des tanks. Il a aussi demandé à l'aviation de son pays de se déployer dans la région. Enfin, il a fait fermer son ambassade à Bogotá.



EL TIEMPO

La Colombie accuse l'Equateur de soutenir les FARC

Le ton monte entre les deux pays voisins après l'opération de l'armée colombienne en territoire équatorien, le 2 mars, qui a abouti à la mort du numéro deux des FARC, Raúl Reyes. Bogotá affirme avoir trouvé sur place trois ordinateurs dont l'examen prouverait de façon "indubitable" les liens entre les FARC et le gouvernement équatorien. Selon ces documents, le président Rafael Correa aurait chargé son ministre de l'Intérieur, Gustavo Larrea, d'établir des contacts avec la guérilla.



L'ORIENT-LE JOUR

"A Erevan, la crise politique dérape dans la violence"

"La capitale arménienne, Erevan, était placée hier sous l'œil vigilant de l'armée, au lendemain de la

proclamation de l'état d'urgence. Une décision prise par le président sortant, Robert Kotcharian, après une nuit de violences entre des manifestants de l'opposition et des policiers qui a fait 8 morts et 33 blessés", rapporte le quotidien francophone. Ce lundi matin, le calme était toutefois revenu et l'opposition a appelé à la fin des manifestations, après onze jours de protestation contre la victoire à l'élection présidentielle du 19 février du Premier ministre Serge Sarkissian.



JERUSALEM POST

Fin de l'opération israélienne "Hiver chaud" à Gaza

L'armée israélienne s'est retirée, le 3 mars, du nord de la bande de Gaza, mettant fin à l'opération "Hiver chaud", commencée deux jours plus tôt. Pour la seule nuit du 2 mars, l'offensive israélienne s'est soldée par la mort de plus de 70 Palestiniens. "Les forces israéliennes cherchent à faire tomber le Hamas", titre le quotidien de langue anglaise. De son côté, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a annoncé la suspension des relations avec Israël.



VEDOMOSTI

Medvedev devient le troisième président de Russie

Le dauphin de Poutine, Dmitri Medvedev, 42 ans, a remporté l'élection présidentielle du 2 mars avec environ 70 % des suffrages. Un score supérieur à celui réalisé par son mentor en 2000 (51,2 %), voire en 2004 (69 %), observe le journal financier moscovite. Medvedev a fait mieux que Russie unie lors des législatives de décembre 2007 (64,3 %). Il arrive devant le communiste Ziouganov (17,76 %), l'ultra-nationaliste Jirinovski (9,37 %) et l'indépendant Bogdanov (1,46 %).



AFTAB-E YAZD

Visite historique d'Ahmadinejad en Irak

Alors que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad effectue une visite historique en Irak, le quotidien iranien montre en une la photo du président irakien Jalal Talabani et de son homologue iranien main dans la main, comme des "frères". Le journal de Téhéran salue la rencontre, le 2 mars, entre les dirigeants de

"deux grandes puissances régionales" et célèbre, comme l'ensemble de la presse, la réconciliation affichée entre les deux pays.



THE WALL STREET JOURNAL

La crainte d'une récession aux Etats-Unis fait plonger la Bourse de Tokyo

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance de ce lundi sur un plongeon de 4,49 % en raison de craintes renouvelées de récession aux Etats-Unis et d'une nette appréciation du yen face au dollar, phénomène qui pénalise les exportateurs japonais. L'indice Nikkei 225, moyenne non pondérée des 225 valeurs vedettes, se retrouve ainsi à son plus bas niveau depuis le 23 janvier.



EL WATAN

Algérie: le gouvernement s'enlise dans les conflits sociaux

Alors que la contestation sociale menée depuis plusieurs mois en Algérie par divers syndicats de travailleurs s'installe, "le gouvernement fait preuve de manque d'imagination et d'incapacité à agir", estime un éditorialiste du quotidien algérois. Tentant de désamorcer le mécontentement des fonctionnaires quant à la nouvelle grille des salaires, le gouvernement d'Abdelaziz Belkhadem a institué une prime, jugée insuffisante par les fonctionnaires. Les syndicats promettent donc de reprendre le chemin de la contestation.



THE INDEPENDENT

Une agression toutes les 45 minutes dans les prisons anglaises

"Une agression a lieu toutes les 45 minutes dans les prisons surpeuplées du Royaume-Uni", titre le quotidien anglais. Les chiffres du ministère de la Justice révèlent que le nombre d'agressions entre détenus est passé de 1 790 en 1996 à 11 826 l'an dernier, soit une augmentation de 561 % en une décennie. L'opposition conservatrice demande que le gouvernement crée 5 000 places de prison supplémentaires.